

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 1^{ER} CYCLE

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 01/12/2025

Au nom du comité d'experts :

Françoise Conan, présidente

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos	4
Liste des formations évaluées	4
Domaine Arts, lettres, langues	4
Domaine Droit, économie, gestion.....	4
Domaine Santé	5
Domaine Sciences humaines et sociales.....	5
Domaine Sciences, technologies, santé.....	5
Organisation de l'évaluation.....	6
Rapport du 1^{er} cycle	7
Présentation de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle.....	8
Analyse globale de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	8
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	9
L'accompagnement des étudiants du 1 ^{er} cycle à la réussite.....	10
L'adossement des formations du 1 ^{er} cycle à la recherche	12
La professionnalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	12
L'internationalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	13
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1 ^{er} cycle	14
Conclusion	15
Points forts.....	15
Points faibles.....	15
Recommandations.....	15
Points d'attention transversaux	16
Points d'attention sur les formations du 1 ^{er} cycle	16
Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle	18
Rapports des formations du 1^{er} cycle.....	22
Observations de l'établissement	132

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la COVID-19, ainsi que par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 1^{er} cycle (loi ORE, accès aux études de santé, bachelors universitaires de technologie) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement. Dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la réforme des bachelors universitaires de technologie (BUT), seules les deux premières années des BUT (BUT1 et BUT2) sont évaluées en vague E et dans ce rapport.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 1^{er} cycle de l'établissement, et d'autre part, sur des auditions menées en visioconférence, comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégialement par le Hcéres et l'établissement.

Ce rapport contient le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 1^{er} cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues

- Licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*
- Licence *Lettres*
- Licence *Musicologie*

Domaine Droit, économie, gestion

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion administrative et commerciale des organisations*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* - IUT de Mantes-la-Jolie
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* - IUT de Vélizy
- Licence *Droit*
- Licence *Économie et gestion*
- Licence *Science politique*
- Licence professionnelle *Aménagement paysager : conception, gestion, entretien*
- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*
- Licence professionnelle *Organisation, management des services de l'automobile*
- Licence professionnelle *Technico-commercial*

Domaine Santé

- Diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques*
- Diplôme de formation générale en *Sciences médicales*

Domaine Sciences humaines et sociales

- Licence *Géographie et aménagement*
- Licence *Histoire*

Domaine Sciences, technologies, santé

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie chimique - génie des procédés*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie industriel et maintenance*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie mécanique et productique*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications*
- Licence *Chimie*
- Licence *Informatique*
- Licence *Mathématiques*
- Licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales*
- Licence *Physique*
- Licence *Sciences de la vie*
- Licence *Sciences de la vie et de la Terre*
- Licence *Sciences pour la santé*
- Licence professionnelle *Chimie : formulation*
- Licence professionnelle *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels*
- Licence professionnelle *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications*
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction*

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 1^{er} cycle de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines a eu lieu à l'automne 2024.

Le comité d'experts était présidé par Mme Françoise Conan, professeure des universités en chimie à l'université de Bretagne Occidentale. La vice-présidence du comité a été assurée par Mme Laure Ambroise, vice-présidente, professeure des universités en sciences de gestion et du management à l'université Jean Monnet.

Ont également participé à cette évaluation :

- Mme Johana Attaiech, cheffe d'entreprise au cabinet Attaiech Guedj ;
- M. Christophe Beckerich, maître de conférences en sciences économiques à l'université de Reims Champagne-Ardenne ;
- M. Jérôme Buridant, professeur des universités en géographie à l'université de Picardie Jules-Verne ;
- Mme Anne Demeester, maîtresse de conférences en sciences de l'éducation et experte en sciences de la santé à Aix-Marseille Université ;
- Mme Sylvie Dupré-Aucouturier, maîtresse de conférences en biologie à l'université Claude Bernard Lyon 1 ;
- M. Frédéric Flouvat, professeur des universités en informatique à Aix-Marseille Université ;
- M. Alain Gaugue, professeur des universités en sciences de l'ingénieur à La Rochelle Université ;
- M. Farid Houache, chargé de mission à GIM ;
- Mme Sandrine Lagaize, maîtresse de conférences en mathématiques à l'université du Littoral Côte d'Opale ;
- Mme Sophie Lechartre, professeure agrégée en sciences de gestion et du management à l'université de Lille ;
- M. Rodolphe Pauvert, maître de conférences en langue et civilisation italiennes contemporaines à l'université de Poitiers ;
- M. Ziad Malas, maître de conférences en gestion à l'université Toulouse III Paul Sabatier ;
- M. Catalin-Viorel Popa, professeur des universités en sciences de l'ingénieur à l'université de Reims Champagne-Ardenne ;
- M. Laurent Posocco, maître de conférences en droit à l'université Toulouse Capitole ;
- Mme Aikaterini Rompopoulou, étudiante en licence de chimie à l'université Toulouse III Paul Sabatier.

Mme Corinne Kolinsky-Osmani, conseillère scientifique, et Mme Véronique Ye, chargée de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 1^{er} cycle

Présentation de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) comprend 38 formations : 16 licences générales, 8 licences professionnelles (LP), 12 bachelors universitaires de technologie (BUT) et 2 diplômes de santé. En moyenne au cours de la période évaluée (2020-2023), les étudiants inscrits dans l'établissement se répartissent de la façon suivante : 74 % dans les licences générales, 13 % dans les diplômes de formation générale en santé, 11 % dans les BUT et 2 % dans les LP.

Cette offre de formation couvre l'ensemble des domaines disciplinaires. En 2022-2023, ce sont presque 10 000 étudiants qui se répartissent dans 5 domaines disciplinaires. Ainsi, dans le domaine Arts, lettres, langues (ALL), 744 étudiants sont inscrits dans 3 licences. Le domaine Droit, économie, gestion (DEG) comprend 4 BUT, 3 licences et 4 LP dans lesquelles sont inscrits 2 587 étudiants. Le domaine Sciences humaines et sociales (SHS) offre 2 licences à 388 étudiants. Représentant un peu plus de la moitié des formations du 1^{er} cycle de l'UVSQ, le domaine Sciences, technologies et santé (STS) inclut 20 formations : 8 BUT, 8 licences et 4 LP et compte 4 749 étudiants. Les licences sont structurées autour de quatre portails bi- ou pluridisciplinaires : *Chimie-biologie*, *Mathématiques-physique-chimie*, *Mathématiques-informatique* et *Biologie-informatique*. Dans le domaine de la Santé, l'unité de formation et de recherche (UFR) Simone Veil porte le diplôme de formation générale en *Sciences médicales*, ainsi que le diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques* dans lesquels sont inscrits 1 219 étudiants. Depuis la récente réforme de l'accès au 1^{er} cycle des études de santé, 11 mentions de licence proposent un parcours licence accès santé (L.AS) : *Droit, Économie et gestion*, *Science politique*, *Géographie et aménagement*, *Histoire*, *Chimie*, *Informatique*, *Mathématiques*, *Physique*, *Sciences de la vie*, *Sciences de la vie et de la Terre*.

Cette offre est portée par 7 composantes : 4 UFR — Droit et science politique (1 478 étudiants inscrits en 2022-2023), Sciences (3 853), Sciences sociales (572) et Simone Veil (1 355) — ainsi qu'un institut des études culturelles et internationales - IEI (1 028) et 2 instituts universitaires de technologie (IUT), celui de Mantes (473) et celui de Vélizy (928), ce dernier étant réparti entre les sites de Rambouillet et Vélizy.

Les sites d'implantation de l'UVSQ permettent de proposer des formations du 1^{er} cycle sur un large territoire, répartis sur six campus situés à Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines, Montigny-le-Bretonneux, Guyancourt, Vélizy, Rambouillet et Mantes.

Deux projets phares dans des domaines de pointe sont portés par l'UVSQ au bénéfice du 1^{er} cycle. Le premier, le Campus des métiers et des qualifications (CMQ) « Industrie circulaire de la mobilité », est piloté par l'IUT de Mantes. Il a pour objectif de former 8 000 étudiants et professionnels d'ici 2027 dans les secteurs de la mobilité et de l'économie circulaire. Le second projet, UNIVEReSANTÉ, mené par l'UFR Simone Veil Santé, vise à former les professionnels de santé au numérique et par le numérique, grâce à des technologies pédagogiques innovantes.

L'UVSQ participe aussi à plusieurs projets du Programme d'investissements d'avenir puis de France 2030 portés par l'université Paris Saclay, notamment l'académie spatiale Space Île-de-France (IDF), ainsi qu'à des initiatives répondant aux enjeux de transition écologique et du développement soutenable (TEDS), comme les projets « Hydrogène et technologies avancées des systèmes énergétiques pour une énergie durable en Île-de-France » et « Train cyber expert ». Enfin, l'UVSQ bénéficie aussi depuis 2019 de l'alliance universitaire européenne European University Alliance for Global Health (EUGLOH), portée par l'université Paris-Saclay.

Analyse globale de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du 1^{er} cycle de l'UVSQ a été élaborée dans la perspective de sa future intégration, avec celle de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE), au sein de l'université Paris-Saclay, actuellement établissement public expérimental (EPE). Cette fusion de l'offre de formation, amorcée dès 2015, est confirmée dans le cadre du contrat actuel relatif à l'offre du 2^e cycle, l'UVSQ ne proposant désormais plus que neuf masters, soit 17 % de l'offre totale. Ce processus d'intégration, plus difficile à mener pour le 1^{er} cycle, est en cours, avec des degrés d'avancement très variés selon les domaines et les types de formations. Certaines licences générales ont bien engagé les réflexions, alors que les formations professionnalisantes opérées au sein des deux IUT, les LP et les BUT, apparaissent moins concernées par le projet d'intégration.

L'UVSQ se présente comme une université ancrée dans son territoire et souhaite porter une offre de formation du 1^{er} cycle claire et cohérente, en lien avec des activités de recherche performantes et reconnues. Pour l'instant, ces orientations se déclinent essentiellement dans l'offre de masters et ont peu d'impact sur les

formations du 1^{er} cycle. Toutefois, l'amorçage de plusieurs projets ouvre des perspectives prometteuses pour le développement de formations spécialisées, notamment en lien avec le CMQ « Industrie circulaire de la mobilité » et le projet UNIVEReSanté.

L'UVSQ définit une ambition claire pour son offre du 1^{er} cycle au cours de la période évaluée, en concentrant ses efforts sur plusieurs axes. Elle travaille au développement de l'internationalisation de ses formations, notamment en favorisant les mobilités étudiantes. Elle développe également des programmes personnalisés visant à assurer la réussite des étudiants, intégrant des innovations pédagogiques soutenues par des projets du PIA de l'université Paris-Saclay. Enfin, l'UVSQ aspire à ouvrir davantage ses formations du 1^{er} cycle à la formation tout au long de la vie (FTLV), bien que l'accueil des publics de formation continue demeure pour l'instant très limité.

Malgré la volonté affichée par l'établissement d'intégrer les formations du 1^{er} cycle dans une offre unifiée au sein de l'université Paris-Saclay, le processus de rapprochement n'est ni perçu comme un projet collectif ni piloté de manière collaborative. Par ailleurs, l'établissement ne considère pas la mise en œuvre de l'approche par compétences (APC) comme une priorité. Il admet que son déploiement reste à un stade très embryonnaire et que, sans un accompagnement adéquat, son adoption par les équipes pédagogiques reste limitée. Plus généralement, dans le contexte particulier du processus d'intégration de l'offre de formation en cours, et contrairement à la précédente évaluation, l'établissement n'a pas su instaurer un pilotage et des outils efficaces permettant à l'ensemble des formations du 1^{er} cycle d'améliorer leur qualité.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle

La majorité des formations du 1^{er} cycle de l'UVSQ se projette dans la perspective de la future intégration de l'offre de formation au sein de celle de l'université Paris-Saclay, qui englobera également l'offre de l'UEVE. Cependant, la dynamique de rapprochement est inégale dans l'ensemble du périmètre de formation, et l'intégration de l'APC reste balbutiante. Certaines formations ont commencé une restructuration de leur architecture de manière à converger vers une offre commune du site Paris-Saclay. Toutefois, il convient de distinguer les formations de licence générale, dont la plupart des mentions sont proposées au sein des trois universités du site, des formations à finalité d'insertion professionnelle immédiate (BUT et LP), qui sont gérées de façon plus autonome au sein des IUT. Les échanges entre les IUT de l'UVSQ et leurs collègues de l'université Paris-Saclay portent à ce jour principalement sur l'harmonisation des processus de recrutement sur Parcoursup. Les dossiers mentionnent très peu des échanges avec l'UEVE.

Les BUT mis en place dans le cadre de la récente réforme sont élaborés en cohérence avec leur programme national. La plupart des LP, qui offraient auparavant une poursuite d'études après un diplôme universitaire de technologie (DUT), sont désormais intégrées dans les parcours des BUT. Cependant, huit LP subsistent, dont quatre sont en concurrence directe avec des parcours de BUT, entraînant parfois une diminution très significative de leurs effectifs : la LP *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels*, en concurrence avec le BUT *Génie mécanique et productique* ; la LP *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications*, en concurrence avec le BUT *Réseaux et télécommunications* ; la LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*, en concurrence avec le BUT *Génie civil - construction durable* ; et la LP *Technico-commercial*, en concurrence avec le BUT *Techniques de commercialisation*. Un diagnostic approfondi devra être réalisé pour ces LP, cela pourrait aboutir à une offre plus ciblée, afin d'éviter de garder des formations dont les effectifs sont insuffisants, comme c'est actuellement le cas pour la LP *Technico-commercial*.

L'organisation des licences générales de l'UVSQ dans le domaine STS est bien structurée et repose sur des portails bi- ou pluridisciplinaires qui facilitent une orientation progressive vers les différentes mentions proposées. La mutualisation de nombreux cours renforce cette approche, facilitant ainsi les passerelles dès la première année de licence (L1), comme dans la licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales (MIASHS)*. Les licences des domaines ALL et SHS sont également bien conçues, offrant aux étudiants une spécialisation progressive dès la L1, tout en intégrant généralement des enseignements pluridisciplinaires. Cela se reflète dans des formations telles que la licence *Géographie*, ainsi que les licences *Histoire, Lettres, Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)* au sein de l'IECI, qui partagent des unités d'enseignement (UE). Concernant le domaine DEG, la licence *Science politique* partage les deux premières années avec la licence *Droit* et ne se différencie qu'en troisième année (L3). Le comité déplore que très peu d'évolutions aient été apportées depuis la dernière évaluation réalisée par le Hcéres, malgré les recommandations d'enrichir la L3 avec davantage de cours de droit pour renforcer son caractère bidisciplinaire ou, à l'inverse, d'introduire plus de cours de science politique dès la L1 pour renforcer la dimension disciplinaire de cette licence récente. De même, avec la suppression de la licence *Gestion* de l'offre du 1^{er} cycle de l'UVSQ, l'ancrage disciplinaire de la licence *Économie et gestion* devra être précisé de manière à faire converger les formations rattachées à cette mention au sein des trois universités du futur établissement. Enfin, l'intégration d'UE transversales dans certaines filières constitue un atout pour favoriser la pluridisciplinarité

ou la personnalisation des parcours étudiants, comme en témoignent les UE de culture générale ou les UE libres proposées, par exemple, en licence *MIASHS*.

Onze licences générales accueillent des étudiants inscrits en parcours L.AS, notamment celles relevant du domaine STS, mais également plusieurs mentions du domaine DEG. Cependant, les documents transmis par les formations ne commentent pas réellement l'intégration de ces étudiants au sein des parcours de licence et ne fournissent aucune information sur leurs poursuites d'études. Enfin, dans le cadre de l'intégration universitaire des formations paramédicales, un programme expérimental et original, basé sur le principe de la « marche en avant », est lancé depuis 2021 : la licence *Sciences pour la santé*, parcours *Rééducation-réadaptation avec accès santé*. Le premier bilan montre que ce programme atteint son objectif en facilitant l'intégration des étudiants dans un institut de formation paramédicale ou une filière de santé.

En cohérence avec les orientations stratégiques de l'UVSQ, les enjeux du développement durable sont intégrés dans la plupart des formations. Par exemple, les licences *Géographie et aménagement* et *Sciences de la vie et de la Terre*, proposent des UE spécifiques telles que « climat, enjeux et société ». De plus, certaines formations organisent des journées banalisées pour sensibiliser les étudiants, comme la rentrée climat pour les licences *Physique* et *Chimie*, les créneaux dédiés à la fresque du climat, ou encore des conférences sur le développement durable en licence *Sciences de la vie* et en BUT *Gestion administrative et commerciale des organisations*.

L'accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle à la réussite

De façon globale, les formations du 1^{er} cycle de l'UVSQ, notamment les licences générales et les BUT, bénéficient d'une bonne attractivité. Les licences générales de l'UVSQ présentent des ratios élevés de candidats néo-entrants par rapport aux étudiants inscrits, avec une moyenne de 8,5. Cependant, des disparités sont observées, avec des ratios globalement beaucoup plus faibles dans les domaines ALL et SHS, et plus élevés en DEG et STS. Les taux de remplissage en L1 sont en adéquation avec les capacités d'accueil affichées sur Parcoursup. Toutefois, des exceptions subsistent : la licence *Lettres* enregistre un fléchissement des effectifs au cours de la dernière année de la période d'évaluation (2022-2023), passant en dessous de sa capacité d'accueil, tandis que la licence *Droit* fait face à une forte pression.

Les BUT présentent des ratios encore plus élevés de candidats néo-entrants par rapport aux étudiants inscrits, avec une moyenne d'environ 21, ainsi que des taux de remplissage globalement alignés avec les capacités d'accueil. Néanmoins, les BUT *Génie civil - construction durable* et *Génie chimique - génie des procédés* affichent des effectifs faibles, avec moins de 25 étudiants, et demeurent en deçà des capacités d'accueil au cours de la période observée. Par ailleurs, le taux moyen d'accueil des bacheliers technologiques en BUT à l'UVSQ s'élève à environ 41 %, un niveau proche des recommandations rectores. Toutefois, le BUT *Génie chimique - génie des procédés* se distingue par un recrutement limité à seulement 12 % de bacheliers technologiques, une situation que l'équipe explique par la faiblesse du vivier pour cette spécialité en Île-de-France, mais qui mérite une attention particulière.

Comme mentionné précédemment, quatre LP de l'UVSQ enregistrent une diminution de leurs effectifs depuis la mise en place des BUT. En revanche, pour les quatre autres LP, qui bénéficient de partenariats solides, l'attractivité est restée stable au cours de la période évaluée.

À l'échelle du 1^{er} cycle, les formations présentent dans l'ensemble de bons – voire très bons - taux de réussite, généralement suivis et analysés. Globalement, en licence générale, les taux de réussite des étudiants validant tous les crédits ECTS auxquels ils sont inscrits sont bons. En L1, le taux de réussite moyen s'élève à environ 43 %, sauf pour la licence *Économie et gestion*, dont les résultats restent très faibles, avec un taux minimal de 19 % en 2022-2023. Cette situation nécessite une analyse approfondie pour en identifier les causes. Les taux de réussite dans les années supérieures sont significativement plus élevés, avec une augmentation notable entre la deuxième et la troisième année (L2 et L3), où ils atteignent environ 80 % en moyenne. Cependant, une analyse détaillée de ces taux en L2 et L3 dans les formations comportant plusieurs parcours n'est pas possible, car les données quantitatives transmises sont fusionnées par parcours et ne sont pas distinguées par année.

En ce qui concerne les BUT, les taux de réussite sont très bons avec un taux moyen en BUT1 de 70 %, à l'exception des BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* et *Génie mécanique et productique*, qui affichent des taux faibles pour une formation sélective, inférieurs à 50 %. En BUT2, le taux moyen atteint 81 %, mais le BUT *Gestion des entreprises et des administrations* à Mantes se distingue par un taux particulièrement faible de 38 %, sans analyse détaillée pour expliquer cette situation.

Enfin, les taux de réussite en LP sont très bons, voire excellents, de l'ordre de 90 %, à l'exception de la LP *Organisation, management des services de l'automobile*, dont le taux de réussite est faible en 2022-2023 (69 %), ce qui mérite une attention particulière.

L'accompagnement des étudiants à la réussite, l'un des axes prioritaires de l'établissement, est bien pris en compte dans les formations, mais sa mise en œuvre est inégale selon les composantes et son suivi reste insuffisant. Bien que des dispositifs d'accompagnement à la réussite soient en place, leur description et leur analyse restent souvent imprécises, ce qui rend difficile l'évaluation de leur efficacité. Par ailleurs, certaines formations, comme les licences *Physique* ou *Sciences de la vie et de la Terre*, adaptent leurs pratiques pédagogiques en fonction des retours des étudiants et s'appuient sur l'analyse des taux de réussite. Il serait souhaitable de systématiser un suivi à l'échelle du cycle pour garantir et mesurer la réelle valeur ajoutée des initiatives portées par les composantes pour la réussite étudiante.

Le comité salue l'engagement des formations à accueillir des étudiants inscrits sous condition « oui si », qui représentent en moyenne 11 % des étudiants inscrits, avec toutefois de fortes disparités selon les années évaluées. La généralisation des dispositifs « oui si » dans toutes les licences, à l'exception de la licence *Musicologie*, constitue un effort notable dans une perspective d'aide à la réussite. Cependant, l'absence d'un cadrage de l'établissement, malgré l'attribution d'enveloppes spécifiques pour financer les actions développées, conduit à des pratiques variables selon les composantes. Des accompagnements supplémentaires sont ainsi mis en place comme des cours de soutien et du tutorat en licence *Science politique*, ou encore des cours de remises à niveau, notamment en *Mathématiques* et *Économie et gestion*. Il est toutefois regrettable que le tutorat soit souvent réservé uniquement aux étudiants inscrits dans des parcours aménagés.

Il est appréciable qu'en STS, tous les étudiants de L1 soient encadrés par un contrat pédagogique de réussite, une démarche également étendue aux étudiants en difficulté en L2 et L3. Cependant, ce dispositif n'est pas explicité dans les autres domaines, ce que le comité déplore. Une unité d'enseignement (UE) « méthodologie du travail universitaire » adaptée au portail suivi par les étudiants néo-entrants est obligatoire. Dans la licence *Lettres*, des méthodes pédagogiques très variées, telles que des pratiques d'écriture créative et des jeux de rôles, sont proposées pour favoriser la réussite. Malgré des moyens humains et matériels limités, la licence *Géographie et aménagement* met également en œuvre des dispositifs d'accompagnement des étudiants efficaces. Depuis la crise sanitaire, de plus en plus de formations mettent à disposition les ressources numériques créées pendant le confinement, comme des activités pédagogiques en licence *Science politique*, ou des outils pour la préparation des travaux pratiques en licences *Physique* et *Chimie*. Enfin, à l'UFR Sciences, le semestre rebond, bien que partiellement décrit selon les portails, offre aux étudiants rencontrant des difficultés au premier semestre la possibilité de préparer leur redoublement en consolidant leurs acquis, dans le but de favoriser leur réussite.

En ce qui concerne les formations fortement professionnalisantes, des cours de remise à niveau y sont proposés, par exemple dans les LP *Chimie : formulation* et *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications*, ainsi que des cours de soutien, notamment dans le BUT *Gestion administrative et commerciale des organisations*. Un tutorat par les pairs est également proposé, notamment dans les formations de BUT, comme le BUT *Réseaux et télécommunications*.

Des dispositifs pédagogiques innovants intéressants sont mis en œuvre, soutenus par des projets du PIA de l'université Paris-Saclay ou par des initiatives propres à l'UVSQ. L'animation pédagogique se distingue par une forte dynamique d'innovation, intégrant des méthodes novatrices telles que les jeux sérieux et la ludopédagogie financées dans le cadre d'appels à projets, ainsi que des équipements dédiés comme des salles de réalité virtuelle utilisés notamment dans les formations comme le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* et les licences *Chimie* et *Sciences de la vie*. Si certaines formations proposent quelques enseignements à distance, comme des heures de suivi en licence *Histoire*, aucune formation ne propose des enseignements entièrement à distance pour favoriser l'accueil de différents publics, notamment ceux inscrits en formation continue.

L'établissement n'accompagne pas suffisamment les formations du 1^{er} cycle dans leur transformation pédagogique et le développement des compétences des étudiants. Le déploiement de l'APC dans les licences générales et professionnelles de l'UVSQ demeure insuffisant, malgré les efforts pour l'accompagnement des équipes pédagogiques fournis par l'établissement en début de contrat, notamment à travers le recrutement d'un ingénieur pédagogique. Certaines formations, qui se sont portées volontaires pour être pilotes de cette démarche, ont déjà mis en place un référentiel de compétences propre à leur mention, c'est le cas de la licence *Économie et gestion*. Actuellement, les maquettes de la plupart des licences générales sont présentées sous forme de tableaux reliant les UE classiques aux compétences du référentiel national des certifications professionnelles (RNCP), ce qui témoigne d'une réflexion en cours. Pour autant, les matrices et les données fournies ne montrent pas d'appropriation de l'APC par les équipes pédagogiques. Dans le cas des LP, selon les domaines et composantes, le travail n'est pas complètement réalisé. Si des blocs de connaissances et de compétences (BCC) ont été élaborés, la réflexion ne porte pas encore sur l'évaluation des compétences. Ce

point mérite une attention particulière, surtout pour des formations en apprentissage. Les formations les plus avancées dans cette démarche pédagogique sont, d'une part, les BUT, cadrés par un programme national qui organise le parcours en blocs de compétences et l'évaluation des compétences, par la mise en place de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), et, d'autre part, le diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques* qui présente une démarche quasi aboutie et enrichie de méthodes pédagogiques innovantes.

L'initiative de l'UVSQ d'introduire une UE « engagement et vie associative » pour valoriser les compétences et les expériences extra-académiques des étudiants est pertinente. Cette UE, facultative ou optionnelle, comprend non seulement la participation à des enseignements, séminaires et ateliers, mais également la rédaction d'un rapport. Cependant, le faible taux de participation, limité à une trentaine d'étudiants, peut s'expliquer par l'impossibilité d'assister à certains séminaires en distanciel.

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche

La dimension recherche est bien présente dans les licences générales, l'adossement de certaines formations fortement professionnalisantes est cependant plus faible. De manière générale, l'adossement est assuré par la sensibilisation des étudiants à la démarche scientifique et à la recherche, ainsi que par la présence au sein des équipes pédagogiques d'enseignants-chercheurs (EC) relevant des sections du Conseil national des universités (CNU) de la discipline et/ou du cœur de métier, avec une contribution moyenne de 46,1 % des heures d'enseignement, toutes formations du 1^{er} cycle confondues. Cependant, ce pourcentage reflète une grande disparité. En licence générale, près de 60 % des heures enseignées sont assurées par des EC à l'exception notable de la licence *Lettres*, où ce chiffre tombe à seulement 25 %. Ce taux diminue dans les formations visant l'insertion professionnelle immédiate, atteignant en moyenne 32 % en BUT et 22 % en LP. De fait, le nombre d'heures dispensées par les EC est nettement insuffisant dans le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* (6,6 %) et inférieur à 15 % dans les LP *Organisation et management des services de l'automobile*, *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels*, *Assurance*, *Banque, finance : chargé de clientèle*, et *Aménagement paysager : conception, gestion, entretien*. Il est même inexistant pour la LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*.

Dans certains parcours, il existe un problème d'adéquation entre les profils CNU des membres de l'équipe pédagogique et les objectifs des formations. Ainsi, la mention *Sciences de la vie et de la Terre* fonctionne en l'absence d'EC de la section CNU 67 pour le parcours *Biodiversité*, et le BUT *Génie civil* compte uniquement deux EC, dont un seul relevant de la section disciplinaire cœur de métier.

Durant la période évaluée, la sensibilisation à et par la recherche a été significativement renforcée grâce à la collaboration avec l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay (EUPCPS) qui a permis l'élaboration de plusieurs ressources et modules de formation, mis à disposition de l'ensemble des composantes. Parmi ces initiatives figure une formation à la documentation, conçue par un groupe de bibliothécaires des services documentaires de l'université Paris-Saclay dans le cadre de l'EPE, présentée sous la forme d'un jeu-enquête en ligne. De plus, des *small private online courses* (SPOC) sont proposés sur des thématiques telles que la transition écologique et le sens critique, avec la coordination et la participation de plusieurs enseignants de la licence *Histoire* de l'UVSQ à leur conception et leur réalisation.

Certaines formations montrent un adossement de très bonne qualité en proposant des UE clairement affichées, c'est le cas des licences *Droit* et *Physique* où les étudiants sont initiés à la recherche dès la L1, ce qui est rare, avec un projet méthodologique sur une question de physique générale. Les licences *Chimie* et *Histoire* proposent des projets de recherche en lien avec les activités des laboratoires du site. Cet adossement est aussi présent dans le BUT *Génie industriel et maintenance* qui propose notamment des activités de recherche et de développement dans le cadre des projets tutorés et des visites de site, ce qui mérite d'être souligné. En revanche, dans le diplôme de formation générale en *Sciences médicales*, l'initiation à la recherche est insuffisante et mériterait d'être renforcée, contrairement au diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques* qui propose un enseignement à et par la recherche de qualité, diversifié et progressif.

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle

La professionnalisation de l'offre de formation du 1^{er} cycle est bien intégrée dans les cursus, mais elle reste inégale, avec des lacunes notables dans certaines formations fortement professionnalisantes et une politique peu généralisée des stages en licences générales. Dès la L1, et, quelle que soit la mention, tous les étudiants bénéficient d'une UE « projet personnel d'études et d'insertion » (PPEI) dans laquelle des conférences de découverte du monde socioprofessionnel sont proposées. Il est également à noter l'intervention de professionnels dans les formations fortement professionnalisantes et dans certaines licences générales, notamment dans les licences *Chimie*, *Économie et gestion*. Par ailleurs, les mentions *Musicologie* et *Géographie*

et aménagement entretiennent de nombreux liens avec le monde socio-économique. Néanmoins, certaines formations, bien que fortement professionnalisantes, ne font pas intervenir de vacataires professionnels, c'est le cas du BUT *Gestion des entreprises et des administrations* de l'IUT de Mantes, ce qui pose question. D'autres formations, comme le BUT *Génie électrique et informatique industrielle*, et dans une moindre mesure les BUT *Génie industriel et maintenance* ainsi que *Réseaux et télécommunications*, présentent un nombre d'heures dispensées par des professionnels trop faible pour une formation fortement professionnalisante. Toutefois, les responsables de ces formations envisagent une augmentation de cette proportion avec l'instauration de la troisième année de BUT. Enfin, il est regrettable de constater que les acteurs du monde socio-économique sont absents des conseils de perfectionnement (CP) de certaines formations fortement professionnalisantes. C'est notamment le cas pour des formations telles que les BUT *Génie civil - construction durable*, *Génie industriel et maintenance* et *Génie mécanique et productive*.

L'établissement ne définit pas de politique ni de directives spécifiques pour intégrer des stages dans l'ensemble des cursus, qu'ils soient obligatoires dans les formations fortement professionnalisantes ou proposés au moins en option dans certaines UE des licences. Néanmoins, certaines formations, telles que les mentions *Droit*, *Physique* et *Sciences de la vie et de la Terre*, prévoient des périodes de stages professionnels en L3, avec des durées variables.

L'engagement de l'établissement en faveur de l'alternance et de l'apprentissage se reflète dans l'organisation des LP, qui fonctionnent exclusivement sous le régime de l'apprentissage. Ce dispositif est également bien développé en BUT2, et de manière remarquable, parfois dès le BUT1, comme dans les BUT *Gestion administrative et commerciale des organisations* et *Réseaux et télécommunications*. Cette orientation s'accompagne d'une progression significative du nombre d'apprentis accueillis, avec un taux passant de 2,91 % en 2020-2021 à 5,35 % en 2022-2023, soit une augmentation notable en nombre absolu de 291 à 535 étudiants.

Enfin, malgré la volonté affichée par l'UVSQ de professionnalisation et de développement d'une offre répondant aux enjeux majeurs de formation tout au long de la vie, le comité ne relève pas, dans les dossiers d'autoévaluation fournis, d'éléments confirmant une volonté forte des composantes et des formations de déployer des efforts dans ce domaine.

Concernant la poursuite d'études et/ou l'insertion des diplômés, de manière générale, les dossiers des licences générales fournissent très peu de données en la matière. Aucune information n'est disponible par exemple concernant les étudiants qui se destinaient à l'enseignement au sein des parcours dédiés du domaine STS, tels que dans les licences *Mathématiques*, *Physique* ou *Chimie*, contrairement aux licences *Histoire* et *Géographie et aménagement* qui comptent des étudiants apprentis professeurs. L'insertion professionnelle des LP est globalement bonne avec des compétences en adéquation avec les besoins du marché. Cependant, le faible taux de réponse aux enquêtes limite l'interprétation précise des données à long terme, bien que la plupart des LP bénéficient d'un suivi des diplômés, généralement assuré par les CFA partenaires. Des taux de poursuite d'études élevés sont relevés dans plusieurs LP, en particulier un taux de 100 % dans la LP *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications*, ce qui interroge la réalisation de son objectif principal d'insertion professionnelle immédiate. Cet écart par rapport aux attentes pour ce type de formation se retrouve également dans la LP *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*, la LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*, ainsi que, dans une moindre mesure, dans la LP *Chimie : formulation*, où 50 % des diplômés poursuivent leurs études. Le comité réitère la recommandation faite dans le précédent rapport d'évaluation de définir une politique claire en matière de LP, en déterminant de façon précise des critères de création ou de maintien d'une LP, ainsi que des moyens pour éviter un trop fort taux de poursuite d'études.

L'internationalisation des formations du 1^{er} cycle

Malgré l'intention affichée de l'UVSQ d'ouvrir davantage ses formations à l'international, l'internationalisation des formations du 1^{er} cycle et les mobilités étudiantes restent modestes. Certaines formations affichent un fort développement à l'international qui mérite d'être souligné. Ainsi, le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* établit deux co-diplômes en troisième année de BUT avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), favorisant ainsi les mobilités sortantes. De son côté le BUT *Réseaux et télécommunications* conventionne avec de nombreuses institutions universitaires à l'étranger : un programme ERASMUS+ avec la *Technical University* de Sofia en Bulgarie, une co-diplomation avec l'UQAC, une convention avec l'École de technologie supérieure de Montréal, et une convention de mobilité internationale avec la *Hanoi University of Science and Technology* au Vietnam. Ces initiatives lui permettent de garantir des mobilités sortantes chaque année.

Outre ces initiatives, la dimension internationale est peu présente dans les formations du 1^{er} cycle, en dehors des heures d'anglais dispensées dans quasiment toutes les formations. Toutefois, certaines formations se démarquent par une offre insuffisante, comme le BUT *Génie civil construction durable* de l'IUT de Mantes-la-

Jolie, qui ne propose que 16 heures disciplinaires en anglais, ou le diplôme de formation générale en *Sciences maïeutiques*, où l'enseignement d'une langue étrangère reste largement insuffisant. L'établissement indique sa volonté de mettre en place le dispositif *English friendly*, mais celui-ci n'est pas abordé par les responsables pédagogiques dans les dossiers d'autoévaluation des formations, suggérant une connaissance limitée de ce dispositif. Néanmoins, certaines formations intègrent dans leurs maquettes des cours disciplinaires dispensés en anglais, comme en licences *Droit*, *Science politique* et *Économie et gestion*. Les mentions *Droit* et *LLCER* proposent également un parcours international sous la forme d'une double licence *Droit-anglais*.

L'initiative de l'IUT de Vélizy, qui prend en charge les frais de certification du TOEIC pour les étudiants des départements *Génie électrique et informatique industrielle*, *Réseaux et télécommunications* et *Gestion administrative et commerciale des organisations*, démontre une utilisation judicieuse des services offerts par le Centre d'études et de ressources en langues (CEREL) de l'université, qui propose des certifications en langues. Cette démarche proactive favorise l'accompagnement des étudiants vers la certification linguistique et mériterait d'être essaimée.

En dépit de l'existence de partenariats internationaux bien formalisés, avec plus de 200 accords internationaux, les mobilités étudiantes sortantes ou entrantes restent très limitées. Par ailleurs, l'alliance européenne *European University Alliance for Global Health (EUGLOH)* de l'université Paris-Saclay est peu mentionnée dans les dossiers d'autoévaluation des formations du 1^{er} cycle, malgré l'objectif affiché de proposer une mobilité à 50 % des étudiants. L'établissement évoque les difficultés à maintenir et à dynamiser ces partenariats, notamment avec des établissements outre-Atlantique, en raison des coûts élevés engendrés pour les étudiants.

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1^{er} cycle

Le pilotage des formations est très variable selon les composantes, et l'absence d'outils institutionnels de suivi des formations et du parcours des étudiants limite la capacité de l'établissement à mettre en œuvre une amélioration continue efficace et cohérente à l'échelle de toutes ses formations. À l'échelle des UFR, comme à l'UFR Sciences, le pilotage des licences générales est clairement assuré par la direction de la composante. En revanche, cette démarche est moins marquée au sein des IUT, en particulier pour certaines LP, dont l'ancrage universitaire est faible. Certaines formations portées par l'IUT de Mantes montrent des difficultés liées à une gouvernance défaillante de cette composante, aggravée par une distance géographique de celle-ci, qui impactent le pilotage stratégique et opérationnel des formations, ainsi que les équipes pédagogiques. Cependant, la récente élection d'une nouvelle direction devrait améliorer la situation.

La plupart des formations n'ont pas d'outils institutionnels de suivi des formations et du parcours des étudiants en place, et les responsables de ces formations expriment clairement leur attente quant à la mise en place de dispositifs communs en coopération avec l'université Paris-Saclay. En particulier, il n'y a pas d'évaluation formelle des formations et des enseignements, ni au niveau des composantes ni au niveau de l'établissement. Dans ce contexte, dans certaines formations, comme les licences *Chimie* et *Économie et gestion*, les enseignements sont évalués par les étudiants via des questionnaires distribués directement par certains responsables d'UE sur la base du volontariat.

Bien que les CP soient généralement mis en place, ils ne remplissent pas toujours pleinement leur rôle. De nombreuses formations du 1^{er} cycle pâtissent de l'absence de représentants du monde socio-économique et/ou d'étudiants, ainsi que d'un déficit d'analyse des résultats de la formation. De plus, certains comptes rendus de CP interrogent quant à l'intention de la démarche de pilotage des formations. Cela concerne notamment les licences *Science politique* et *Droit*, qui partagent le même CP, mais qui ne proposent pas d'analyse spécifique pour leur pilotage singulier. Dans la composante STS, un CP annuel, commun à toutes les mentions de licence, est organisé. Les questions traitées y restent générales, même si ce CP permet de couvrir toutes les problématiques étudiantes au sein des portails et d'aborder l'articulation entre les portails et les mentions. Les responsables soulignent que ce conseil est très apprécié à la fois par les étudiants et les enseignants, et doit être maintenu, même s'il conviendrait que des conseils spécifiques à chaque mention soient également instaurés pour un suivi plus précis des mentions.

Conclusion

Points forts

- Un effort notable de structuration de l'offre de formation en vue de l'intégration dans la future offre commune de l'université Paris-Saclay ;
- Un bon accompagnement à la réussite des étudiants, notamment avec des contrats pédagogiques de réussite en place dans le domaine STS ;
- Des actions de sensibilisation à la recherche dès la L1 ;
- Des équipes pédagogiques dynamiques investies dans le développement de l'innovation pédagogique ;
- Une prise en compte de la transition écologique et du développement soutenable, en cohérence avec l'axe stratégique de l'EPE université Paris-Saclay.

Points faibles

- Une absence de processus formalisé de suivi de la poursuite d'études et de l'insertion à l'échelle du cycle ;
- Une absence de politique claire pour les LP avec un adossement à la recherche et/ou une insertion professionnelle immédiate trop faibles ;
- Une absence de dispositif formalisé d'évaluation des enseignements et des formations par les étudiants ;
- Une mise en place de l'approche par compétences à peine engagée dans les licences générales et les LP ;
- Une faible ouverture internationale en dépit de l'existence de nombreux partenariats internationaux ;
- Une formation tout au long de la vie peu développée, malgré son affichage comme un objectif stratégique de l'établissement.

Recommandations

- Mettre en place de façon systématique un suivi du devenir des diplômés.
- Améliorer la qualité des LP en y renforçant l'intervention des enseignants-chercheurs et accompagnant les étudiants à l'insertion professionnelle.
- Instaurer au niveau du 1^{er} cycle un dispositif formalisé d'évaluation des enseignements et des formations par les étudiants.
- Accompagner l'ensemble des équipes pédagogiques dans l'appropriation de l'approche par compétences.
- Développer les mobilités internationales en renforçant les collaborations avec les partenaires internationaux.
- Encourager les équipes à définir des dispositifs de formation adaptés pour les publics de formation continue.

Points d'attention transversaux

Le comité soulève les points d'attention transversaux suivants relatifs à plusieurs critères indispensables de l'accréditation défaillants dans une proportion importante des formations du cycle.

- Un manque d'outils de suivi des poursuites d'études et de l'insertion professionnelle, notamment dans les licences générales ;
- Une insertion professionnelle immédiate en deçà des objectifs dans la moitié des LP ;
- Une absence de dispositif institutionnel formalisé d'évaluation des enseignements et des formations par les étudiants ;
- Une approche par compétences balbutiante pour les licences générales et professionnelles.

Points d'attention sur les formations du 1^{er} cycle

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défaillants. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Droit, économie, gestion :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations* (une absence d'intervenants professionnels dans les enseignements de la formation ; une absence de suivi et d'analyse de l'attractivité et de la réussite de la formation et un très faible taux de réussite en BUT2 ; un adossement à la recherche insuffisant)
- Licence professionnelle *Aménagement paysager : conception, gestion, entretien* (un adossement à la recherche insuffisant, avec une absence d'initiation à la recherche et une contribution très limitée des enseignants-chercheurs au volume horaire des enseignements)
- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* (un faible adossement à la recherche (part des enseignants-chercheurs dans les enseignements) ; un taux de poursuite d'études des diplômés excessivement élevé)
- Licence professionnelle *Organisation, management des services de l'automobile* (une participation trop faible des enseignants-chercheurs dans la formation)

Domaine Sciences, technologies, santé :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable* (un taux d'encadrement beaucoup trop faible, avec un seul enseignant-chercheur issu de la section disciplinaire cœur de métier dans l'équipe pédagogique ; une faible attractivité ; une démarche d'amélioration continue quasi inexistante (un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas d'acteurs du monde socio-économique, une absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants) ; un enseignement de langue étrangère quasi inexistant)
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle* (un trop faible volume d'heures enseignées par des intervenants professionnels dans la formation)
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet* (un adossement à la recherche insuffisant : faible nombre d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique et contribution limitée en heures enseignées)
- Licence professionnelle *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels* (un adossement à la recherche trop faible (part des enseignants-chercheurs) ; une formation dont l'attractivité est insuffisante du fait notamment de la concurrence avec un parcours du BUT GMP)

- Licence professionnelle *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications* (une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle ; une attractivité en baisse, du fait notamment de la concurrence avec un parcours du BUT RT)
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* (une absence d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique ; une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle ; une attractivité en baisse du fait notamment de la concurrence avec deux parcours du BUT GCCD)

Les formations suivantes présentent des dossiers d'autoévaluation dans lesquels l'absence ou le manque d'informations et/ou d'analyses relatives à un ou plusieurs critères d'accréditation ne permettent pas d'apprécier pleinement ces derniers. Les éléments manquants sont également précisés dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Arts, lettres, langues :

- Licence *Musicologie* (manque de données fiables sur la participation des enseignants-chercheurs et des professionnels dans la formation ; manque de données fiables sur le volume horaire de la formation ; manque d'éléments concernant le programme de la formation)

Domaine Droit, économie, gestion :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* - IUT de Mantes-la-Jolie (manque de données fiables sur la qualité de la réussite étudiante, la durée de l'expérience en milieu professionnel, et l'enseignement de langues étrangères)
- Licence *Droit* (manque d'éléments sur les programmes des différents parcours et leur articulation ; manque de données quantitatives et d'analyses sur les taux de réussite de chaque année de la formation (L1, L2 et L3) durant les trois années évaluées, ainsi que sur les dispositifs d'accompagnement mis en place ; manque de données sur les volumes horaires dispensés par les enseignants-chercheurs ; manque de données quantitatives sur la participation des acteurs du monde socio-économique à la formation)
- Licence *Science politique* (manque de données quantitatives et d'analyses sur les taux de réussite de chaque année de la formation (L1, L2 et L3) durant les trois années évaluées, ainsi que sur les dispositifs d'accompagnement mis en place ; manque d'éléments sur le programme de la formation, ce qui empêche notamment d'identifier clairement la spécificité développée par la licence *Science politique* par rapport à la licence *Droit* ; manque de données concernant la participation des enseignants-chercheurs à la formation)
- Licence professionnelle *Technico-commercial* (manque d'éléments concrets pour remédier au déficit d'attractivité ayant conduit au gel de la formation ; absence d'éléments justifiant le maintien de cette formation en concurrence avec le BUT TC ; manque d'éléments sur les relations entretenues avec le monde socio-économique ; manque de données fiables sur la participation des enseignants-chercheurs et des professionnels dans la formation ; manque d'éléments sur le programme de la formation)

Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations accréditées très récemment) ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 1^{er} cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Avis d'accréditation
ALL	ALL	Licence	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	Favorable
ALL	ALL	Licence	Lettres	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements au cœur de la formation. - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation.
ALL	ALL	Licence	Musicologie	Pas d'avis. Le Hcéres n'est pas en mesure de formuler un avis du fait du : - Manque d'éléments sur le pilotage de la formation entre les conservatoires de Versailles et de Rueil-Malmaison, et de l'université. - Manque d'informations sur la participation des enseignants-chercheurs et des professionnels aux enseignements dispensés dans la formation ; - Manque d'informations sur le volume horaire de la formation assuré dans l'université.
DEG		BUT	Gestion administrative et commerciale des organisations	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'équipe pédagogique afin d'adapter le dimensionnement de la formation aux ressources humaines disponibles.
DEG		BUT	Gestion des entreprises et des administrations	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignements assurés par des professionnels dans la formation. - Veiller à pérenniser les actions mises en place en faveur de la réussite étudiante. - Veiller à renforcer la sensibilisation à la recherche des étudiants de la formation.

DEG		BUT	Techniques de commercialisation - IUT de Mantes-la-Jolie	Favorable avec recommandation : - Veiller à la fiabilité des données mobilisées pour l'aide au pilotage de la formation.
DEG		BUT	Techniques de commercialisation - IUT de Vélizy	Favorable avec recommandation : - Veiller à l'amélioration des taux de réussite.
DEG	DEG	Licence	Droit	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la spécificité de la mention <i>Droit</i> par rapport à la mention <i>Science politique</i> .
DEG	DEG	Licence	Économie et gestion	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'équilibre des enseignements disciplinaires d'économie et de gestion. - Veiller à améliorer la réussite en L1.
DEG	DEG	Licence	Science politique	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la spécificité de la mention <i>Science politique</i> par rapport à la mention <i>Droit</i> .
DEG	DEG	Licence professionnelle	Aménagement paysager : conception, gestion, entretien	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignements assurée par des enseignants-chercheurs.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Assurance, banque, finance : chargé de clientèle	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements dispensés dans la formation.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Organisation, management des services de l'automobile	Défavorable : - Une participation des enseignants-chercheurs aux enseignements trop faible pour garantir le caractère universitaire de la formation.
Santé		DFG	Diplôme de formation générale en Sciences médicales	Favorable avec recommandation : - Renforcer l'enseignement en langue étrangère.
Santé		DFG	Diplôme de formation générale en Sciences médicales	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants en PASS. - Veiller à renforcer l'initiation à la recherche.
SHS	SHS	Licence	Géographie et aménagement	Favorable
STS		BUT	Génie chimique - génie des procédés	Favorable avec recommandation : - Veiller à accroître la visibilité de la formation, en particulier auprès des étudiants issus des baccalauréats technologiques.

STS		BUT	Génie civil - construction durable	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs relevant du cœur de métier aux enseignements dispensés au sein de la formation. - Veiller à renforcer le pilotage et l'amélioration continue de la formation en assurant la mise en place effective du conseil de perfectionnement.
STS		BUT	Génie électrique et informatique industrielle	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer le nombre d'intervenants industriels dans les enseignements cœur de métier.
STS		BUT	Génie industriel et maintenance	Favorable avec recommandations : - Veiller à augmenter le nombre d'intervenants industriels dans le cœur de métier. - Veiller à l'instauration d'une démarche d'amélioration continue formalisée avec l'évaluation systématique de la formation et des enseignements par les étudiants, ainsi que la mise en place d'un conseil de perfectionnement qui intègre des professionnels et des étudiants.
STS		BUT	Génie mécanique et productive	Favorable avec recommandations : - Veiller à l'amélioration de la réussite en BUT1. - Veiller à intégrer des acteurs du monde socio-économique dans le conseil de perfectionnement.
STS		BUT	Informatique	Favorable
STS		BUT	Métiers du multimédia et de l'internet	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part d'enseignements assurés par des enseignants-chercheurs.
STS		BUT	Réseaux et télécommunications	Favorable avec recommandation : - Veiller à augmenter le nombre d'intervenants industriels dans les enseignements cœur de métier.
STS	STS	Grade licence	Diplôme de technicien supérieur Imagerie médicale et radiologie thérapeutique	Favorable avec recommandations : - Veiller à assurer une participation des enseignants-chercheurs aux enseignements, cohérente avec la finalité de la formation. - Veiller à la mise en œuvre effective d'un processus d'amélioration continue, incluant l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants, ainsi que la tenue régulière d'un conseil de perfectionnement.
STS	STS	Licence	Chimie	Favorable avec recommandation : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants, notamment en L3, en renforçant les dispositifs d'accompagnement.
STS	STS	Licence	Informatique	Favorable

STS	STS	Licence	Mathématiques	Favorable
STS	STS	Licence	Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	Favorable
STS	STS	Licence	Physique	Favorable
STS	STS	Licence	Sciences de la vie	Favorable
STS	STS	Licence	Sciences de la vie et de la Terre	Favorable avec recommandation : - Évaluer la légitimité et la pérennité d'un parcours <i>Biodiversité</i> face à l'absence d'enseignants-chercheurs spécialistes de la discipline.
STS	STS	Licence	Sciences et technologies	Favorable
STS	STS	Licence	Sciences pour la santé	Favorable
STS	STS	Licence professionnelle	Chimie : formulation	Favorable avec recommandation : - Veiller à assurer une insertion professionnelle immédiate.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de l'industrie : conception de produits industriels	Défavorable - Une formation dont l'attractivité est insuffisante du fait notamment de la concurrence avec un parcours du BUT <i>Génie mécanique et productique</i> ; - Un adossement à la recherche trop faible (part des enseignants-chercheurs) pour garantir le caractère universitaire de la formation.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers des réseaux informatiques et télécommunications	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'insertion professionnelle immédiate des diplômés.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers du BTP : bâtiment et construction	Défavorable : - Un manque de cohérence de la formation dans son environnement académique, notamment en raison de la concurrence avec deux parcours du BUT <i>Génie civil – construction durable</i> . - Une présence très limitée d'enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique.

Rapports des formations du 1^{er} cycle

LICENCE LANGUES, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation rattachée à l'institut des études culturelles et internationales (IECI). La formation propose quatre parcours possibles dès la première année : *Anglais*, *Espagnol*, *Études européennes et internationales (EEI)*, ainsi que la double licence *Droit-anglais* (sur trois ans et en commun avec la licence *Droit*). En 2022-2023, la formation compte 620 étudiants, bénéficiant d'un volume global de 1 498 à 1 638 heures d'enseignement selon le parcours. L'équipe pédagogique est composée de 81 enseignants, dont 45 permanents.

Propos liminaire

Le comité regrette que les données quantitatives des première, deuxième et troisième années (L1, L2 et L3) soient fusionnées par parcours, ce qui ne permet pas une évaluation pertinente de chaque année. Cependant, le dossier d'autoévaluation fourni se distingue par une bonne qualité rédactionnelle.

Analyse globale

La licence *LLCER* s'insère dans l'offre en sciences humaines et sociales (SHS) de l'établissement, notamment par différentes mutualisations avec les autres licences de l'IECI (*Lettres et Histoire* notamment), ce qui garantit la pluridisciplinarité et des possibilités de passerelles. Ses quatre parcours (*Anglais*, *Espagnol*, *EEI* et la double licence *Anglais-droit*) proposent des spécialisations internes. L'articulation s'opère également avec les masters de l'UVSQ, en lettres et langues ou master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)*, suites naturelles pour les étudiants. Plus largement, elle fait partie du réseau de formation en langues de l'université Paris-Saclay. L'initiation à et par la recherche a trouvé sa place dans cette formation alors que celle de la professionnalisation reste à consolider. Tournée sur l'international de par sa nature, la licence dispose d'un potentiel fort qui reste à exploiter. L'approche par compétences attend d'être mise en œuvre. Bien que la formation gagne en attractivité, le suivi des cohortes et l'évaluation centralisée font défaut.

L'initiation à et par la recherche est assurée tout au long du parcours, de façon progressive et diversifiée. La formation est adossée à deux laboratoires : le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (CHCSC) et le Laboratoire dynamiques patrimoniales et culturelles (DYPAC). Trente enseignants-chercheurs (EC) relevant de sections du Conseil national des universités (CNU) adaptées aux contenus disciplinaires de la formation (sections 07, 11, 12, 14, 22 et 70) participent à celle-ci. Cependant, leur participation n'est pas détaillée selon les parcours, et l'encadrement semble varier d'un parcours à l'autre, sans précision. Les étudiants bénéficient de 90 heures d'initiation à et par la recherche au cours de la licence. La découverte de la recherche se fait sous des formes diversifiées (projets de recherche, présentation de travaux de chercheurs, intervention du personnel de la bibliothèque universitaire).

La professionnalisation affichée est effective bien que balbutiante. Des éléments clairs de professionnalisation sont avancés comme le projet personnel d'études et d'insertion (PPEI), les stages et les liens avec des acteurs du territoire. Dans les parcours *Anglais* et *Espagnol*, la spécialisation « Enseignement » inclut des stages obligatoires. Dans les autres parcours, des stages hors cursus, sans validation d'ECTS, peuvent être réalisés en L2 hors période de cours, ce qui a concerné environ 25 % des étudiants en 2022-2023. Trois crédits ECTS sont accordés à l'expérience professionnelle, dont les stages. Sept professionnels interviennent pour un volume de

60 heures par étudiant. Toutes ces données sont faibles pour une licence qui s'affiche comme professionnalisante.

L'offre à l'international, variée et bien articulée, reste sous-exploitée. De par sa nature, la licence prépare tous ses étudiants à la mobilité internationale, notamment par l'enseignement des langues. Trente-sept accords lient la formation à des partenaires étrangers, sans compter le programme Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains (MICEFA) et le programme québécois d'échanges étudiants (PQÉE) du bureau de coopération interuniversitaire (BCI). Les étudiants en L3 peuvent également partir comme lecteurs. En 2022-2023, les flux entrants étaient de 34 étudiants contre 39 (soit 6,29 % de l'effectif) pour les sortants. Quelques enseignants effectuent des mobilités sortantes, mais l'absence de flux précis ne permet pas d'apprécier l'intensité. Les mobilités entrantes demeurent l'exception.

L'approche par compétences est amorcée pour la licence dont la mention ne coïncide pas avec ses quatre parcours. La question des compétences est réduite à une approche en BCC, les modalités d'évaluation des connaissances et de compétences ne sont pas précisées, elles ne comprennent pas de situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). La présentation s'appuie sur une fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) de la mention *LLCER* qui ne coïncide pas avec les objectifs du parcours *EEL* qui relèvent davantage de la mention *Langues étrangères appliquées (LEA)*. Les débouchés des parcours *EEL* et de la double licence *Anglais-droit* sont imprécis, par exemple en ce qui concerne les relations internationales et les métiers du politique. La volonté de changer le nom du parcours *EEL* en *Relations internationales* ne résoudra pas ces questions structurelles. Il n'en reste pas moins que les étudiants peuvent valoriser leurs compétences en langues par des certifications tout comme ils peuvent faire valider leur engagement dans le cadre d'une UE. La formation annonce des approches pédagogiques diversifiées. Les exemples donnés restent des noms d'outils, comme Wooclap, et non des stratégies pédagogiques. Une pédagogie par projet est mise en œuvre par le biais de l'UE « *model United Nations* » et de projets de recherche. Le parcours *EEL* prépare à deux spécialisations en gestion de projets, mais celles-ci se limitent à 48 heures d'enseignement sur les trois années, réparties uniquement en L3. Il n'y a pas d'adossé à la recherche en section 06 du CNU, ni d'intervenants qu'ils soient enseignant ou EC qui relève de cette section. Ces enseignements sont dispensés par des professionnels, mais aucune collaboration avec un institut d'administration des entreprises (IAE) n'est mentionnée. L'établissement propose des formations en pédagogie. Il n'est pas précisé si des membres de l'équipe en ont bénéficié. Une enseignante a obtenu un congé pour projet pédagogique (CPP).

La licence propose une offre de formation attractive, mais le suivi du devenir des cohortes et l'évaluation des enseignements mériteraient une attention particulière. Grâce à des efforts d'information, le nombre de candidats à la formation a augmenté chaque année (1 427 en 2020-2021 contre 1 899 en 2022-2023), malgré une réduction de 38 places dans la capacité d'accueil en L1 sur la période. Les étudiants inscrits sous « oui si » bénéficient d'un accompagnement plus personnalisé comme le tutorat. Chaque étudiant a un enseignant-référent. Les aménagements pour les porteurs de handicaps ont par ailleurs été renforcés. En 2022-2023, le taux de réussite en L1 (42 %) rejoint presque la moyenne nationale (44,8 %). Aucune enquête de suivi des cohortes n'est réalisée, tant pour la poursuite d'étude que pour l'insertion professionnelle, ce qui est regrettable. Seuls existent des retours individuels non représentatifs de l'ensemble. Le conseil de perfectionnement, qui réunit deux fois par an toutes les parties prenantes, ne dispose pas d'outils d'analyse et de suivi systématiques et centralisés pour assurer l'amélioration continue de la formation.

Conclusion

Points forts

- Une initiation à et par la recherche réelle et diversifiée ;
- De nombreuses mutualisation et possibilités de réorientations ;
- Une offre à l'international cohérente avec la mention ;
- Une formation attractive.

Points faibles

- Une professionnalisation qui peine à s'affirmer ;
- Une absence d'enquêtes pour assurer le suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence d'évaluation systématique et formalisée de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une sous-exploitation de l'offre à l'international de la formation ;
- Une approche par compétences qui n'est pas aboutie.

Recommandations

- Renforcer la professionnalisation en intégrant davantage d'interventions de professionnels et des dispositifs de préparation à l'insertion professionnelle.
- Assurer le suivi et l'analyse du devenir des étudiants en mobilisant notamment les outils déployés par l'UVSQ.
- Mettre en place l'évaluation formalisée et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Exploiter pleinement le potentiel offert par l'actuelle offre internationale.
- S'emparer de l'approche par compétences.

LICENCE LETTRES

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Lettres* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation rattachée à l'institut des études culturelles et internationales (IECI). La formation propose une spécialisation progressive avec un tronc commun les deux premières années (L1 et L2) et deux parcours possibles en troisième année (L3) : *Culture et création littéraire* et *Enseignement et recherche*. En 2022-2023, la formation compte 92 étudiants, bénéficiant d'un volume global de 1 712 heures d'enseignement sur tout le cycle, assurées par 11 enseignants permanents.

Propos liminaire

Plusieurs incohérences et imprécisions ont été relevées dans le dossier d'autoévaluation de la formation (DAE), ce qui a rendu son évaluation difficile.

Analyse globale

La formation s'inscrit dans l'offre des Sciences humaines et sociales (SHS) de l'établissement, notamment par plusieurs mutualisations avec d'autres licences de l'IECI, ce qui en garantit, par ailleurs, l'interdisciplinarité et la pluridisciplinarité. Les deux parcours *Enseignement et recherche* et *Culture et création littéraire* sont professionnalisants. Le travail de convergence avec l'université Paris-Saclay est engagé. Plus largement, elle trouve sa place parmi les 14 formations de la région en se distinguant par sa considération du patrimoine textuel et de l'histoire culturelle. La licence bénéficie d'une bonne articulation avec la recherche et de formats pédagogiques relativement classiques. La question de la professionnalisation est abordée dès la L1, les dispositifs restent à préciser et à renforcer. Globalement, la formation souffre d'une baisse d'attractivité qui nécessite un diagnostic approfondi afin de pouvoir y remédier.

La formation bénéficie d'une articulation forte avec la recherche. Elle est rattachée au Laboratoire dynamiques patrimoniales et culturelles (DYPAC), spécialisé dans l'étude de la langue, de la matérialité du texte et du patrimoine, de l'Antiquité à l'époque moderne, et au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (CHCSC), spécialisé en histoire culturelle. Cette complémentarité et l'intervention des enseignants-chercheurs (EC) qui dispensent 420 heures d'enseignement (soit 24,5 % du volume horaire étudiant) garantissent l'articulation entre pédagogique et scientifique. Cependant, cette articulation ne peut être précisément appréciée en raison de l'incohérence des données, notamment concernant les volumes horaires enseignés qui paraissent faibles pour une licence générale. De plus, le nombre d'EC relevant des sections 07, 09 et 10 du Conseil national des universités (CNU) varie tout au long du DAE : 11, puis 8, et enfin 9, dont 1 EC partagé, sans quotité de temps. Des unités d'enseignement (UE) sont mutualisées sans précisions sur les quotités de temps des EC. L'initiation à et par la recherche a lieu tout au long de la licence, en tout 96 heures sont ainsi dispensées. Une approche réflexive porte à envisager le dépassement des éléments de base qui sont actuellement enseignés. Avec 11 EC, la formation bénéficie d'un taux d'encadrement (nombre d'enseignants permanents par rapport au nombre d'étudiants inscrits) de 11,9 %, supérieur aux moyennes nationales.

La question de la professionnalisation est bien intégrée dans la présentation de la formation, elle mériterait toutefois d'être précisée. Les étudiants bénéficient d'une sensibilisation à la professionnalisation dès la L1, par le biais du projet personnel d'études et d'insertion (PPEI). Des liens sont revendiqués avec les institutions culturelles locales comme le Château de Versailles. Alors que la licence se présente comme constituée de deux parcours professionnalisants, seuls quatre professionnels interviennent pour un total de 40 heures étudiant. De plus, bien que le DAE mentionne 35 semaines d'expérience professionnelle dans le cursus, le nombre total d'heures de stage, en incluant celles de L2 et L3, ne dépasse que 38 heures pour le parcours offrant le plus d'heures. Pour le

parcours *Enseignement recherche*, les étudiants réalisent un stage de 15 heures contre 20 heures pour ceux du parcours *Culture et création littéraire*, chacun étant valorisé à hauteur de trois crédits ECTS. Toutefois, les stages sont intégrés à des matières, ce qui rend difficile la distinction entre les crédits ECTS attribués au stage et ceux accordés aux autres activités. Par exemple, en L2, le stage dans les métiers de la culture (20 heures) est associé à 18 heures de présentiel. Bien que les stages soient présentés comme obligatoires, seuls 28 étudiants de L2 et L3 ont effectué un stage en 2022-2023, pour 39 inscrits. Par ailleurs, la formation ne propose pas d'alternance, et bien que la formation continue soit ouverte, aucun stagiaire n'a été accueilli en 2022-2023.

L'ouverture à l'international, permise par l'existence d'échanges propres à la mention ainsi qu'à l'accès aux partenariats de l'IECI, demeure très confidentielle. Les étudiants doivent tous suivre un cours de langue étrangère et en langue étrangère, dont l'anglais. Un dispositif de promotion et d'accompagnement en lien avec une enseignante-référente est en place. Alors que les mobilités étudiantes entrantes ont progressé d'un à huit sur la période de l'évaluation, aucune mobilité sortante n'a été enregistrée. Une série de justifications peu convaincantes est avancée. Deux mobilités, post période d'évaluation (2023-2024) sont signalées. Quelques mobilités entrantes d'enseignants sont évoquées alors que les mobilités sortantes sont inexistantes. La formation, qui se trouve au cœur de la question internationale de la francophonie et de la francophilie, a pourtant de solides atouts.

L'innovation pédagogique et l'approche par compétence sont des points d'attention, mais elles ne se matérialisent pas de façon significative. Les compétences ne sont ni explicitées ni évaluées. Certaines peuvent être valorisées, comme les langues avec les certifications via le centre d'études et de ressources en langues (CEREL) ou l'engagement étudiant qui peut remplacer une UE en L2. Des difficultés sont rencontrées en raison d'un manque de salles équipées et de matériel adapté en bon état. Des formations ouvertes aux enseignants au sein de l'établissement sont listées, mais il n'est pas précisé si certains d'entre eux y sont inscrits. Un frein évoqué est l'absence de reconnaissance du volet pédagogique pour la carrière. Bien que ces justifications soient peu convaincantes, elles aident à comprendre la faible évolution et la prépondérance des formats pédagogiques classiques.

En perte d'attractivité, la formation ne parvient pas à trouver les solutions adéquates, faute d'un diagnostic précis. De 2020 à 2023, le nombre d'inscrits est passé de 108 à 92, notamment celui de la L1, de 65 à 56, tandis que celui des étudiants inscrits sous condition « oui si » a progressé, de 5 à 16. La perte d'attractivité n'a pas encore fait l'objet de diagnostics précis. Les étudiants « oui si » bénéficient d'un accompagnement renforcé, ce qui peut expliquer l'amélioration du taux de réussite en L1 (29 % en 2020-2021 contre 36 % en 2022-2023) qui reste en dessous des moyennes nationales. Des pistes d'amélioration sont envisagées comme la double correction ou une augmentation du tutorat. Il paraît essentiel d'établir un diagnostic précis avant la mise en œuvre d'initiatives, tant en amont (public potentiel) qu'en aval (suivi : poursuites d'études, insertion professionnelle). Faute d'outils de suivi et d'évaluation des enseignements, le conseil de perfectionnement, qui ne compte qu'un représentant du monde socioprofessionnel, ne peut remplir sa mission de façon effective.

Conclusion

Points forts

- Une articulation cohérente avec la recherche ;
- Une professionnalisation bien intégrée et répartie tout au long du cursus (cours, stages, rencontres avec les professionnels) ;
- Un taux d'encadrement très favorable ;
- Un taux de réussite en L1 en progression.

Points faibles

- Un faible taux d'enseignement réalisé par les enseignants-chercheurs au cœur de la mention *Lettres* ;

- Une attractivité faible et en légère baisse ;
- Une absence d'enquêtes pour assurer le suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence d'évaluation systématique et formalisée de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une approche par compétence quasi inexistante, une faible évolution des formats pédagogiques ;
- Une ouverture sur l'international qui reste à concrétiser.

Recommandations

- Renforcer la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements au cœur de la mention *Lettres* afin d'assurer une meilleure intégration des approches scientifiques dans les contenus pédagogiques.
- Renforcer la visibilité et la communication dans les lycées voisins, en mettant en avant les débouchés professionnels variés qu'offre cette formation.
- Assurer le suivi et l'analyse du devenir des étudiants en mobilisant notamment les outils déployés par l'UVSQ.
- Mettre en place l'évaluation formalisée et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Mettre en place l'approche par compétence et considérer les innovations pédagogiques relatives aux disciplines impliquées dans la formation.
- Mettre en œuvre l'ouverture sur l'international.

LICENCE MUSICOLOGIE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Musicologie* parcours *Formation supérieure de musicien-interprète* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation rattachée à l'institut des études culturelles et internationales (IECI). La formation propose un seul parcours. En 2022-2023, la formation compte 33 étudiants. Cette formation sélective est destinée aux musiciens de haut niveau ayant obtenu un diplôme d'études musicales (DEM). Elle combine une formation musicale professionnelle dans des conservatoires, tels que les conservatoires à rayonnement régional (CRR) de Versailles et Rueil-Malmaison ou occasionnellement le conservatoire à rayonnement départemental (CRD) d'Orsay, et des enseignements à l'Institut des études culturelles et internationales (IECI). Ces enseignements incluent la culture historique, littéraire et la pratique de l'anglais.

Propos liminaire

Le dossier d'autoévaluation (DAE) est renseigné de façon très sommaire, approximative et, sur plusieurs points, incohérente, ainsi, les données chiffrées sont, à plusieurs endroits, absentes ou erronées. Par exemple, le DAE indique un total de 56 enseignants permanents et six non-permanents, ce qui paraît peu probable. La formation cumule à un moment 1 206 heures par étudiant, puis à un autre 2 064 heures. Lorsqu'il est question d'établissement, il y a confusion en l'IECI et l'UVSQ. La lecture du DAE, qui est de faible qualité, rend très difficile l'appréciation de la formation, d'autant plus que des éléments de preuve attendus, tels que la maquette de la formation, sont absents.

Analyse globale

En raison des mutualisations notamment, la licence *Musicologie* s'articule avec celles de *Langues*, *Histoire* et *Lettres*, ce qui en assure la pluridisciplinarité. Elle peut compter sur deux partenariats significatifs : les CRR de Versailles et de Rueil-Malmaison. La formation s'appuie sur deux équipes de recherche. Elle propose une professionnalisation tout au long des trois années d'étude. La sélectivité garantit un taux de réussite très élevé. L'ouverture internationale reste très confidentielle et l'approche par compétences reste à mettre à œuvre.

La formation s'empare de la question de la recherche sans qu'il soit permis de saisir la réalité en raison de l'imprécision, voire de l'absence de données. La licence s'appuie sur deux équipes de recherche : le Laboratoire dynamiques patrimoniales et culturelles (DyPaC) et le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (CHCSC). Deux enseignants-chercheurs (EC), docteurs en musicologie, sont indiqués comme assurant 1 134 heures par étudiant, ce qui est matériellement impossible. Par ailleurs, 930 heures sont assurées par des professionnels, soit un total de 2 064 heures alors que la formation indique, à un autre endroit, un total de 1 206 heures par étudiant. Les étudiants sont initiés à et par la recherche tout au long de la formation, ces cours sont tous mutualisés entre *Histoire de la musique* et *Musicologie*. Il n'est pas précisé s'il s'agit de deux parcours ou de deux licences. Les étudiants ont accès au Centre de la musique baroque de Versailles (CMBV), un accès qui, toutefois, n'est pas exclusif à la formation. Par ailleurs, aucune information n'est fournie concernant l'implication des personnels documentalistes dans cette initiation.

La professionnalisation se déploie sur les trois années sans qu'il soit permis d'en saisir pleinement les enjeux et les débouchés réels. La maquette est présentée comme conçue sur le modèle d'une préparation professionnelle. Toutefois, en l'absence de cette maquette dans le dossier, cette affirmation reste péremptoire. Par ailleurs, il est indiqué que 56 professionnels interviennent auprès des étudiants, un chiffre qui coïncide avec celui des enseignants permanents dans la formation. Les étudiants interviennent dans différentes institutions, et 26 crédits ECTS sont attribués à l'expérience professionnelle. Celle-ci se divise en 4 semaines de stage, représentant 8 crédits ECTS, et en la participation à des groupes de musique, pour un total de 18 crédits ECTS

(6 par an). Cependant, aucune précision n'est donnée sur le rôle, l'encadrement ou l'évaluation de cette activité, rendant le nombre de crédits accordés disproportionnés.

L'ouverture à l'international se traduit principalement par le recrutement d'étudiants internationaux. En effet, chaque année, un taux élevé (48 % en 2022-2023) d'étudiants internationaux rejoignent la formation. En revanche, sur la période évaluée, aucun étudiant n'est parti en mobilité. Un accord, destiné aux étudiants et enseignants, est en cours de préparation avec l'Université de Montréal. Cependant, la formation peine à instaurer et à développer des échanges internationaux. Les étudiants bénéficient de deux heures par semaine de cours de langue étrangère, soit 24 heures par semestre.

En l'absence de maquette notamment, la cohérence pédagogique ne peut être appréciée. Il n'en reste pas moins que l'approche par compétences reste à réaliser. L'approche par compétences, annoncée comme mise en place en 2018, se limite à une organisation en blocs de connaissances et de compétences (BCC). Les difficultés liées à la compensation sont mentionnées, mais les modalités d'évaluation ne sont pas précisées, et aucun portfolio n'est proposé aux étudiants pour suivre l'acquisition des compétences. Une convention signée avec le Centre de formation des enseignants de la danse et de la musique (CEFEDM) de Normandie (Rouen) permet de valider un diplôme d'État (enseignant en conservatoire) en un an, ce qui constitue une valorisation des compétences acquises à partir de la licence.

Le caractère très sélectif de la formation garantit un taux de réussite élevé des étudiants. Le nombre d'inscrit progresse de 19 à 32 entre 2020 et 2022. L'échec au terme des trois années reste marginal, ce qui s'explique notamment en raison du caractère sélectif et la détention minimale d'un DEM demandée à l'entrée. Malgré le faible effectif (une dizaine de diplômés chaque année), aucune enquête de suivi d'études ou d'insertion professionnelle n'est réalisée. Toute appréciation relative est ainsi rendue impossible, ce qui est particulièrement regrettable pour une licence à vocation professionnelle. Un conseil de perfectionnement, dont la composition est conforme, se réunit chaque année. Les étudiants y expriment leurs attentes, comme en témoigne le compte rendu évoquant leur demande d'attribution de crédits ECTS pour les heures de travail en orchestre, sans préciser si ces activités relèvent d'un cours. Toutefois, aucune évaluation systématique, formalisée et anonyme des enseignements par les étudiants n'a encore été mise en place.

Conclusion

Points forts

- Un encadrement pédagogique soutenu par de nombreux intervenants ;
- Un taux de réussite élevé.

Points faibles

- Une absence d'enquêtes pour assurer le suivi du devenir des diplômés ;
- Une absence d'évaluation systématique et formalisée de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une démarche de mise en place de l'approche par compétences non aboutie.

Recommandations

- Assurer le suivi et l'analyse du devenir des étudiants en mobilisant notamment les outils déployés par l'UVSQ.

- Instaurer l'évaluation formalisée et systématique des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque de données fiables sur la participation des enseignants-chercheurs et des professionnels dans la formation ;
- Manque de données fiables sur le volume horaire par étudiant ;
- Manque de données concernant le programme de la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GESTION ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE DES ORGANISATIONS

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion administrative et commerciale des organisations (GACO)* de l'université Versailles Saint Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy, au sein de son antenne de Rambouillet. Trois parcours sont proposés en troisième année (BUT3) : *Management des fonctions support, Management responsable de projet et entrepreneuriat et Management des activités artistiques, culturelles, sportives et de tourisme*. En 2022-2023, la mention compte 161 étudiants : 88 en première année (BUT1) et 73 en deuxième année (BUT2). La formation s'appuie sur neuf enseignants permanents.

Analyse globale

L'équipe pédagogique du BUT GACO porte un projet cohérent pour la mise en œuvre de cette formation. Le programme est structuré autour de trois parcours avec une possibilité d'alternance dès la première année. La formation se distingue par son attractivité, un très bon taux de réussite et des liens solides avec le monde professionnel. Cependant, l'équipe pédagogique doit composer avec une charge de travail importante, et qui est amenée à s'alourdir avec la mise en œuvre du BUT3.

Le BUT GACO tient une place cohérente dans l'offre de formation de l'UVSQ, enrichissant l'offre en gestion de l'UVSQ au niveau du premier cycle grâce à son contenu. Il offre aux étudiants le choix entre trois parcours. La formation met en œuvre l'approche par compétence (APC) à travers des situations d'apprentissages et d'évaluation (SAÉ) interdisciplinaires, favorisant l'innovation pédagogique. Des modules sur l'entrepreneuriat, un challenge inter-GACO en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), ou encore une utilisation de la fresque du climat en lien avec le cours d'économie, sont proposés. Des difficultés de mise en œuvre de l'APC ont été identifiées, notamment l'absence de liens entre certains enseignements et les apprentissages critiques. Le déploiement de l'APC nécessite aussi que l'e-portfolio soit accessible à tous les étudiants, alors qu'actuellement seuls 66 des 161 inscrits en disposent. La formation bénéficie de passerelles entrantes et sortantes qui renforcent sa flexibilité. Par exemple, un étudiant du BUT *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* a intégré le BUT GACO en deuxième année en 2022, tandis que plusieurs étudiants du BUT GACO ont poursuivi leur parcours à l'Institut supérieur de management ou dans des licences professionnelles proposées par l'UVSQ. Un effort particulier est également porté sur la sensibilisation aux enjeux environnementaux, à travers des dispositifs tels que la fresque du climat et des conférences sur des thématiques spécifiques comme les circuits courts. Enfin, la formation offre aux étudiants la possibilité de passer la certification Voltaire.

La formation témoigne de son attractivité et de sa capacité à faire réussir les étudiants. Elle applique une politique d'admission qui respecte l'équilibre entre bacheliers généraux et bacheliers technologiques et mène des actions de promotions, notamment par sa participation à des salons, ses visites dans les lycées et l'organisation de journées portes ouvertes. Ces efforts se traduisent par un excellent taux de pression de 37 pour les néo-bacheliers et une saturation des capacités d'accueil. Les taux de réussite en BUT1 et BUT2 dépassent les 90 %, et la formation se distingue également par sa capacité à retenir les étudiants, avec un nombre de départs limité en BUT3 (8 sur 73 étudiants inscrits en BUT2). Néanmoins, une attention doit être prêtée aux démissions et aux taux de réussite plus faibles des bacheliers technologiques : en 2022-2023, 12 % des inscrits en BUT1 ont démissionné, parmi lesquels 90 % étaient titulaires d'un baccalauréat *Sciences et technologies du management*

et de la gestion (STMG). Des cours de soutien ont été mis en place, mais leurs caractéristiques n'ont pas été précisées.

Le caractère professionnalisant du BUT est bien démontré. La formation offre aux étudiants la possibilité de choisir entre un parcours en formation initiale classique et un parcours en alternance dès la première année, avec un tiers des étudiants inscrits en alternance en BUT1 et BUT2. Cette orientation professionnelle se manifeste également dans les enseignements, dont 23 % sont assurés par 19 professionnels, ainsi que dans les SAÉ, organisées en partenariat avec des entreprises locales et ouvertes aux intervenants professionnels. Plus généralement, les liens avec le monde professionnel s'appuient sur des partenariats avec le Centre de formation SUPdeVente ESSYM, avec l'ordre des experts-comptables et avec le Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France.

Le pilotage de la formation est satisfaisant, mais perfectible. Les enquêtes menées auprès des étudiants ont des taux de réponse variables, mais toujours supérieurs à 40 %. Les employeurs potentiels participent au pilotage stratégique de la formation, bien qu'une participation plus large soit attendue lors des conseils de perfectionnement (CP). Lors du dernier CP, la participation était limitée, et aucun représentant des étudiants n'était présent, ce qui constitue un point à renforcer. À moyen terme, une surcharge de travail des enseignants est constatée. La mise en place du BUT3 pourrait également entraîner une dégradation du taux d'encadrement, qui est actuellement d'environ 6 %.

L'adossement à la recherche est correct. Parmi les 9 enseignants permanents, 3 sont enseignants-chercheurs (EC), rattachés aux sections 1, 6 et 11 du Conseil national des universités (CNU). Bien que le volume horaire assuré par les EC soit satisfaisant (576 heures, soit 34 % du volume horaire étudiant), les liens entre les enseignements et les travaux des chercheurs demeurent peu visibles, avec un seul exemple de pédagogie explicitement reliée aux activités de recherche des EC. Néanmoins, la formation inclut 10 heures d'initiation à la recherche sous forme de cours axés sur la méthodologie du travail de recherche universitaire.

Enfin, l'ouverture internationale tend à s'améliorer. La formation propose deux langues vivantes étrangères avec un volume global d'enseignement satisfaisant. Par défaut, les étudiants suivent des cours d'anglais et d'espagnol, mais l'allemand et l'italien sont également disponibles. Les échanges internationaux sont encouragés à travers la facilitation des stages et des accords avec l'Université du Québec à Chicoutimi, et plus récemment avec le Portugal. En 2022-2023, huit étudiants ont bénéficié d'une mobilité sortante (stage ou études à l'étranger). Le développement de partenariats avec des formations non francophones constitue un axe à renforcer, un travail déjà amorcé, mais devant être pleinement concrétisé. Un parcours entièrement en anglais doit être exploré, ou à défaut, des enseignements disciplinaires en anglais doivent être proposés. Ces offres pédagogiques favoriseront le développement de partenariats internationaux en dehors de la francophonie. Par ailleurs, la temporalité du passage du TOEIC doit être repensée, car il est actuellement programmé en BUT3 alors que les mobilités internationales débutent dès le BUT2.

Conclusion

Points forts

- Une bonne intégration de la formation dans son environnement socio-économique ;
- Une alternance dès la première année ;
- Une formation attractive ;
- Des taux de réussite excellents.

Points faibles

- Un taux d'encadrement déjà faible, susceptible de diminuer davantage avec la mise en place de la troisième année de BUT ;
- Un conseil de perfectionnement dont la composition n'est pas suffisante, limité à trois personnes sans aucun étudiant.

Recommandations

- Aligner le dimensionnement de la formation avec les ressources humaines dont elle dispose.
- Revoir la composition du conseil de perfectionnement pour inclure des étudiants et garantir un équilibre.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* de l'université Versailles Saint Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes, situé à Mantes-la-Jolie. Deux parcours sont proposés en deuxième année (BUT2) : le parcours *Gestion comptable, fiscale et financière (GC2F)* et le parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines (GPRH)*. En 2022-2023, la mention compte 123 étudiants : 65 en première année (BUT1) et 58 en BUT2. Elle est animée par quatre enseignants permanents.

Analyse globale

L'équipe pédagogique chargée de ce BUT GEA présente un projet structuré pour la mise en œuvre de la formation, avec des atouts notables en matière d'ouverture internationale et de développement des compétences linguistiques. Cependant, la formation est confrontée à plusieurs faiblesses notables : un adossement limité à la recherche, l'absence de professionnels intervenant dans les enseignements, un encadrement pédagogique insuffisant, ainsi que des lacunes dans le suivi de la réussite des étudiants et de son attractivité. De plus, les processus d'amélioration continue sont déficients, ce qui compromet la vocation professionnalisante de cette formation.

L'ouverture internationale à travers les enseignements constitue un atout pour la formation. Celle-ci offre la possibilité de suivre deux langues vivantes étrangères en BUT1 (dont l'anglais et une langue européenne au choix). Un enseignement intégré en langue étrangère, pour un volume de 80 heures, est également proposé, ainsi que la possibilité de passer le TOEIC. L'effort d'internationalisation se traduit aussi par l'opportunité offerte aux étudiants du parcours GC2F d'obtenir un diplôme de comptabilité anglo-saxonne. Cependant, aucune possibilité d'échange international n'existe, que ce soit pour des stages ou des études.

La formation respecte le programme national (PN) du BUT GEA, qui mobilise l'approche par compétences (APC). L'un des enseignants-chercheurs (EC) permanents, formé à l'APC et désormais conseiller pédagogique pour l'enseignement supérieur, représente un véritable atout pour la formation et pour l'établissement. Néanmoins, des difficultés ont conduit à la suspension de certains projets, lesquels doivent être réactivés afin de respecter le PN. Les étudiants disposent d'un e-portfolio. Tous les étudiants de BUT1 sont inscrits au projet Voltaire, et ceux du parcours GC2F ont suivi une formation à la comptabilité environnementale, renforçant ainsi leur préparation aux enjeux contemporains.

L'adossement à la recherche de la formation demeure perfectible. Parmi les enseignants permanents, la formation s'appuie sur 3 EC, tous rattachés à la section 06 du Conseil national des universités (CNU), qui assurent près de 21 % du volume horaire des enseignements. Ce pourcentage reste insuffisant pour une formation universitaire. Par ailleurs, la maquette prévoit très peu d'heures dédiées à une véritable initiation à la recherche, avec seulement quatre heures de recherche documentaire en bibliothèque mentionnées.

La professionnalisation est trop limitée pour un BUT, bien que les parcours soient proposés en alternance, aucun professionnel n'intervient dans les enseignements et le responsable de la formation déplore lui-même l'absence de liens formalisés avec des employeurs potentiels. Au regard de la finalité professionnalisante des BUT, il y a là une carence majeure.

L'encadrement pédagogique est nettement insuffisant. Le taux d'encadrement, déjà faible (4 %), devrait diminuer avec la mise en œuvre du BUT3, en raison de l'ajout de deux groupes supplémentaire à encadrer, sans recrutement prévu. Même avec seulement deux parcours et une alternance obligatoire dès la seconde année, un effectif de quatre enseignants permanents compromet à long terme la capacité de l'équipe pédagogique à remplir ses missions.

Le recrutement des étudiants et leur réussite présentent des faiblesses notables. Le département a cessé de mener des actions de promotion et d'information auprès des lycéens, et la formation ne dispose d'aucun indicateur sur son attractivité ni sur les candidatures reçues sur Parcoursup depuis 2020. Concernant la réussite, les données disponibles sont limitées et se concentrent uniquement sur l'année 2022-2023. Le nombre d'étudiants n'ayant pas validé de crédits ECTS en BUT1 est élevé (15 sur 63). En BUT2, seuls 22 étudiants sur 58 ont validé tous les crédits ECTS auxquels ils étaient inscrits. La formation ne fournit aucune analyse sur ces résultats.

Le pilotage et les processus de l'amélioration continue sont défaillants. En plus de l'instabilité des directions qui a affecté la formation, l'absence d'un véritable conseil de perfectionnement, incluant des représentants du monde professionnel, constitue une lacune critique pour une formation à vocation professionnalisante. Ce constat préoccupant est aggravé par l'absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

Conclusion

Points forts

- Un effort pour développer l'alternance dès le BUT2 ;
- Une préparation des étudiants à une ouverture internationale, notamment par l'enseignement de deux langues vivantes et de la comptabilité anglo-saxonne.

Points faibles

- Une absence d'intervenants professionnels dans les enseignements de la formation ;
- Un nombre élevé d'abandons à l'issue du BUT1 et un taux de réussite très faible en BUT2, non analysé ;
- Une absence de suivi et d'analyse de l'attractivité du BUT ;
- Un adossement à la recherche insuffisant, tant en matière d'initiation à la recherche que de participation des enseignants-chercheurs aux enseignements ;
- Un pilotage défaillant (un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels et l'absence d'enquêtes auprès des étudiants pour évaluer les enseignements et la formation) ;
- Un taux d'encadrement beaucoup trop faible.

Recommandations

- Établir des liens durables avec des professionnels et les intégrer à l'équipe pédagogique.
- Instaurer un suivi et une analyse de l'attractivité et de la réussite de la formation, remédier au très faible taux de réussite en BUT2.
- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs.

- Mettre en place un conseil de perfectionnement dont la composition intègre des représentants du monde socio-économique, ainsi que des enquêtes systématiques et formalisées pour l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Mettre en accord le dimensionnement de la formation et les ressources humaines dont elle dispose.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une absence d'intervenants professionnels dans les enseignements de la formation ;
- Une absence de suivi et d'analyse de l'attractivité et de la réussite de la formation et un très faible taux de réussite en BUT2 ;
- Un adossement à la recherche insuffisant.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION – IUT DE MANTES-LA-JOLIE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* (TC) de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (USVQ) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes. En 2022-2023, la mention compte 104 étudiants : 57 en première année (BUT1) et 47 en deuxième année (BUT2). Un seul parcours est proposé en BUT2 : *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat* (MDEE), le parcours *Marketing et management du point de vente* (MMPV) ayant été fermé. L'équipe pédagogique est composée de 18 enseignants, dont 8 permanents.

Propos liminaire

Le dossier d'autoévaluation fourni par la formation présente de nombreuses lacunes et une qualité insuffisante : les données qualitatives sont réduites au strict minimum, et l'analyse requise des données qualitatives et quantitatives n'a pas été réalisée. De surcroît, de nombreuses incohérences sont relevées entre les différents documents et informations fournis, rendant ainsi l'évaluation de ce BUT particulièrement difficile.

Analyse globale

Le BUT TC existe depuis 2021 et émane de la réforme du diplôme universitaire de technologie (DUT), avec un passage du cursus à trois ans et le déploiement de l'approche par compétences. Cette formation est très attractive auprès des néo-bacheliers. Filière courte et naturellement professionnalisante, elle inscrit son parcours de formation dans le cadre des orientations pédagogiques et priorités thématiques de l'université avec un accent mis sur la transformation numérique des entreprises. S'appuyant sur un programme national (PN), la formation TC est reconnue comme étant en adéquation avec les besoins des entreprises, quel que soit le bassin d'emploi. Le taux de réussite s'élève à 95 % en 2022-2023 à l'issue du BUT1, mais le taux à l'issue du BUT2 n'est pas précisé.

L'adossement à la recherche est très limité, il n'existe aucune politique en ce sens, ni de volonté particulière de renforcer ces liens exprimés. De plus, il est indiqué que le PN ne prévoit aucune initiation à la recherche au regard du caractère professionnalisant du BUT. Toutefois, quatre enseignants-chercheurs, dont trois permanents et un contractuel, issus majoritairement de la section 06 du Conseil national des universités (CNU), correspondant au cœur de métier, représentent 50 % de l'effectif permanent et 22 % de l'effectif total. Ils assurent 45 % des heures étudiant.

Les relations entretenues avec le monde social, économique et culturel sont peu détaillées et restent à expliciter davantage. Dix intervenants professionnels prennent part à la formation et assurent 456 heures d'enseignement, soit 22 % des enseignements. Aucun d'entre eux n'a participé au conseil de perfectionnement qui s'est réuni en janvier 2024. Les étudiants ont la possibilité d'effectuer leur BUT2 et BUT3 en alternance. L'effectif est de 11 apprentis en 2022-2023, ce qui représente 23 % des étudiants inscrits en BUT2. Le BUT n'est pas ouvert à la formation continue. Par ailleurs, le nombre de semaines de stage obligatoires en formation initiale (FI) manque de clarté, avec des indications variant entre 12 (document d'autoévaluation) et 22 à 26 (document de présentation de la mention).

Les approches pédagogiques ne sont pas diversifiées ni adaptées localement, et l'acculturation à l'approche par compétences reste à conforter. Le référentiel du PN est pris comme seule référence, sans éléments

complémentaires. Aucun dispositif particulier n'est mentionné, hormis la mise en place d'une hybridation des enseignements. Pourtant, il est indiqué que le nombre d'heures dispensées à distance est nul, une situation qui interroge. En-dehors des mises en situation professionnelles prévues par le PN (situation d'apprentissage et d'évaluation, projets tuteurés) et de la démarche portfolio, la certification de compétences n'est pas proposée.

L'ouverture internationale est insuffisante. Le département ne bénéficie d'aucun partenariat et la mobilité est inexistante. Bien que deux langues vivantes soient enseignées, aucune certification n'est proposée. Il est indiqué un volume de 459 heures d'enseignement de langue étrangère, une donnée qui questionne.

Le suivi et l'analyse de l'attractivité de la formation et de la réussite des étudiants ne sont pas effectués de manière rigoureuse. Le nombre de candidatures de néo-bacheliers est en augmentation de 18 % entre 2022 et 2023, avec un taux de pression élevé de 30. L'équilibre entre les baccalauréats généraux et technologiques est respecté, avec une répartition équivalente. Les données sur la réussite sont contradictoires, un taux de 95 % de réussite est annoncé en BUT1, mais le compte rendu du conseil de perfectionnement (CP) souligne la nécessité d'un accompagnement supplémentaire pour assurer la réussite des étudiants. Bien que le taux d'abandon en BUT1 soit faible (4 étudiants sur 56 en 2022-2023), il y a une déperdition de 15 % entre BUT1 et BUT2 (passage de 55 à 47 étudiants inscrits), principalement due aux redoublements. Les enseignants ont la possibilité de réaliser des heures supplémentaires de soutien ou de mettre en place du tutorat, mais ces dispositifs sont peu plébiscités. Aucun indicateur plus précis n'est fourni concernant la réussite des étudiants, et notamment la ventilation en fonction des baccalauréats d'origine et entre la FI et la formation en apprentissage. Aucune passerelle entrante ou sortante n'a été mise en place.

Le processus d'évaluation interne, permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue, n'est pas défini. La composition et le fonctionnement du CP ne répondent pas aux attentes, notamment en raison de l'absence de professionnels et d'étudiants. De plus, le compte rendu fourni ne traite pas les sujets habituellement attendus dans une telle instance et manque de données essentielles sur le recrutement, la réussite et le devenir des diplômés. Il mentionne une « inefficacité de l'équipe pédagogique liée à un recrutement non adapté », mais cette affirmation n'est pas étayée par d'autres documents. Enfin, les conclusions soulignent le manque de moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs, mais cela n'est pas reflété dans les échanges. La création d'un master est envisagée pour permettre aux étudiants de poursuivre leurs études localement. Par ailleurs, un questionnaire de satisfaction sur les enseignements est en projet, mais n'a pas encore été mis en place.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité de la formation avec un taux de pression élevé ;
- Un faible taux d'abandon entre le BUT1 et le BUT2 ;
- Une possibilité de faire le BUT2 et BUT3 en apprentissage.

Points faibles

- Un adossement à la recherche perfectible ;
- Une composition et un fonctionnement du conseil de perfectionnement ne répondant pas aux exigences, notamment en raison de l'absence de professionnels et d'étudiants ;
- Une absence d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Un manque d'initiatives en matière de pratiques pédagogiques ;
- Une acculturation à l'approche par compétences limitée ;
- Une ouverture internationale inexistante.

Recommandations

- Renforcer l'adosséement à la recherche.
- Améliorer le processus d'évaluation interne de la formation en instaurant une véritable démarche d'amélioration continue basée sur l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants, avec des résultats analysés par un conseil de perfectionnement adapté à cet objectif.
- Poursuivre l'acculturation à l'approche par compétences dans toutes ses dimensions et développer de nouvelles approches pédagogiques.
- Développer les partenariats internationaux permettant de favoriser des mobilités pour les étudiants.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque de données fiables sur la qualité de la réussite étudiante ;
- Manque de données fiables sur la durée de l'expérience en milieu professionnel ;
- Manque de données fiables concernant l'enseignement de langues étrangères.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION – IUT DE VÉLIZY

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation (TC)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy, sur le campus de Rambouillet. Cette formation propose quatre parcours : *Stratégie de marque et événementiel (SME)*, *Business international : achat et vente (BI)*, *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat (MDEE)*, et *Business développement management de la relation client (BDMRC)*. En première année (BUT1), ce dernier parcours est proposé sous le format de l'alternance, et le parcours MDEE le rejoint également dans ce format en troisième année (BUT3). En 2022-2023, la mention compte 231 étudiants : 112 en BUT1 et 101 en deuxième année (BUT2). Elle s'appuie sur une équipe pédagogique constituée de 38 enseignants dont 9 permanents, 6 enseignants du second degré et 3 enseignants-chercheurs (EC).

Analyse globale

Le département TC a été créé en 1993 et le BUT TC existe depuis 2021 et émane de la réforme du diplôme universitaire de technologie (DUT) avec le passage du cursus de deux à trois ans, l'introduction de parcours professionnalisants, et le développement de l'approche par compétences. C'est une formation attractive. En tant que filière courte et professionnalisante, le BUT TC s'inscrit dans les orientations pédagogiques et priorités thématiques de l'université, avec un accent particulier sur la transformation numérique des entreprises. Toutefois, les taux de réussite des étudiants issus des baccalauréats technologiques sont inférieurs à ceux des bacheliers généraux, et ont tendance à diminuer au cours des deux premières années.

La formation a mis en œuvre des dispositifs afin de développer son adossement à la recherche. Les étudiants bénéficient de 10 heures de sensibilisation à la recherche en début d'année et sont encadrés par le personnel de la bibliothèque universitaire pour des travaux nécessitant une recherche documentaire. Ils profitent des apports théoriques et méthodologiques des 3 EC qui représentent 8 % des effectifs totaux enseignants et assurent 36 % des enseignements, bien que ces chiffres soient remis en question en raison de l'incohérence des heures totalisées. Par ailleurs, les étudiants sont tenus de démontrer leur capacité d'analyse et de réflexion en répondant à une problématique dans leur rapport de stage de BUT2. Les étudiants de BUT3, quant à eux, sont tenus de rédiger un mémoire de stage.

La professionnalisation des étudiants est bien développée dans les programmes et renforcée au travers de bonnes relations entretenues avec le monde socio-économique. Le programme national (PN) auquel se réfère la formation a pour vocation d'être professionnalisant avec différentes ressources orientées vers l'insertion professionnelle des étudiants. Le département de Vélizy bénéficie d'un réseau d'entreprises partenaires, solide et ancré dans le territoire, qui accueille les apprentis (un groupe d'alternants en BUT1 et un groupe en BUT2, soit 29 étudiants en 2021 et 53 en 2022) et les stagiaires de formation initiale pour 24 semaines réparties sur les trois années. Ces entreprises participent régulièrement à l'*apprentissage* et aux *job datings* organisés tous les ans. Des ressources sont dispensées par des maîtres d'apprentissage et les professionnels représentent 76 % des effectifs enseignants. Ils assurent 66 % des enseignements, bien que ces chiffres soient remis en question en raison de l'incohérence des heures totalisées. Ces derniers participent également au jury du concours national des masters de négociation et interviennent dans les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), dans le cadre desquelles des entreprises locales deviennent les commanditaires du travail des étudiants sur des problématiques réelles. Le parcours BI fait intervenir des conseillers commerciaux du commerce extérieur français (CCEF) et des chargés d'affaires de Business France. Des conférences à thématique professionnelle et

notamment en lien avec l'entrepreneuriat sont organisées régulièrement. De plus, les étudiants bénéficient de nombreuses relations avec le réseau d'alumni à travers notamment la plateforme LinkedIn.

L'ouverture à l'international existe, mais reste perfectible. Le département ne bénéficie que d'un seul partenariat. Il permet à ses étudiants de se rendre à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour étudier pendant un semestre ou une année. En 2022-2023, 12 étudiants (soit 12 % des effectifs) ont pu bénéficier de ce dispositif. Cinq étudiants ont effectué leur stage à l'étranger. À partir de 2024, les étudiants pourront effectuer le cinquième semestre et/ou le sixième semestre à l'UQAC. Le département souhaite renforcer la mobilité, en particulier la mobilité entrante en concluant de nouveaux accords avec des universités étrangères. Aucune ressource n'est actuellement dispensée en langue étrangère, même au sein du parcours *BI*, ce qui peut constituer une piste de développement. En ce qui concerne l'apprentissage des langues étrangères, outre les enseignements prévus au PN, une partie des soutenances de SAÉ du parcours *BI* se déroulent en anglais ou en espagnol. Le département propose une certification en anglais (TOEIC) et en espagnol (Bright).

En s'appuyant sur l'approche par compétences (APC) et le travail en mode projet, la formation a diversifié ses pratiques pédagogiques. La formation est conçue autour des blocs de compétences tels que définis par le PN. Le développement des compétences numériques est encouragé à travers des cours de culture numérique où les étudiants apprennent à maîtriser les outils de collecte, de traitement et de diffusion de l'information, à créer des sites ou à maîtriser un progiciel de gestion intégré ou un logiciel de gestion de la relation client (CRM). Une grande place est accordée au travail en mode projet, notamment au cours des SAÉ : sept en BUT1 et six en BUT2. Les étudiants pratiquent l'autoévaluation ou l'évaluation par les pairs dans certaines d'entre elles. Un dispositif de tutorat entre BUT2 et BUT1 existe pour les étudiants de BUT1 qui le souhaitent. Les enseignants ont participé à des modules de formation sur l'intelligence artificielle, l'utilisation des réseaux sociaux, ainsi que des MOOC proposés par la Centrale des IUT ou des formations disponibles sur la plateforme Moodle. Toutes les salles du département sont équipées de tableaux numériques et ils disposent également d'une salle modulable. Ces efforts sont louables, d'autant plus que le département ne compte que neuf enseignants permanents soit seulement 23 % des effectifs enseignants. La démarche portfolio a été déployée sans que le support utilisé ne soit bien précisé (mention du e-portfolio en BUT2, mais noté 0 dans le nombre d'étudiants l'ayant adopté).

Le suivi et l'analyse de l'attractivité de la formation et de la réussite des étudiants sont effectués de manière rigoureuse, et le département dispose d'informations pertinentes. La formation est attractive avec de bons taux de pression tant en formation initiale qu'en formation en apprentissage, avec respectivement 24 et 28 étudiants. Le nombre de candidatures est globalement en augmentation. Pour recruter, une communication active est menée sur les réseaux sociaux, avec des participations à des salons, des forums dans les lycées, des partenariats locaux, des visites des étudiants dans leur lycée d'origine, ainsi que l'organisation de journées d'immersion pour les lycéens. Les quotas imposés par le rectorat sont respectés : 50 % des néo-entrants sont issus des baccalauréats technologiques et 50 % de la filière générale. Le département joue son rôle d'ascenseur social en accueillant 18 % de boursiers.

Le taux de réussite à l'issue des BUT1 et BUT2 est globalement faible et en baisse, avec 70 % de réussite en BUT1 en 2021-2022, 59 % en 2022-2023, et 54 % en BUT2 en 2022-2023. L'échec est particulièrement marqué chez les étudiants issus de baccalauréats technologiques. En 2022-2023, un nombre d'abandons plus important que les années précédentes a été observé, attribué à des erreurs d'orientation. Un dispositif de tutorat et de soutien est mis en œuvre, mais les modalités n'en sont pas précisées. En revanche, il n'a pas été constaté de départs massifs à la fin du BUT2. Des étudiants provenant de brevets de technicien supérieur (BTS) ou d'autres composantes de l'université ont été admis en BUT2 ou BUT3, bien qu'aucune passerelle entrante ou sortante n'a été réellement formalisée.

La démarche d'amélioration continue doit être poursuivie. Le conseil de perfectionnement (CP) a lieu tous les ans depuis 2021. Il se réunit une fois par an et favorise les échanges, l'amélioration des pratiques d'enseignement et l'évolution des contenus avec les attentes des étudiants et les besoins du monde professionnel. Cependant, aucun étudiant n'a assisté au CP. Une évaluation des enseignements est organisée annuellement, actuellement sous format papier par le département, cette enquête devrait être plus systématique, formalisée et anonyme.

Conclusion

Points forts

- Une relation solide avec le monde socio-économique ;
- Un développement de l'alternance ;
- Des initiatives à destination des entreprises, comme l'*apprentis dating* ou le *job dating* ;
- Une formation attractive ;
- Une appropriation effective de l'approche par compétences par l'équipe pédagogique.

Points faibles

- Des taux de réussite et d'abandon perfectibles et à analyser ;
- Un sous-encadrement qui nuit notamment à l'adossement à la recherche ;
- Une mobilité sortante encore relativement faible ;
- Un manque d'enseignements de ressources en langue étrangère (anglais), et notamment dans le parcours *Business international (BI)*.

Recommandations

- Analyser plus précisément les causes de l'échec et renforcer les dispositifs d'accompagnement ciblés pour améliorer la réussite, en fonction des besoins spécifiques des étudiants.
- Renforcer l'équipe pédagogique, en particulier avec des enseignants-chercheurs, pour améliorer l'adossement à la recherche.
- Développer la mobilité internationale, notamment en proposant des enseignements en langues étrangères, particulièrement dans le parcours *BI*.

LICENCE DROIT

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Droit* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et science politique de UVSQ. Elle propose trois parcours diplômants : un parcours généraliste en droit (droit privé et droit public), un parcours international, et une double licence *Droit-langues, littératures, civilisations étrangères et régionales (LLCER)* avec une spécialisation en anglais, ces deux derniers parcours étant sélectifs. De plus, la formation propose un parcours licence avec accès santé (L.AS) à partir de la première année. La formation accueille au total 1 291 étudiants en 2022-2023. L'équipe pédagogique est composée de 51 enseignants permanents.

Propos liminaire

Le comité regrette l'absence de certaines données dans le dossier d'autoévaluation (DAE), telles que le volume horaire assuré par les enseignants-chercheurs (EC), le nombre de professionnels impliqués, ou les taux de réussite en première, deuxième et troisième année (L1, L2 et L3), qui ne sont ni mentionnés ni analysés. De plus, la maquette est illisible, ne comportant ni les noms des unités d'enseignement (UE) ni les crédits ECTS associés. Enfin, le compte rendu du conseil de perfectionnement (CP), identique à celui de la licence Science politique, manque de diagnostic précis pour chaque formation, soulevant des questions sur la spécificité du pilotage.

Analyse globale

La licence *Droit* de l'UVSQ se distingue par une bonne attractivité, une dimension internationale notable, un bon adossement à la recherche et son ouverture au monde professionnel local. Les dispositifs pédagogiques visent à accompagner les étudiants dans leur parcours avec des outils méthodologiques renforcés dès la L1, et une offre de stages obligatoires en L3. En revanche, la formation ne présente pas de dispositifs d'accompagnement à la réussite étudiants alors que les taux de réussite sont relativement faibles. De même, aucun suivi du devenir des étudiants n'est réalisé. Enfin, le pilotage global de la formation doit être renforcé et le positionnement des parcours/doubles diplômes précisé.

La formation s'inscrit bien dans la perspective de son intégration dans l'École universitaire de premier cycle de Paris-Saclay avec une stratégie d'articulation avec les masters portés par l'UVSQ et l'université Paris-Saclay ; toutefois, les spécificités des parcours et les logiques de double diplomation restent peu claires. La formation propose dès la L1 une possibilité de spécialisation pour les étudiants, avec notamment deux parcours sélectifs (*Droit international* et un cursus double diplôme *Droit-anglais*). Les documents transmis ne permettent cependant pas de comprendre les spécificités de la progression pédagogique de chaque parcours. La L3 *Droit* est organisée en « spécialité droit public » et « spécialité droit privé » pour préspecialiser les étudiants et optimiser leur orientation vers le deuxième cycle. La formation mentionne également la possibilité de suivre la licence *Science politique* en L3, permettant ainsi de valider les deux diplômes. Cependant, du côté de la licence *Science politique*, cette double diplomation est présentée comme une option encore envisagée pour l'avenir, ce qui révèle une incohérence. Enfin, des actions de sensibilisation aux enjeux environnementaux, telles qu'une UE « droit de l'environnement » et des semaines de l'alimentation durable, ont été mises en place.

La licence *Droit* de l'UVSQ bénéficie d'une bonne attractivité globale, avec cependant une baisse des effectifs des étudiants sur la période, et des taux de réussite étudiants à confirmer. L'attractivité de la formation est bonne avec en L1, un ratio élevé de nombre de candidats néo-entrants par rapport au nombre d'inscrits (ratio moyen de 6,82). La formation recrute des élèves issus de baccalauréats généraux (90 %), technologiques (6 %) et une faible proportion d'étudiants inscrits sous condition « oui si » (1 %). En moyenne sur la période, le nombre d'inscrits en L1 est de 634 étudiants, avec une capacité d'accueil de néo-entrants en L1 de 520 places.

Toutefois, une baisse des effectifs totaux est constatée sur la période (1 291 inscrits en 2022-2023 pour 1 428 en 2020-2021) ainsi qu'une baisse significative des étudiants internationaux (39 en 2020-2021 et 23 en 2022-2023). Concernant la réussite étudiante, aucune donnée n'est renseignée dans le DAE. En revanche, certaines informations, partielles, figurent dans le compte rendu du CP. Les responsables mentionnent pour l'année 2022-2023 un taux de réussite de 21,3 % en L1 *Droit*, 51,8 % en parcours *Droit international*, 24,2 % dans la double licence *Droit-anglais* et 15,15 % en L1 L.A.S. En moyenne, le taux de réussite est de 43 % en L2 et de 52 % en L3. Ces taux, faibles, ne font l'objet d'aucune analyse et les dispositifs d'accompagnement mis en place pour améliorer la réussite des étudiants, en particulier ceux admis sous condition « oui si », ne sont pas détaillés.

La dimension internationale est un des points forts de la formation, malgré des axes d'amélioration sur les mobilités étudiantes. L'anglais est obligatoire pour les parcours *Droit international* et la double-licence *Droit-anglais*, qui offre aussi l'apprentissage d'autres langues. Les étudiants du parcours *Droit* peuvent choisir entre l'anglais et l'espagnol. Certains cours magistraux du parcours *Droit international* sont dispensés en anglais (« *introduction to legal english* », « *founding principles of the European union* »), et des EC étrangers interviennent régulièrement. L'équipe de gouvernance de l'UFR Droit et science politique inclut un vice-doyen aux relations internationales qui accompagne les étudiants Erasmus avec un suivi personnalisé (choix de la destination, choix du programme d'enseignement pour les étudiants entrants). Toutefois, il n'y a pas de politique d'incitation spécifique proposée aux étudiants au-delà des dispositifs de l'établissement ni de développement des partenariats internationaux, alors que deux des parcours proposés sont clairement orientés à l'international. Enfin, la mobilité étudiante reste limitée, avec une moyenne de 3,3 % de mobilités sortantes et 2,3 % de mobilités entrantes, en baisse sur la période.

La formation intègre des dispositifs de sensibilisation à la recherche, mais l'adossment à la recherche via l'implication des EC reste à confirmer. Un module de trois heures est dispensé par les documentalistes de la bibliothèque universitaire (BU), des interventions sur l'intégrité scientifique sont intégrées dans l'accompagnement des projets personnels d'études et d'insertion (PPEI), et une charte antiplagiat a été rédigée. Un PASS recherche-culture est également accessible à tous les étudiants. En L3, l'option « recherche » permet de réaliser un mini-projet de recherche tutoré par un EC en remplacement du rapport de stage. Quarante-trois EC, majoritairement issus des sections 01 à 04 du Conseil national des universités (CNU), interviennent dans la formation, représentant 55,8 % de l'équipe enseignante. Cependant, le pourcentage d'enseignements qu'ils assurent n'est pas précisé, limitant l'évaluation de leur rôle dans l'adossment à la recherche.

La formation intègre plusieurs initiatives pour renforcer la dimension professionnelle des cursus et d'accompagner les étudiants dans leur projet professionnel, notamment un stage obligatoire, la participation de professionnels (avocats des barreaux de Paris et Versailles, professionnels des collectivités territoriales) et la présence d'un professeur associé (PAST). Cependant, le nombre d'intervenants professionnels et leur volume horaire ne sont pas précisés, limitant l'évaluation de leur implication. Des liens avec les juridictions locales permettent aux étudiants d'assister à des audiences, et une journée annuelle de présentation des métiers est organisée avec des acteurs socio-économiques. Des modules d'accompagnement au projet professionnel sont proposés dans le cadre du projet personnel étudiant et insertion (PPEI), ainsi qu'une UE « engagement étudiant », intégrée à la formation sous forme d'UE libre. Enfin, deux semaines de stage obligatoires sont prévues, et des modules spécifiques « greffier » et « magistrat » en L3 sont accessibles sur sélection.

La singularité du pilotage de la formation vis-à-vis de la licence *Science politique* pose question, d'autant que l'approche par les compétences reste minimale. Bien que les responsables aient réfléchi à cette approche, le dossier présente une matrice globale commune à l'ensemble du cursus, sans distinction claire entre les années ou les parcours. Les noms d'enseignements sont associés aux blocs de compétences des fiches du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) pour les licences *Droit* et *Science politique*, mais pas pour la licence *Anglais*, et les modalités d'évaluation des compétences ne sont pas détaillées. Par ailleurs, l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants n'est pas systématique, bien que des échanges informels aient lieu avec les délégués de promotion. Le compte rendu du CP de la licence *Droit* est identique à celui de la licence *Science politique*, sans mention d'un conseil commun ni d'une analyse spécifique à chaque formation. Enfin, aucune donnée précise n'est disponible concernant l'insertion ou la poursuite d'études des diplômés, bien que les parcours soient conçus pour une poursuite en master, ce qui soulève des interrogations sur l'adéquation du pilotage avec les attentes des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Plusieurs initiatives et dispositifs de sensibilisation à la recherche ;
- Plusieurs initiatives pour améliorer la dimension professionnelle de la formation ;
- Une bonne attractivité de la formation ;
- Deux parcours avec une composante internationale notable.

Points faibles

- Un manque de clarté concernant la distinction entre la licence *Droit* et la licence *Science politique* ainsi que sur les modalités d'une éventuelle double diplomation ;
- Une absence de suivi du devenir des étudiants ;
- Une absence de dispositif formalisé d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Des mobilités internationales limitées, en décalage avec l'orientation internationale affichée, notamment pour les deux parcours sélectifs.

Recommandations

- Clarifier la distinction entre la licence *Droit* et la licence *Science politique*, ainsi que les modalités précises de la double diplomation annoncée.
- Assurer le suivi du devenir des étudiants au niveau de l'établissement et/ou de la formation.
- Mettre en œuvre des dispositifs formalisés et systématiques d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
- Instaurer des dispositifs d'incitation et d'accompagnement à la mobilité entrante et sortante.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'éléments sur les programmes des différents parcours et leur articulation ;
- Manque de données quantitatives et d'analyse sur les taux de réussite en L1, L2 et L3, des trois années évaluées ainsi que sur les dispositifs d'accompagnement mis en place ;
- Manque de données sur les volumes horaires dispensés par les enseignants-chercheurs ;
- Manque de données quantitatives sur la participation des acteurs du monde socio-économique à la formation.

LICENCE ÉCONOMIE ET GESTION

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Économie et gestion* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences sociales. La formation propose une spécialisation progressive avec un tronc commun les deux premières années (L1 et L2) afin de développer les connaissances et compétences fondamentales en sciences économiques et de gestion. En troisième année (L3), elle propose deux parcours : *Sciences et techniques du génie logistique (STGL)* et *Finance et économie internationale (FEI)*. En 2022-2023, la formation compte 453 étudiants, bénéficiant d'un volume global de 1 394 heures d'enseignement sur tout le cycle, assurées par 15 enseignants permanents.

Analyse globale

Le pilotage opérationnel de la formation vise clairement à améliorer les contenus et les modalités pédagogiques afin de développer les compétences professionnelles et internationales des étudiants tout en favorisant leur réussite. Toutefois, il reste encore des améliorations à opérer notamment en rééquilibrant les enseignements économie-gestion, en améliorant l'adossement à la recherche et en mettant en œuvre des dispositifs de collecte systématique de données afin d'aider au pilotage de la formation.

La licence bénéficie d'une bonne attractivité globale, avec toutefois une baisse des effectifs en 2022-2023. Les parcours proposés en L3 sont très spécialisés et ne préparent pas à une large diversité de poursuites d'études.

Avec environ 528 inscrits en moyenne en premier cycle sur la période évaluée, la formation jouit d'une bonne assise. Cependant, les effectifs en L2 ont diminué (de 236 en 2020-2021 à 156 en 2022-2023), tout comme ceux du parcours L3 *FEI* (de 98 en 2021-2022 à 51 en 2022-2023). Les responsables attribuent les effectifs élevés en 2021-2022 à des taux de réussite accrus durant la période COVID. Lors de la précédente évaluation, la coexistence des mentions *Gestion* et *Économie et gestion* avait été préjudiciable à la lisibilité de l'offre, ce qui a conduit à l'abandon de la mention *Gestion*. Les parcours en L3, bien que restreints, sont très spécialisés et offrent peu de diversité pour les orientations professionnelles. Enfin, l'articulation horizontale de la licence avec d'autres formations de l'UFR ou avec la licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales (MIASHS)* reste limitée à quelques enseignements mutualisés.

La formation a engagé une démarche d'approche par les compétences, introduisant des innovations pédagogiques pour renforcer la réussite étudiante.

Les blocs de connaissances et compétences (BCC) sont alignés avec la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et un référentiel spécifique. Cependant, les situations et les modalités précises d'évaluation des compétences ne sont pas détaillées. Malgré un faible taux d'encadrement, des outils numériques (Kahoot, Menti, quiz sur eCampus) et la pédagogie inversée favorisent l'interactivité en cours magistraux. Les taux de réussite en L2 et L3 sont satisfaisants sur 2020-2023, mais demeurent faibles en L1, atteignant 19 % en 2022-2023. Des dispositifs d'accompagnement en mathématiques ont été mis en place, sans bilan détaillé de leur efficacité.

Au-delà des enseignements d'anglais, la formation a judicieusement choisi d'intégrer des cours disciplinaires en anglais pour favoriser la mobilité sortante des étudiants, bien que celle-ci reste encore limitée pour l'instant.

Au-delà des cours d'anglais (24 heures par semestre, soit 144 heures au total durant le cursus de licence), il est à souligner favorablement l'initiative de la formation d'intégrer des cours disciplinaires en anglais dès la L1 et tout au long du cursus. Les étudiants en « spécialité anglais » bénéficient en sus de six unités d'enseignement (UE) thématiques en anglais et de quatre UE de pratique de la langue (écrite et orale). De plus, la formation a développé les certifications linguistiques avec le Centre d'études et de ressources en langues (CEREL). Chaque année, elle accueille aussi une trentaine d'étudiants internationaux (environ 5 % des effectifs), ce qui témoigne de son attractivité. En 2021-2022, sept étudiants de L3 ont effectué une mobilité à l'étranger. Hormis l'accompagnement de la responsable des relations internationales de l'UFR, il n'est pas indiqué si des dispositifs

(financiers ou autres) sont mis en place pour encourager des mobilités entrantes et sortantes, en particulier dans le cadre des partenariats ERASMUS de l'UVSQ.

La formation intègre plusieurs initiatives permettant d'améliorer la dimension professionnelle des cursus et d'accompagner les étudiants dans leur projet professionnel, sans inclure de stage obligatoire. Les maquettes prévoient des modules d'accompagnement du projet professionnel, y compris un module spécifique pour les accompagner dans la poursuite d'études. Les responsables de la formation ont également renforcé leurs liens avec les acteurs socio-économiques locaux, notamment les collectivités locales, le secteur associatif et les entreprises du territoire (sans précision de partenaires, hormis l'agglomération de St-Quentin-en Yvelines et la chambre de commerce et d'industrie région Paris Île-de-France). Le nombre d'interventions assurées par des professionnels du monde socio-économique a été renforcé avec l'ajout de 10 intervenants professionnels (représentant 20 % de l'équipe pédagogique). Cependant, ceux-ci n'assurent que 24 heures d'enseignement au total, soit seulement 1,6 % du volume horaire, ce qui demeure insuffisant.

La formation ne répond pas à certains critères, notamment en termes de volume global de formation. Par ailleurs, bien que l'intention de double ancrage disciplinaire soit affirmée, le rééquilibrage des enseignements d'économie et de gestion doit être significativement amélioré. En effet, l'ensemble du cursus de licence totalise 1 394 heures, alors qu'un minimum de 1 500 heures d'enseignement et d'encadrement pédagogique serait nécessaire. Bien que les responsables affirment avoir amélioré la situation, les maquettes de la formation restent déséquilibrées. Le premier semestre comprend trois enseignements en économie, deux en mathématiques/statistiques et un en gestion ; le deuxième semestre, cinq enseignements en économie, deux en mathématiques et un en gestion ; enfin, le troisième semestre, cinq enseignements en économie, deux en mathématiques (dont un appliqué à la gestion) et deux en gestion. Cela soulève des questions quant à la solidité des connaissances en sciences de gestion pour accéder et réussir dans des masters spécialisés en gestion et management. La suppression de la mention *Gestion* vise stratégiquement à renforcer le double ancrage disciplinaire en économie et en gestion. Il est donc indispensable de parvenir à un meilleur équilibre disciplinaire des enseignements dans les maquettes, d'autant plus que la poursuite d'études s'oriente principalement vers des masters en sciences de gestion et du management.

L'adossement à la recherche apparaît relativement faible et n'est pas toujours en lien direct avec la mention Économie et gestion. Le lien avec la recherche se manifeste notamment par la présence de 15 enseignants-chercheurs (EC), soit 30 % des intervenants, qui assurent plus de 70 % des heures d'enseignement. Ce nombre d'EC est nettement inférieur à celui mentionné lors de la précédente évaluation, qui pointait un déséquilibre important dans le nombre de postes par discipline (15 EC en économie, 4 EC en mathématiques-statistiques, et 2 EC en gestion). Parmi les laboratoires de rattachement mentionnés, certains sont très cohérents avec la formation, comme l'UMI SOURCE (soutenabilité et résilience en géographie et économie) et le laboratoire de recherche en management (LAREQUOI), tandis que d'autres, tels que le centre d'études arctiques (CEARC), semblent moins liés à la mention Économie et gestion. Par ailleurs, seul un module de sensibilisation à la recherche est prévu dans le cursus (0,57 % des enseignements). En revanche, plusieurs cours très théoriques en économie sont dispensés. De plus, les étudiants ne réalisent pas de mémoire en L3, en raison d'un encadrement insuffisant pour évaluer ces travaux.

Malgré le sous-encadrement en matière d'enseignants permanents et l'absence de dispositif de pilotage pédagogique au niveau de l'établissement, les responsables de formation ont entrepris une démarche d'amélioration continue. Le dossier souligne de façon répétée les difficultés rencontrées dans le pilotage et l'animation de la formation en raison du sous-encadrement enseignant et des contraintes de ressources. Par ailleurs, il n'est pas prévu d'évaluations systématiques des formations et des enseignements, ni au niveau de l'établissement ni au niveau de la formation. Les responsables de formation s'appuient sur les délégués étudiants : des réunions de fin de semestre sont systématiquement organisées avec eux pour faire remonter les difficultés pédagogiques ou administratives à chaque niveau de formation. Plusieurs améliorations et changements ont ainsi été mis en œuvre tels que la possibilité de faire un stage en L3, demandée par les étudiants. Le compte rendu du conseil de perfectionnement mentionne la présence de représentants de toutes les parties prenantes de la formation, avec un ordre du jour couvrant les différents attendus de cette instance.

L'absence de données officielles de l'établissement sur la poursuite d'études et de l'insertion professionnelle des étudiants ne permet pas une analyse circonstanciée de ces éléments. Les responsables de formation indiquent toutefois avoir mené une « enquête artisanale » sur un échantillon non représentatif de 15 % de leurs diplômés entre 2020 et 2023. Les résultats montrent que l'insertion des étudiants en master, puis sur le marché du travail reste très bonne. La très grande majorité poursuit en master (principalement en *Finance*, *Management*), et beaucoup choisissent la voie de l'apprentissage. Près de 75 % obtiennent un CDI dans les six mois suivant l'obtention de leur master.

Conclusion

Points forts

- Une bonne attractivité de la formation ;
- Des cours disciplinaires dispensés en anglais tout au long des cursus et un accompagnement à la certification en langue ;
- Plusieurs initiatives pour améliorer la dimension professionnelle de la formation ;
- Un déploiement avancé de l'approche par compétences.

Points faibles

- Un déséquilibre entre les enseignements en sciences économiques et ceux en gestion ;
- Un adossement à la recherche qui doit être plus directement aligné avec l'économie et les sciences de gestion et du management ;
- Un taux de réussite en L1 faible et en baisse sur la période évaluée ;
- Peu de mobilités et entrantes au regard des dispositifs mis en place ;
- Une absence de dispositif formalisé permettant aux étudiants d'évaluer la formation et les enseignements.

Recommandations

- Renforcer les enseignements en sciences de gestion et du management dans les maquettes afin de mieux légitimer le double ancrage disciplinaire de la formation dans la mention *Économie et gestion* et de favoriser les opportunités de poursuite d'études et de réussite des étudiants en master de gestion et de management.
- Recentrer l'adossement à la recherche sur les unités et équipes de recherche alignées avec les disciplines de la mention.
- Établir un bilan détaillé des dispositifs d'accompagnement à la réussite actuellement en place, en évaluant leur efficacité.
- Compléter les dispositifs d'incitation et d'accompagnement à la mobilité en s'appuyant notamment sur les partenariats ERASMUS de l'UVSQ.
- Mettre en œuvre des dispositifs formalisés et systématiques d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants au niveau de l'établissement et/ou de la formation.

LICENCE SCIENCE POLITIQUE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Science politique* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et science politique de UVSQ et contient 1 551 heures étudiant. Les deux premières années (L1 et L2) de la licence proposent des enseignements généralistes de droit et de science politique. C'est en troisième année (L3) que l'accent est mis sur des cours de science politique. De plus, la formation propose un parcours licence avec accès santé (L.AS) à partir de la L1. En 2022-2023, elle compte 187 étudiants et 33 enseignants permanents.

Propos liminaire

Le comité regrette l'absence de certaines données dans le dossier d'autoévaluation (DAE) de la formation. Par exemple, aucune information n'est donnée sur le volume horaire étudiant dispensé par des enseignants-chercheurs (EC), les taux de réussite des étudiants en L1, L2 et L3, qui ne sont ni mentionnés ni analysés. Par ailleurs, la maquette transmise est illisible, ne comportant ni les noms des unités d'enseignement (UE) ni des crédits ECTS associés. Enfin, le compte rendu du conseil de perfectionnement (CP) est identique à celui de la licence Droit avec les mêmes participants, sans diagnostic et analyse précise de chaque formation, ce qui interroge notamment sur la réalité d'un pilotage singulier de chaque formation. Globalement, le dossier indique plusieurs axes d'amélioration « à venir », mais pas de modifications substantielles depuis la dernière accréditation qui avait pourtant pointé plusieurs recommandations indispensables à mettre en œuvre.

Analyse globale

La licence *Science politique* de l'UVSQ se distingue par une bonne attractivité, un bon adossement à la recherche et un certain accompagnement des étudiants à préciser leur projet professionnel. En revanche, la formation ne présente pas de dispositif d'accompagnement à la réussite étudiant ni de suivi du devenir des étudiants. Enfin et surtout, le pilotage global et le positionnement global de la formation doivent être repensés.

La formation s'intègre bien dans la perspective de son intégration dans l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay avec une stratégie d'articulation avec les masters portés par l'UVSQ et l'université Paris-Saclay. Toutefois, le positionnement et les logiques de rapprochement avec d'autres disciplines restent peu clairs. Les étudiants bénéficient d'une offre de poursuite d'études en masters dans les deux établissements et à l'institut d'études politiques (IEP) de Saint-Germain-en-Laye, et des projets de rapprochement avec le département des Sciences sociales de l'École normale supérieure (ENS) Paris-Saclay et l'école graduée de sociologie sont mentionnés. Ces ambitions interrogent le positionnement actuel de la formation, qui repose sur une bidisciplinarité avec le droit. La formation propose un cursus complet, mais les cours de L1 et L2 sont largement mutualisés avec la licence *Droit*, avec seulement un cours de sciences politiques par semestre. Cela soulève des questions sur les compétences spécifiques acquises en sciences politiques. Par ailleurs, le dossier évoque parfois un « parcours *Science politique* », suggérant un rattachement implicite à la licence *Droit*. Les éléments fournis ne permettent pas de déterminer si la forte proximité entre ces deux mentions de licence est explicitement mise en avant auprès des étudiants. Enfin, concernant la sensibilisation des étudiants aux enjeux de la responsabilité sociétale des organisations et au développement durable, une UE spécifique « droit de l'environnement » a été mise en place, complétée par des séances dédiées. Le cours de « politiques publiques » en L3 contribue également à cette sensibilisation, tout comme diverses actions ponctuelles, telles que les semaines de l'alimentation durable proposées par l'UVSQ.

La licence *Science politique* bénéficie d'une bonne attractivité globale, avec cependant une baisse des effectifs des étudiants sur la période, et des taux de réussite étudiants à confirmer. L'attractivité de la formation est bonne avec en L1, avec un ratio élevé de nombre de candidats néo-entrants par rapport au nombre

d'inscrits (ratio moyen de 19,1). La formation recrute uniquement des élèves issus de baccalauréats généraux. Le dossier précise que des analyses des données de recrutement sont réalisées via Parcoursup, mais sans fournir de détails sur la nature de ces données ni sur la manière dont l'équipe les utilise pour améliorer ses pratiques. En moyenne sur la période, le nombre d'inscrits est de 199 étudiants, avec une capacité d'accueil en L1 de 70 places. Les effectifs totaux ont diminué sur la période, passant de 218 inscrits en 2020-2021 à 187 en 2022-2023 (soit une baisse de 14 %), avec une baisse notable des inscrits en L3 (71 en 2020-2021 contre 33 en 2022-2023). Aucune analyse de cette situation n'est faite dans le dossier. Concernant la réussite étudiante, aucune donnée n'est renseignée dans le DAE. En revanche, certaines informations, partielles, figurent dans le compte rendu du CP : pour l'année 2022-2023, les responsables mentionnent un taux de réussite de 46,9 % en L1, 42,3 % en L2, et seulement 16,7 % en L1 L.AS. Ce faible taux pour les L.AS ne fait l'objet d'aucune analyse dans le dossier, ni d'un accompagnement spécifique de ces étudiants, et ne questionne pas non plus la pertinence de prolonger ce dispositif au sein de la formation.

La formation propose des dispositifs variés et complémentaires de sensibilisation à la recherche, renforcés par un adossement à la recherche grâce à la présence d'EC. En L3, un cours de méthode des sciences sociales est prévu. Un module de trois heures est proposé par les documentalistes de la bibliothèque universitaire. Des interventions sur l'intégrité scientifique sont incluses dans l'accompagnement de projets personnels d'études et d'insertion (PPEI), et une charte antiplagiat a été rédigée. Par ailleurs, un PASS recherche-culture est mis à disposition de tous les étudiants. Enfin, en L3, les étudiants ont la possibilité de choisir l'option « recherche » avec la réalisation d'un mini-projet de recherche tutoré par un EC, en remplacement du rapport de stage. La formation peut s'appuyer sur 12 titulaires spécialisés en sciences politiques, ce qui est relativement important au regard du nombre d'étudiants inscrits dans la formation. Cependant, l'implication des EC ne peut être précisément évaluée en l'absence de données détaillées. En effet, bien que l'effectif annoncé soit de 33 EC, ce chiffre inclut également des professeurs agrégés, qui ne relèvent pas de cette catégorie.

La dimension internationale de la formation est classique, avec des axes d'amélioration quant à sa stratégie de partenariats à l'international et de mobilité étudiante. Concernant les enseignements de langues vivantes, les étudiants ont le choix entre l'anglais et l'espagnol. Par ailleurs, un cours est dispensé en langue anglaise (« *world politics* »). Enfin, des EC étrangers sont régulièrement invités et peuvent intervenir auprès des étudiants. Concernant la mobilité étudiante, l'équipe de gouvernance de l'UFR Droit et science politique inclut un vice-doyen aux relations internationales, chargé notamment de l'accompagnement des étudiants Erasmus entrants et sortants avec un suivi personnalisé (choix de la destination, choix du programme d'enseignement pour les étudiants entrants). Toutefois, il n'y a pas de politique d'incitation spécifique proposée aux étudiants au-delà des dispositifs de l'établissement ni de développement des partenariats internationaux. Enfin, le nombre d'étudiants en mobilité demeure relativement modeste, avec une mobilité sortante en légère augmentation sur la période (1,8 % en 2021-2022 et 4,9 % en 2022-2023), tandis que la mobilité entrante chute de manière significative (5 % en 2021-2022, soit 12 étudiants, et 0,5 % en 2022-2023, soit un étudiant).

La formation intègre plusieurs initiatives permettant d'améliorer la dimension professionnelle des cursus et d'accompagner les étudiants dans leur projet professionnel, notamment grâce à un stage obligatoire. Le cursus de formation prévoit deux semaines de stage obligatoires ainsi que des modules d'accompagnement au projet professionnel (projet personnel d'études et d'insertion – PPEI), l'ensemble représentant un ensemble de 13 crédits ECTS. Le compte rendu du CP de la formation mentionne que l'évaluation du PPEI consiste à réaliser un rapport de stage classique et à répondre à une question de « droit ». Là encore, cette précision questionne la réalité de l'ancrage de la formation en sciences politiques. Enfin, une UE « engagement étudiant » est proposée au niveau de l'établissement sous forme d'UE libre et intégrée à la formation. Cet engagement peut également être valorisé dans le cadre du PPEI. Par ailleurs, plusieurs professionnels interviennent dans les cursus (33 % de l'équipe enseignante) et assurent 37 % des enseignements. Toutefois, le dossier ne précise pas le profil des vacataires ni leur adéquation avec la formation, et ne mentionne aucun partenariat ou collaboration avec des acteurs socio-économiques.

Au-delà d'une démarche d'approche par les compétences encore minimale, la singularité du pilotage de la formation vis-à-vis de la licence Droit questionne. Bien que les responsables aient réfléchi à l'approche par compétences, le dossier propose une matrice associant quelques enseignements aux blocs de compétences définis dans les fiches du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), sans distinction des années ni précisions sur les crédits ECTS. Les situations et modalités d'évaluation de ces compétences ne sont pas détaillées, et l'absence d'une maquette de formation détaillée empêche d'évaluer la cohérence du programme. L'évaluation des enseignements par les étudiants n'est pas systématique, bien que des échanges informels aient lieu avec les délégués de promotion. Par ailleurs, le compte rendu du CP est identique pour les licences *Science politique* et *Droit*, sans mention d'un conseil commun ni d'analyse spécifique pour chaque formation. Cela soulève des interrogations, notamment sur la capacité du pilotage des formations à répondre efficacement aux attentes spécifiques des étudiants, que ce soit en matière de compétences développées, de poursuite d'études ou d'insertion professionnelle. Enfin, l'équipe pédagogique ne dispose pas de données précises sur l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études, bien que les parcours visent principalement une poursuite en master.

Conclusion

Points forts

- Une bonne attractivité de la formation ;
- Plusieurs initiatives et dispositifs de sensibilisation à la recherche ;
- Plusieurs initiatives pour accompagner l'orientation professionnelle des étudiants.

Points faibles

- Un manque de clarté quant à la distinction des compétences visées par la licence *Science politique* avec la licence *Droit* ;
- Une absence de suivi du devenir des étudiants ;
- Une absence de dispositif formalisé d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Un défaut de stratégie de partenariats à l'international et d'incitation des mobilités étudiantes.

Recommandations

- Clarifier la distinction entre la licence *Droit* et la licence *Science politique* tout en réduisant l'ambiguïté liée à leur forte mutualisation, par exemple en formalisant des objectifs pédagogiques distincts et renforçant les spécificités pédagogiques.
- Assurer le suivi du devenir des étudiants au niveau de l'établissement et/ou de la formation.
- Mettre en œuvre des dispositifs formalisés et systématiques d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
- Mettre en place des collaborations avec des partenaires internationaux et des dispositifs d'incitation et d'accompagnement à la mobilité entrante et sortante.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque de données quantitatives et d'analyse sur les taux de réussite en L1, L2 et L3 des trois années évaluées ainsi que sur les dispositifs d'accompagnement mis en place ;
- Manque d'éléments sur le programme de la formation, ce qui empêche notamment d'identifier clairement la spécificité développée par la licence *Science politique* par rapport à la licence *Droit* ;
- Manque de données concernant la participation des enseignants-chercheurs à la formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE AMÉNAGEMENT PAYSAGER : CONCEPTION, GESTION, ENTRETIEN

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Aménagement paysager : conception, gestion, entretien* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy et enseignée sur le site de Rambouillet. La LP, enseignée uniquement en alternance, propose le parcours diplômant *Gestion et management des chantiers d'aménagement de l'espace*. Elle compte pour l'année universitaire 2022-2023 un effectif total de 19 étudiants, encadrés par une équipe pédagogique de 12 enseignants permanents. Un total de 560 heures étudiants est dispensé sur l'ensemble de la formation.

Analyse globale

La LP *Aménagement paysager : conception, gestion, entretien* est une formation fortement professionnalisante, répondant aux besoins spécifiques du secteur du paysage. Cette formation est bien alignée avec les attentes du marché et bénéficie d'un fort ancrage dans le tissu professionnel local grâce à ses partenariats solides avec des entreprises. En outre, la création de cette formation est le résultat d'une initiative de l'Union nationale des entreprises du paysage (UNEP). Toutefois, des améliorations pourraient être envisagées sur les dimensions de l'adossement à la recherche et de l'ouverture à l'international.

L'insertion professionnelle de la LP est bonne. La formation est orientée vers l'emploi, avec un taux d'insertion professionnelle élevé de 87,5 % pour la promotion 2022-2023. Les étudiants bénéficient d'une solide expérience en alternance, renforcée par des projets tuteurés et des stages en entreprise. L'implication de professionnels dans les enseignements, via des conférences et la participation aux jurys, est un point fort indéniable. Sur 16 diplômés, seuls deux étudiants poursuivent leurs études en mastère *Responsable commercial* et à l'Institut des techniques de l'ingénieur en aménagement paysager de l'espace (ITIAPE).

Le taux de réussite est très bon. Pour la promotion 2022-2023, 94 % des inscrits sont diplômés. Le suivi pédagogique personnalisé contribue à la réussite des étudiants.

La démarche d'amélioration continue de la formation est solide, appuyée par le rôle clé du conseil de perfectionnement (CP), qui se réunit régulièrement en présence de nombreux représentants du monde socioprofessionnel. La LP fait également l'objet d'évaluations régulières par les étudiants, dont les retours sont pris en compte pour adapter les contenus pédagogiques. Ces ajustements ont notamment permis d'intégrer davantage de cas concrets dans les modules de gestion de chantier, répondant ainsi aux attentes exprimées.

Le programme de la LP présente une structure globalement cohérente et organisée en blocs de connaissances et de compétences (BCC). Cependant, la maquette fournie dans le dossier d'autoévaluation montre une structuration en neuf blocs, ce nombre est excessif pour une formation d'une durée d'un an. Par ailleurs, l'évaluation par compétences n'a pas encore été instaurée, et les étudiants ne bénéficient pas d'un portfolio pour suivre l'acquisition et le développement de leurs compétences.

L'adossement à la recherche de la formation est trop limité pour une formation universitaire, avec seulement deux enseignants-chercheurs (EC) intervenant pour moins de 7 % du volume horaire, malgré la pertinence de leurs contributions en droit des contrats et en stratégie des organisations. Pour renforcer cet aspect, l'intégration d'EC supplémentaires ou une collaboration accrue avec des centres de recherche pourrait être envisagée.

L'attractivité de la LP est en baisse sur la période évaluée, un constat que la formation analyse de manière approfondie. Principalement axée sur le recrutement d'étudiants issus de formations liées au paysage, telles que les titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) *Aménagement paysager, gestion et protection de la nature, Travaux publics* ou de diplôme universitaire de technologie (DUT) *Génie civil*, la formation souffre de la diminution des inscriptions dans ces filières agricoles. Cependant, elle compense en partie cette tendance en valorisant les réorientations, intégrant chaque année un ou deux candidats en formation continue, qui apportent une richesse supplémentaire à la promotion.

L'ouverture internationale reste limitée. Même si le passage du TOEIC des étudiants est proposé à tous les étudiants, le volume horaire actuel de 18 heures de cours de langue étrangère reste faible. En complément, bien que la participation à des salons internationaux comme PAYSALIA permette une certaine exposition à des pratiques courantes dans d'autres pays, la mobilité entrante et sortante des étudiants est encore peu développée.

Conclusion

Points forts

- Un développement de l'alternance, offrant aux étudiants une opportunité renforcée d'acquérir des compétences professionnelles ;
- Une excellente insertion professionnelle des diplômés ;
- Un très bon taux de réussite ;
- Une démarche d'évaluation interne rigoureuse et bien structurée.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant, avec une absence d'initiation à la recherche et une contribution très limitée des enseignants-chercheurs au volume horaire, ce qui reste inadéquat pour une formation universitaire.
- Une ouverture internationale encore trop restreinte.

Recommandations

- Augmenter la part des enseignements assurés par des EC et mettre en place une initiation à la recherche.
- Renforcer l'ouverture internationale de la LP.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un adossement à la recherche insuffisant, avec une absence d'initiation à la recherche et une contribution très limitée des enseignants-chercheurs au volume horaire des enseignements.

LICENCE PROFESSIONNELLE ASSURANCE, BANQUE, FINANCE : CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) Assurance, banque, finance : chargé de clientèle parcours Gestionnaire back et middle office en banque de financement et d'investissement de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences sociales. Cette LP, enseignée sur le site de Guyancourt, est ouverte depuis la rentrée 2021, et remplace la LP Assurance, banque, finance : chargé de clientèle parcours conseiller de clientèle sur le marché des particuliers. La formation compte, pour l'année universitaire 2022-2023, un effectif total de 15 étudiants, encadrés par une équipe pédagogique de 4 enseignants permanents. Un total de 670 heures étudiants sont dispensées sur l'ensemble de la formation.

Analyse globale

La LP Assurance, banque, finance : chargé de clientèle offre une finalité, une pédagogie et un contenu cohérents avec son caractère professionnel. Cette cohérence se manifeste à travers son adéquation aux besoins spécifiques du bassin d'emploi, le nombre de candidatures suscité, ainsi que sa complémentarité avec l'offre de formation de l'UVSQ, notamment la licence Économie et gestion et le BUT Gestion des entreprises et des administrations. La formation présente la particularité d'être à la fois très spécialisée en matière de débouchés et d'être pilotée en étroite collaboration avec un acteur privé de la formation aux métiers de la banque, le centre de formation d'apprentis (CFA) de l'association Crédit Agricole mutuel pour la diffusion de l'information (DIFCAM). Ce partenariat confère à la formation un caractère unique qui, plus encore que pour d'autres LP, nécessite de maintenir un équilibre délicat entre ses dimensions universitaire et professionnalisante.

La dimension professionnalisante de la formation est particulièrement développée, avec des contenus et des méthodes pédagogiques alignés sur cet objectif. À cet égard, le choix d'une formation exclusivement en alternance se révèle justifié. La formation bénéficie d'excellentes relations avec le monde socio-économique, intégrant de nombreux éléments de professionnalisation dans son programme. Celui-ci a été conçu en partenariat avec le CFA du groupe Crédit Agricole, notamment le DIFCAM et la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole (CACIB). Le nombre d'heures d'enseignements assurées par des professionnels issus du secteur bancaire est particulièrement élevé, en effet, 15 intervenants professionnels réalisent plus de 80 % des heures d'enseignement, ce qui soulève des questions sur le caractère universitaire de cette LP.

L'équipe pédagogique assure un encadrement de qualité, favorisant la réussite des étudiants. Le taux d'encadrement est satisfaisant, et les taux de réussite des étudiants sont très élevés : chaque promotion de 14 à 15 étudiants ne compte que 1 à 2 échecs ou abandons par an. En outre, la formation intègre des sujets nouveaux (utilisation de l'intelligence artificielle) et propose des formats pédagogiques variés : projets tuteurés, classes inversées, exposés. Cependant, l'approche par compétences (APC) reste superficielle. Bien que l'équipe enseignante ait été formée à l'APC, sa mise en œuvre dans la maquette de formation et dans l'évaluation des compétences n'est pas clairement perceptible. Par ailleurs, les étudiants ne disposent pas d'un portfolio de suivi de l'acquisition des compétences. Pourtant, la formation s'appuie largement sur des ressources en économie, informatique et en droit, ce qui montre qu'une approche pluridisciplinaire mettant l'accent sur les compétences est possible et souhaitable.

L'attractivité de la formation se construit progressivement grâce à une visibilité croissante et une augmentation du nombre de candidatures, mais en 2022 aucun diplômé ne s'est directement inséré sur le marché du travail. Le nombre de candidatures a progressé, passant de 60 en 2021 à 80 en 2022. Le recrutement ciblé permet toutefois de s'assurer de la motivation des étudiants admis, un facteur qui contribue positivement à leur réussite. La formation accueille des étudiants issus de la deuxième année de licence, de la deuxième année de

bachelor universitaire de technologie (BUT) ou titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS). Toutefois, aucune donnée précise n'est disponible sur les formations antérieures des étudiants admis. Enfin, la formation étant récente, les données sur l'insertion professionnelle ne sont pas encore disponibles, bien qu'il soit mentionné un taux de poursuite d'études de 100 %, ce qui s'écarte de l'objectif principal d'insertion immédiate d'une LP et nécessite une attention particulière de la part de l'équipe pédagogique.

La formation aux compétences linguistiques est adaptée au regard de la finalité de la LP. Les étudiants bénéficient de 35 heures d'anglais professionnel, auxquelles s'ajoutent environ 14 heures dédiées à la préparation du TOEIC. Ce volume est cohérent avec les attentes d'une LP. Cependant, au-delà de l'enseignement des langues, la formation manque d'une véritable politique d'internationalisation, un axe d'amélioration nécessaire pour renforcer son attractivité et son ouverture internationale.

Le conseil de perfectionnement remplit son rôle de coordination entre l'université et le DIFCAM. Sa composition est conforme aux attentes, avec la présence de représentants des enseignants, des BIATSS, des étudiants et du monde professionnel. Toutefois, le compte rendu fourni reste très succinct, se limitant à une page, et le dernier document transmis date de juin 2022.

La formation présente un adossement à la recherche très limité. Seuls 2 enseignants-chercheurs en économie (section 05, rattachés à l'UMI SOURCE) interviennent dans la LP, avec un volume horaire total de 67 heures, soit seulement 10 % des heures dédiées aux étudiants. Ce chiffre est bien en deçà des attentes pour une LP. Par ailleurs, l'initiation à la recherche n'est pas formalisée dans un cours spécifique et se limite au suivi des projets tuteurés, ce qui réduit son impact pédagogique.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec les réseaux d'agences bancaires ;
- Une formation en alternance, adaptée aux besoins des employeurs ;
- Un très bon taux de réussite.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant, avec une intervention des enseignants-chercheurs limitée à 10 % du volume horaire ;
- Un taux de poursuite d'études de 100 % en 2022, non analysé et excessif pour une formation professionnalisante dont la vocation est d'assurer une insertion professionnelle directe d'au moins 50 %.

Recommandations

- Augmenter la part des enseignements dispensés par les enseignants-chercheurs afin d'atteindre au minimum 25 % du volume horaire total, pour renforcer l'adossement à la recherche.
- Accroître à au moins 50 % la part des étudiants en insertion professionnelle après leur diplomation, en clarifiant les objectifs d'insertion professionnelle dans la communication auprès des candidats à la LP.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un faible adossement à la recherche (part des enseignants-chercheurs dans les enseignements) ;
- Un taux de poursuite d'études des diplômés excessivement élevé.

LICENCE PROFESSIONNELLE ORGANISATION, MANAGEMENT DES SERVICES DE L'AUTOMOBILE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Organisation, management des services de l'automobile (OMSA)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy et enseignée sur le site de Rambouillet. La LP, accessible uniquement en alternance, propose un seul parcours diplômant. Elle compte pour l'année universitaire 2022-2023, un effectif total de 21 étudiants, encadrés par une équipe pédagogique de 5 enseignants permanents. Un total de 550 heures étudiants est dispensé sur l'ensemble de la formation.

Propos liminaire

L'évaluation de cette LP a été rendue difficile, voire impossible pour certaines références, en raison de données incohérentes fournies par l'équipe. Par exemple, il est indiqué à un endroit du dossier d'autoévaluation (DAE) qu'un seul professionnel assure 80 heures d'enseignement dans la formation, tandis qu'ailleurs, il est mentionné que « les intervenants professionnels ou ex-professionnels représentent 60 % des interventions ». En ce qui concerne la réussite, les données quantitatives requises pour trois années ne sont fournies que pour l'année 2022-2023, avec un taux de réussite affiché de 33 %. Cependant, le compte rendu du conseil de perfectionnement (CP) mentionne un taux de 68,5 % pour cette même année, ce qui reste faible pour une LP. De plus, sur le plan de l'attractivité, le DAE ne fournit pas les informations demandées pour les trois années. Seules quelques données relatives à 2022-2023 figurent dans le compte rendu du CP.

Analyse globale

La LP OMSA se distingue par son fort ancrage professionnel et son adaptabilité aux besoins du secteur automobile. L'alternance et les partenariats avec des acteurs clés de l'industrie assurent une excellente insertion professionnelle pour les diplômés. Cependant, des défis subsistent en termes de performance académique, notamment sur le plan des taux de réussite, et des améliorations peuvent être envisagées pour renforcer l'adossement à la recherche et l'ouverture internationale.

La formation a une orientation professionnelle marquée. La LP OMSA est réalisée exclusivement en alternance, permettant ainsi aux étudiants de mettre en pratique les compétences acquises en classe directement sur le terrain. Le taux d'insertion professionnelle est bon, avec 87 % des diplômés qui trouvent un emploi à la fin de la formation, dont une majorité est recrutée par leur entreprise d'alternance. Cette réussite est soutenue par des partenariats solides avec des entreprises du secteur automobile et des centres de formation comme le Groupement d'apprentissage de la réparation automobile et du cycle (GARAC). Le développement de compétences managériales, commerciales et techniques en lien avec l'après-vente automobile répond aux besoins immédiats du marché. Toutefois, le taux de réponse aux enquêtes devrait être amélioré afin de pouvoir disposer de données quantitatives suffisantes (42 % seulement de réponse à l'enquête d'insertion à 30 mois).

L'adossement à la recherche de la LP OMSA est limité. Les étudiants ne bénéficient pas de dispositifs spécifiques de formation la recherche. Les enseignants-chercheurs (EC) participent aux enseignements, mais l'absence d'intégration plus poussée de la recherche dans les projets étudiants ou dans les activités pédagogiques reste un point faible. En outre, seul un EC en droit (section du Conseil national des universités non précisée) intervient dans la formation en effectuant 70 heures d'enseignements, soit 12,7 % du volume total. Cela est nettement insuffisant pour une formation universitaire.

Le taux de réussite est faible en 2022-2023. Cette situation nécessite une analyse approfondie pour identifier les causes et ajuster les dispositifs d'accompagnement à la réussite.

L'attractivité de la formation en 2022-2023 est moyenne. Pour cette année universitaire, la formation a enregistré 60 candidatures pour 25 admissions, parmi lesquelles 21 étudiants se sont inscrits. La majorité des admis (70 %) sont titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) *Maintenance des véhicules*. Cela témoigne d'un recrutement ciblé. Toutefois, en dépit d'une forte demande des entreprises, le nombre de candidatures et la qualité des dossiers restent insuffisants pour répondre aux attentes du secteur.

L'ouverture internationale de la formation reste un axe de développement. La formation prévoit un enseignement de l'anglais (le volume horaire n'est pas indiqué dans le DAE) ainsi qu'un voyage d'études annuel à l'étranger. Le renforcement des partenariats internationaux et l'élargissement des opportunités de mobilité sortante pourraient être envisagés pour diversifier l'expérience des étudiants et augmenter leur employabilité à l'international.

Le programme de la LP présente une structure globalement cohérente et organisée en blocs de connaissances et de compétences (BCC). Cependant, bien que la formation soit annoncée comme articulée autour de sept blocs, ce nombre semble excessif pour une formation d'une durée d'un an. Par ailleurs, l'évaluation par compétences n'a pas encore été instaurée, et les étudiants ne bénéficient pas d'un portfolio pour suivre l'acquisition et le développement de leurs compétences.

La formation s'appuie sur une démarche d'amélioration continue bien définie et structurée. La LP OMSA a mis en place un CP qui se réunit régulièrement pour évaluer la formation et proposer des ajustements. Les retours des étudiants et des professionnels sont pris en compte dans l'évolution des programmes, notamment pour adapter les contenus pédagogiques et les modes d'évaluation.

Conclusion

Points forts

- Un développement de l'alternance qui permet de favoriser l'acquisition des compétences professionnelles par les étudiants ;
- Une excellente insertion professionnelle des diplômés ;
- Une évaluation interne solide.

Points faibles

- Un adossement à la recherche trop limité, marqué par l'absence d'initiation à la recherche et la participation d'un seul enseignant-chercheur avec un volume horaire insuffisant pour une formation universitaire ;
- Un taux de réussite en baisse ;
- Une autoévaluation lacunaire qui limite la possibilité d'apprécier le pilotage de la formation en collaboration avec l'organisme partenaire ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en intégrant des projets de recherche appliquée pour les étudiants et en intégrant davantage d'enseignants-chercheurs dans les enseignements.

- Améliorer le taux de réussite de la formation, notamment en analysant le profil des étudiants recrutés afin de proposer des dispositifs d'accompagnement à la réussite et/ou de remédiation efficaces.
- Clarifier la répartition des responsabilités dans le pilotage en collaboration avec l'organisme partenaire.
- Développer l'ouverture internationale de la formation.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une participation trop faible des enseignants-chercheurs dans la formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE TECHNICO-COMMERCIAL

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Technico-commercial parcours Management des activités commerciales appliquées au développement durable* de l'université Versailles Saint Quentin-en-Yvelines (USVQ) est une formation portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes-la-Jolie. Cette licence est actuellement gelée depuis deux ans en raison d'un manque d'effectifs (neuf étudiants en 2021-2022) et de la perte d'un partenariat avec la société Véolia.

Propos liminaire

L'évaluation de la formation est très partielle et complexe, car les rares données quantitatives fournies dans le dossier d'autoévaluation ne concernent que l'année 2021-2022. De plus, ce dossier présente de nombreuses lacunes et une qualité insuffisante : les données qualitatives sont réduites au strict minimum et l'analyse requise des données, tant qualitatives que quantitatives, n'a pas été effectuée. De surcroît, de nombreuses incohérences sont relevées entre les différents documents et informations fournis.

Analyse globale

La LP *Technico-commercial parcours Management des activités commerciales appliquées au développement durable*, exclusivement proposée en alternance, forme des technico-commerciaux capables de vendre des solutions sur mesure au client en intégrant dans leur démarche les enjeux du développement durable. Bien que s'inscrivant dans les thématiques d'avenir que souhaite développer l'USVQ (climat et environnement, transition écologique des entreprises) au cœur du projet de campus des métiers et des qualifications porté par l'IUT de Mantes, la LP n'a pas su se montrer suffisamment attractive pour recruter le nombre nécessaire d'étudiants permettant d'assurer sa pérennité. Étonnamment, la LP n'est pas intégrée au sein du BUT *Technico-commercial* du même IUT, bien que ce dernier présente une faible attractivité et n'offre qu'un seul parcours.

La mention bénéficie des compétences d'enseignants-chercheurs (EC) pour initier les étudiants à la recherche.

Quatre EC (trois en section 06 du Conseil national des universités et un en section 71) interviennent dans la formation, ils représentent environ 20 % de l'effectif enseignant permanent. Leur charge d'enseignement est indiquée à 527 heures étudiant. Toutefois, cette valeur est incohérente, car la maquette prévoit 527 heures au total alors que des professionnels interviennent pour 100 heures. Les EC enrichissent leurs enseignements par les résultats de leurs activités de recherche. Le mémoire de fin d'année s'inscrit dans une démarche de recherche (problématique, analyse de la littérature, méthodologie, analyse et discussion des résultats, préconisations).

Il est difficile d'évaluer la qualité des relations entretenues avec le monde socio-économique, car il n'est fait mention d'aucun réseau de partenaires ou de quelconques formes de rencontres. La formation est dispensée uniquement en alternance et peut être obtenue dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Le programme de la licence est conçu pour s'adapter à la réalité commerciale des entreprises locales (le programme est structuré autour de trois axes : vente, pilotage d'affaires, développement durable). L'implication des professionnels est importante avec 10 enseignants professionnels (environ 55 % de l'effectif total) bien qu'ils assurent seulement 100 heures d'enseignement (19 % du volume).

L'ouverture internationale est inexistante en dehors des 30 heures obligatoires d'enseignement de l'anglais. Aucun dispositif de mobilité ou de certification n'est mis en place.

La diversification des pratiques pédagogiques repose sur l'approche par compétences et l'introduction des problématiques numériques et écologiques inhérente à la mention. Les enseignements peuvent être dispensés en mode hybride. Ni la maquette ni les modalités de contrôle des connaissances et des compétences ne sont fournies.

La formation s'appuie sur les enquêtes annuelles du bureau des enquêtes et analyses de l'université qui suit l'insertion professionnelle des diplômés. L'enquête d'insertion à 30 mois pour 2021-2022 a obtenu un taux de réponse de 73 % (8 répondants sur 11 de la promotion 2018-2019 contactés). Les résultats font état d'un taux d'emploi de 87,5 %. Un tableau de bord réalisé sur plusieurs années permet de suivre différents indicateurs portant sur les candidatures et le suivi des candidats et inscrits. En 2021-2022, les neuf étudiants inscrits ont tous obtenu leur diplôme.

La mention de la LP est jugée peu attractive, ce qui incite à une réflexion sur de nouveaux axes à privilégier. Le recrutement est problématique, entraînant des effectifs insuffisants : 10 inscrits en 2017-2018, 13 en 2018-2019, aucun en 2020-2021, et 9 en 2021-2022. Un conseil de perfectionnement s'est tenu en janvier 2024. Son compte rendu souligne une « équipe pédagogique déséquilibrée » et la nécessité de repositionner la formation sur des thématiques de transition énergétique, tout en l'orientant davantage vers des secteurs d'activité industriels. Il n'existe pas de dispositif d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une thématique de mention porteuse et en cohérence avec les impératifs de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ;
- Un bon taux de réussite.

Points faibles

- Une absence de proposition concrète et cohérente d'amendement de la formation afin de pallier son manque d'attractivité, qui s'est traduit par le gel de cette LP ;
- Une incohérence sur la non-intégration de cette LP au BUT *Technico-commercial*, bien que celui-ci soit peu attractif et propose un unique parcours ;
- Une approche par compétences non démontrée ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants.

Recommandations

- Développer des partenariats professionnels solides et renforcer la communication ciblée pour restaurer l'attractivité et répondre aux attentes.
- Intégrer cette LP au sein du BUT *Technico-commercial* afin de renforcer son attractivité.
- Instaurer une approche par compétences en développant des SAÉ et en mettant en place la démarche portfolio.
- Parfaire la démarche d'évaluation interne avec la mise en place d'enquêtes d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'éléments concrets pour remédier au déficit d'attractivité ayant conduit au gel de la formation ;

- Absence d'éléments justifiant le maintien de cette formation en concurrence avec le BUT *Technico-commercial* ;
- Manque d'éléments sur les relations entretenues avec le monde socio-économique ;
- Manque de données fiables sur la participation des enseignants-chercheurs et des professionnels dans la formation ;
- Manque d'éléments sur le programme de la formation.

DIPLÔME DE FORMATION GÉNÉRALE EN SCIENCES MAÏEUTIQUES

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le diplôme de formation générale en Sciences maïeutiques (DFGSMa) de l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), qui confère un grade de licence, est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Simone Veil Santé qui a intégré l'école de sages-femmes de Foch. Les étudiants accèdent à cette formation par le parcours accès spécifique santé (PASS), une licence accès santé (LAS), ou par passerelle. En 2022-2023, ce diplôme compte 594 étudiants inscrits en PASS dont 94 étudiants inscrits en DFGSMa.

Analyse globale

Le département de maïeutique de l'UFR Simone Veil Santé, situé à Montigny-le-Bretonneux, a vu ses effectifs augmenter avec l'intégration des étudiants de l'école de sages-femmes de Foch. L'équipe pédagogique permanente, composée de 14 sages-femmes enseignantes (soit 8,7 équivalents temps plein), fait preuve d'un grand dynamisme et s'est pleinement investie au cours de la période évaluée pour mener à bien ce transfert. Sa compétence pédagogique est également reconnue à l'échelle nationale, notamment par son implication dans la réingénierie de la formation pour la rentrée 2024, en deuxième année (DFGSMa2), avec, en perspective, la mise en place d'un troisième cycle court dans la filière Maïeutique. L'analyse du dossier d'autoévaluation montre le grand sérieux et l'implication forte de l'équipe pour proposer à ses étudiants une formation de qualité.

La formation offre un enseignement à et par la recherche qualitatif, diversifié et progressif. La formation à la recherche est notamment assurée par une sage-femme enseignante-chercheuse (EC) affiliée à une unité de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). L'intégrité et la méthodologie scientifiques sont abordées respectivement par l'utilisation d'outils institutionnels antiplagiat mis à disposition par l'UVSQ (Compilatio) et par des enseignements du personnel de la bibliothèque universitaire. En vue de la production du mémoire en second cycle, les étudiants sont outillés dès le premier cycle (découvertes des *data bases* d'épidémiologie, statistiques, recherche documentaire, lecture critique d'articles, utilisation de Zotéro, méthodologie, anglais médical, formulation d'une problématique en périnatalité). Les étudiants peuvent approfondir ces notions par des unités d'enseignement (UE) optionnelles « initiation à la recherche » au premier semestre et anglais au deuxième semestre. Concernant les enseignements dispensés, 35 EC de différentes disciplines médicales associées interviennent dans la formation à hauteur de 259 heures.

La qualité pédagogique de cette formation professionnalisante est excellente. La maquette est entièrement formulée par compétences sans que la démarche d'approche par compétences (APC) ne soit finalisée. L'équipe enseignante s'est emparée des nouvelles modalités pédagogiques, et propose un DFGSMa2 adapté aux origines diverses des étudiants pour une homogénéisation des connaissances par un programme visant les connaissances fondamentales médicales et celles spécifiques au champ de la maïeutique. La mutualisation des enseignements avec la faculté de médecine va au-delà d'un partenariat classique, avec une formation entre pairs (accouchement inopiné) et des séances en pluridisciplinarité (pédiatrie, obstétrique, anesthésie-réanimation) en vue de construire la collaboration interprofessionnelle en situation clinique complexe. Les étudiants ont la possibilité d'un double cursus (master *Biologie intégrative et moléculaire* de l'UVSQ). Par ailleurs, il existe une offre variée et originale d'UE optionnelles (par exemple, théâtre, sport, langue des signes, humanitaire) valorisées sous forme de crédits ECTS dans la maquette de formation. Les partenariats sont diversifiés avec les établissements de santé et les professionnels libéraux pour l'accueil en stages. Par exemple, des gendarmes participent à des enseignements portant sur les violences.

La formation bénéficie d'une implication sans faille de l'équipe pédagogique qui se traduit par la complétion de plusieurs grandes actions sur la période évaluée, allant d'un audit pour une démarche d'amélioration pédagogique continue jusqu'à de nombreuses formations pédagogiques (dont un master) suivies par les enseignants. L'équipe a répondu à des appels à projets pour améliorer la qualité des enseignements par l'achat de mannequins et de matériels de simulation haute-fidélité, acquisition de boîtiers de vote pour rendre les enseignements plus interactifs, coaching pour une démarche collective en faveur du bien-être des étudiants). Les taux de réussite des étudiants après leur recrutement en DFGSMa varient entre 80 % et 89 %. Une baisse de niveau observée récemment a induit la mise en place d'une certification de compétences cliniques pour le passage en diplôme de formation approfondie (DFA). De nombreux dispositifs d'aide à la réussite et au suivi personnalisé sont mis en place (tutorat, travaux en petits groupes pour l'apprentissage de l'examen et du raisonnement cliniques, adaptation d'emploi du temps).

L'équipe pédagogique produit un pilotage administratif et financier totalement sous contrôle. La gestion financière de la formation est assurée par le département de maïeutique, qui reçoit à la fois une subvention régionale et des fonds provenant de la formation continue. Le coût par étudiant est connu et suivi. Le budget est géré par la directrice en lien avec les services centraux de l'UVSQ et de l'UFR Santé.

L'équipe doit réagir à une baisse d'attractivité de la formation et de la profession de sage-femme qui menace le recrutement de bons étudiants. Suite à la réforme de l'accès aux études de santé, la formation a déploré 13 places non pourvues à la rentrée 2021, 40 places à la rentrée 2022. La baisse d'attractivité du métier de sage-femme est en fait un problème national. L'équipe pédagogique utilise les dispositifs mis à disposition par l'UVSQ pour mieux faire connaître la profession et fait le constat que les études et le métier souffrent d'une réputation de pénibilité et de contraintes. Cependant, si les données fournies ne révèlent aucune analyse du recrutement d'étudiants utilisant leur deuxième chance d'entrer en études de maïeutique depuis les licences, et de la proportion d'étudiants de L.AS ou de PASS ayant choisi les UE obligatoires pour la maïeutique (c'est-à-dire le véritable réservoir d'étudiants souhaitant faire des études de maïeutique), l'équipe mentionne la possibilité d'augmenter les recrutements par voie de passerelle, intégrant des personnes très motivées.

L'équipe pédagogique signale être en sous-effectif. Le dossier fait mention d'un sous-effectif chronique au sein de l'équipe enseignante et administrative compromettant par l'exemple la participation à de nouveaux appels à projets (AAP) pédagogiques. De même, l'équipe ne dispose pas de ressource additionnelle pour assurer l'ingénierie pédagogique pourtant intense dans le cadre de l'actuelle réforme des études de maïeutique et de la création du troisième cycle court.

L'enseignement linguistique insuffisant s'ajoute à une ouverture à l'international limitée. Une UE d'anglais est obligatoire en DFGSMa3 (données variant de 24 à 32 heures selon les sources, mais inférieures à 3 % des enseignements), puis une UE optionnelle est proposée en DFGSMa3. Il n'y a pas de mobilité entrante, et la formation ne bénéficie ni de programme spécifique ni de soutien pour développer ces aspects.

Conclusion

Points forts

- Une très bonne formation à et par la recherche ;
- Un bon démarrage de l'APC incluant des méthodes pédagogiques innovantes ;
- Un pilotage efficient par une équipe pédagogique impliquée et dynamique ;
- Une formation professionnalisante.

Points faibles

- Un enseignement de l'anglais insuffisant ;
- Une perte d'attractivité de la formation ;
- Une insuffisance de ressources humaines pour le pilotage de la formation.

Recommandations

- Renforcer l'enseignement en anglais dans le cadre de la réingénierie de la formation.
- S'emparer des statistiques des étudiants des différentes filières avec accès au DFGSMA pour mieux comprendre les contours du vivier d'étudiants et cibler leur motivation à rejoindre la formation.
- Solliciter le recrutement d'enseignants-chercheurs en maïeutique dans le cadre du processus d'intégration universitaire.

DIPLÔME DE FORMATION GÉNÉRALE EN SCIENCES MÉDICALES

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le diplôme de formation générale en *Sciences médicales* (DFGSM) de l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) qui confère un grade de licence est une formation portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Simone Veil Santé. Les étudiants accèdent à cette formation par le parcours accès spécifique santé (PASS), une licence accès santé (L.AS), ou par passerelle. En 2022-2023, ce diplôme comptait 594 étudiants inscrits en PASS.

Analyse globale

L'équipe pédagogique a dû, pendant la période évaluée, mettre en place la réforme de l'accès aux études de Santé (première année PASS ou L.AS). Le dossier d'autoévaluation fourni est principalement axé sur le fonctionnement du PASS et est très succinct sur le reste du cycle ou sur l'articulation avec les L.AS. La formation a connu, sous l'impulsion de la réforme et d'une double promotion PASS-première année commune aux études de santé (PACES), une forte augmentation des diplômés au grade de licence, atteignant 45 % en 2022-2023. L'équipe pédagogique identifie globalement peu de critères défaillants. Ce rapport bien renseigné montre une bonne implication de l'équipe.

La formation est parfaitement bien implantée dans son environnement académique locorégional et national.

Elle entretient un partenariat solide avec l'université Paris-Saclay pour accueillir des étudiants de PASS en deuxième année du diplôme de formation générale en *Sciences pharmaceutiques* (DFGSP) et avec l'Université Paris-Cité pour la deuxième année du diplôme de formation générale en *Sciences odontologiques* (DFGSO). De par son appartenance à l'UFR Simone Veil Santé, la formation participe aux projets nationaux Hybridium santé (développement d'un premier cycle numérique) et Flexisanté (mise en place d'un tutorat numérique pour la première année en Santé). Ces programmes d'hybridation des enseignements du premier cycle des études de santé sont portés par l'université numérique en santé et sport (Uness). Cette innovation pédagogique numérique est pilotée au niveau régional par l'UFR Simone Veil Santé. En partenariat avec le rectorat de Versailles, la formation participe à une journée des métiers pour les étudiants de PASS.

La professionnalisation est rapidement au cœur de la formation par l'introduction de nombreux stages dès la deuxième année (DFGSM2), y compris un stage d'initiation clinique au cinquième semestre de la troisième année (DFGSM3) valorisé par quatre crédits ECTS. L'équipe s'appuie sur de nombreuses modalités d'enseignement par simulation (ECOS dès le DFGSM3) et discute des décisions de la commission hospitalière sur les choix de stages. L'UE « propédeutique » constitue une spécificité du DFGSM de l'UVSQ, visant à enseigner les gestes techniques de l'examen clinique et à développer des compétences professionnelles. Cet enseignement utilise la méthode *peer physical examination* où chaque étudiant est amené à examiner un autre étudiant. La formation se distingue également par l'UE « présentation des métiers de la santé », obligatoire en PASS.

L'équipe s'est emparée des outils d'innovation pédagogique, action promue par un soutien transversal entre l'université Paris-Saclay et l'UVSQ. Elle a misé sur la dématérialisation des enseignements, utilise une plateforme de supports numériques (THEIA), et propose l'enseignement de l'anglais en PASS en *e-learning*.

Le taux d'entrée en DFGSM2 depuis le PASS est faible et le taux d'échec global est élevé en première année.

En effet, le taux de passage en DFGSM2 depuis le PASS est de 25 %. Des dispositifs d'accompagnement, tels que le tutorat classique et la réorientation, sont en place pour soutenir les étudiants. Toutefois, la situation est

préoccupante en raison d'un taux d'échec élevé : 40 % des étudiants (soit 235 sur 582) n'ont pas validé d'ECTS. En 2022-2023, 126 reçus/collés, soit 21 %, poursuivent en L2, mais l'équipe perd de vue ces étudiants par la suite, tout comme ceux qui s'orientent vers le DFGSP2 et le DFGSO2 dans les universités partenaires (université Paris-Saclay et Université Paris-Cité). Ce constat est alarmant, d'autant plus que le rapport d'autoévaluation mentionne à plusieurs reprises une restructuration envisagée avec un accès en diplôme de formation générale (DFG) uniquement par des L.AS pour le futur plan quinquennal.

L'initiation à et par la recherche est insuffisante en DFGSM. Bien qu'une unité d'enseignement (UE) « introduction à la méthodologie et à la recherche » soit proposée dans le parcours *Rééducation-Réadaptation* du PASS, elle est optionnelle et son contenu, même s'il est pertinent, ne répond pas totalement aux attentes. De plus, même si l'équipe pédagogique, composée d'enseignants-chercheurs (EC), partage certains contenus issus de leurs activités de recherche, cela demeure insuffisant. Une offre classique de parcours recherche optionnel est proposée à partir du DFGSM2 et la lecture critique d'article (LCA) dès le DFGSM3 (recherche clinique uniquement), mais ces dispositifs restent insuffisants pour offrir une véritable initiation à la méthodologie scientifique. L'UE « sciences humaines et sociales » qui enseigne la déontologie dans le cadre de l'exercice médical et les UE optionnelles qui abordent les problèmes d'éthique médicale sont complémentaires d'un enseignement de l'intégrité et de la déontologie scientifiques.

La formation reste évasive sur les outils qui lui permettent d'évaluer la qualité et la diversité du recrutement de ses étudiants en PASS et surtout en DFGSM. Elle a vu une forte augmentation des demandes de néo-entrants qui a plus que doublé sur la période évaluée. Le nombre d'admis en première année PASS témoigne d'une croissance de 45 % des néo-demandes. Au final, 582 candidats acceptent l'inscription en PASS. Ceci est dû à l'attractivité générale des formations de santé. Il existe une commission ParcoursSup au sein de l'UFR, mais son mode de fonctionnement ainsi que les outils mis en place pour l'aide à la sélection des étudiants ne sont pas précisés. Aucune analyse n'est fournie concernant les étudiants issus de L.AS, alors que cela constitue une exigence de la réforme.

Le conseil de perfectionnement (CP) est en place, mais perfectible. Il est pluridisciplinaire, impliquant l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI), le DFGSM, le PASS et L.AS Médecine, *maïeutique*, *odontologie*, *pharmacie* (MMOP), ainsi que la Maïeutique. Le compte rendu fourni fait état des questions des étudiants qui sont prises en compte par l'équipe pédagogique, cependant les enquêtes d'évaluation des enseignements y sont insuffisantes, elles concernent uniquement une épreuve de PASS (oraux sélectifs) avec 44 % de taux de réponse en 2022-2023, en progression par rapport à 2020-2021. L'équipe ne compte pas faire des enquêtes sur les autres enseignements et autres années du cycle, même si elle mentionne des retours d'étudiants qui souhaitent le retour aux enseignements présentiels « à la lumière des évaluations des enseignements par les étudiants ».

L'ouverture à l'international n'est pas une priorité, ce qui se traduit par aucune mobilité sortante d'étudiants du cycle sur la période évaluée. Il y a bien entre 14 et 29 étudiants internationaux en première année, puis 3 à 5 en DFGSM, probablement des étudiants internationaux candidats à l'accès aux études de santé. Un développement de mobilités internationales pour les étudiants du DFGSM à la suite d'accords en préparation avec les universités de Cornell (USA) et Rabat (Maroc) reste à concrétiser.

Les locaux ne sont pas en adéquation avec le nombre d'étudiants. Ce manque de place pourrait compromettre l'innovation pédagogique et la qualité de l'accueil des étudiants en présentiel.

Conclusion

Points forts

- Une formation proactive dans l'innovation pédagogique ;
- Une professionnalisation rapide et diversifiée des étudiants dès le DFGSM2.

Points faibles

- Un taux de réussite global très faible pour le passage en DFG et en licence ;

- Une absence de suivi du devenir précis des étudiants (filières MMOP dans et hors établissement, licences) ;
- Une initiation à et par la recherche insuffisante ;
- Un pilotage et une amélioration continue de la formation perfectibles.

Recommandations

- Adapter les enseignements pour favoriser la réussite des étudiants en PASS, en adéquation avec les exigences des formations partenaires, tant dans les DFG autres que le DFGSM, que les L.AS partenaires.
- Se doter d'outils permettant d'assurer le suivi du devenir des étudiants qui ne poursuivent pas en DFGSM.
- Introduire une initiation à la recherche non optionnelle en s'appuyant sur les outils institutionnels.
- Mettre en place des enquêtes d'évaluation des enseignements dès le PASS et analyser les réponses en fonction de l'origine des étudiants répondants.

LICENCE GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Géographie et aménagement* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences sociales de cet établissement. En 2022-2023, la formation compte 104 étudiants, bénéficiant d'un volume global de 1 533 heures d'enseignement sur tout le cycle, assurées par 6 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Géographie et aménagement* de l'UVSQ est une formation attractive, avec des effectifs stables et de bons taux de réussite grâce à un suivi attentif de ses étudiants. Le faible nombre de titulaires (six) et la forte proportion de vacataires intervenant dans la formation constituent une fragilité. Cela s'explique par la part importante des heures complémentaires assurées par les titulaires, ainsi que par les projets d'équipe et l'adossement à la recherche limités. Toutefois, cette situation favorise des liens étroits avec le monde professionnel. La pédagogie mise en œuvre est adaptée, mais le développement de l'approche par compétences (APC) reste encore embryonnaire.

La formation s'inscrit pleinement dans les orientations et les stratégies pluridisciplinaires de l'UVSQ. Aucune mention n'apparaît cependant sur la participation aux projets de l'établissement financés par appels à projets, notamment en matière d'innovation pédagogique et de numérique.

La licence *Géographie et aménagement* est une formation attractive, qui présente un parcours de formation cohérent. L'analyse des flux d'étudiants, de leur origine et de leur niveau de formation est peu développée dans le dossier d'autoévaluation, bien qu'elle soit présente dans les données du conseil de perfectionnement (CP). La formation bénéficie d'une bonne attractivité régionale (75 % environ des étudiants sont issus des lycées de l'académie de Versailles), avec des effectifs stables (entre 49 et 57 inscrits en première année (L1) sur la période évaluée). La maquette prévoit une orientation progressive et des passerelles vers d'autres formations. Cette licence s'articule en cohérence avec plusieurs formations de l'établissement, avec une attention portée aux mutualisations, notamment avec les mentions *Sociologie, Histoire, Économie, Sciences de la vie et de la Terre, Administration économique et sociale, Études européennes internationales*, et l'ouverture de plusieurs unités d'enseignement (UE) à des formations voisines. Ces mutualisations sont cohérentes. Il n'est pas nécessaire de les augmenter, au vu de la cohérence de la formation et des contraintes d'emploi du temps. Par ailleurs, la formation ouvre des débouchés sur plusieurs masters proposés sur le site Paris-Saclay (*Gestion des territoires et développement local ; Ingénierie de la transition touristiques et écologique, Économie politique et institutions, Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation*). Il est regrettable que l'établissement n'ait pas mis en place d'enquêtes d'insertion et de poursuite d'études à l'issue de la licence. Les chiffres fournis en interne indiquent que plus de 90 % des diplômés poursuivent leurs études en master, sur le site de Paris-Saclay comme dans d'autres universités.

L'équipe met en œuvre des dispositifs pédagogiques variés, adaptés à la formation, mais leur développement se heurte à des limites en termes de moyens humains, matériels et financiers, et l'approche par compétences reste à développer. Les moyens mis en place pour le suivi des étudiants sont adaptés. Les effectifs de la formation permettent un suivi efficace, dès la L1, ce qui limite les décrochages. Des contrats pédagogiques sont systématiquement mis en place. Le dispositif de tutorat, proposé dès la L1, notamment à destination des étudiants inscrits sous condition « oui si », est efficace. Le nombre d'étudiants bénéficiant des dispositifs de remédiation « oui si » est important (9 à 22 selon les années). Ces mesures permettent de suivre les étudiants tout au long de leur scolarité en maintenant un important taux de réussite avec 39 % à 62 % des inscrits en L1, mais 83 % à 95 % des présents aux examens, 70 % à 89 % des inscrits en deuxième année (L2), et 79 % à 100 % des

inscrits en troisième année (L3) pour la période évaluée. Une évaluation des enseignements est systématiquement mise en place, avec un bon taux de retour. Les CP fonctionnent avec régularité et permettent de faire évoluer l'offre de formation. La prise en compte de l'approche par compétences reste cependant encore à travailler. La maquette a été conçue par blocs de compétences, en cohérence avec la fiche de répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Cette formation intègre de très nombreux enseignements répondant à des compétences. Celles-ci restent toutefois très générales, sans réflexion approfondie sur leur articulation et leur progressivité. Le renforcement de l'approche par compétences doit constituer un axe prioritaire, en cohérence avec la politique générale de l'établissement. Par ailleurs, la formation repose sur un nombre limité de titulaires (cinq enseignants-chercheurs et un professeur agrégé), ce qui restreint les capacités d'encadrement des étudiants sur le long terme et le développement de projets d'équipe, représentant ainsi une contrainte majeure. De plus, la formation dispose de moyens matériels limités : l'équipement des salles de travaux dirigés (TD) limite les innovations pédagogiques, et les ressources nécessaires pour les activités de terrain, notamment les terrains et l'instrumentation, restent sous-développées.

L'adossement à la recherche existe, mais doit être renforcé. Il s'effectue principalement au sein des cours de méthodologie ainsi qu'à l'occasion des stages de L3 qui peuvent éventuellement s'effectuer dans des unités de recherche et donner lieu à la rédaction et à la soutenance d'un mini-mémoire. Un renforcement des heures consacrées à l'épistémologie de la géographie et aux méthodologies de la recherche serait bienvenu. La formation s'adosse sur deux unités de recherche : le laboratoire de géographie économique et politique (LIMEEP-PS) et le laboratoire d'économie et géographie (SOURCE UMI 272 UVSQ-IRD), ce qui constitue une richesse. Le faible nombre d'enseignants-chercheurs (cinq) dans la formation limite cependant cet adossement.

La professionnalisation constitue un élément important de la formation. Cette licence entretient des liens réguliers avec le monde socio-économique. De nombreux professionnels interviennent dans la formation, notamment dans les UE formant à des compétences professionnelles (géomatique, urbanisme, environnement, diagnostic territorial). La formation a recours à de nombreux vacataires (un peu moins de la moitié des heures de formation). Cette forte part des professionnels constitue une véritable richesse pour la formation. La préprofessionnalisation est essentiellement menée au sein du dispositif « Étudiant apprenti professeur » (EAP) qui ne concerne que quelques étudiants en L2 et L3, dans le cadre de l'option « professorat » et à l'occasion du stage optionnel de L3. La construction d'un parcours d'orientation et de préprofessionnalisation dès la L1 et L2 serait bienvenue.

La formation a mis en place des dispositifs adaptés pour l'ouverture à l'international. La maquette prévoit 24 heures de langue anglaise ou espagnole par semestre, ainsi qu'un cours optionnel « langue vivante 2 » (LV2), avec sept langues différentes proposées. Le centre d'études et de ressources en langues de l'UVSQ propose par ailleurs des cours à la carte et des certifications. La préparation à la mobilité est assurée par des réunions annuelles organisées à l'échelle de la formation, et des journées dédiées organisées par le service des relations internationales de l'université. Les liens avec les universités étrangères comme les modalités de suivi des étudiants en cours de mobilité ne sont par contre pas renseignés. Le nombre de mobilités sortantes (un à cinq chaque année sur la période) et entrantes (jusqu'à six) tend cependant à prouver que le dispositif mis en place convient.

Le document d'autoévaluation a été rempli avec sérieux, objectivité et sincérité par l'équipe enseignante. Certaines analyses peuvent manquer, mais elles apparaissent heureusement dans le compte rendu du dernier CP.

Conclusion

Points forts

- Un très bon suivi des étudiants, avec de faibles taux d'échec ;
- Une formation bénéficiant d'une bonne attractivité régionale ;
- De nombreux professionnels qui interviennent dans la formation.

Points faibles

- Des moyens humains et matériels limités ;
- Une approche par compétences qui reste à construire ;
- Une faible implication des enseignants dans les dispositifs d'innovation pédagogique mis en place par l'établissement.

Recommandations

- Renforcer les moyens humains et matériels à disposition de l'équipe pour permettre le développement des innovations pédagogiques, notamment en améliorant l'équipement des salles de travaux dirigés et les infrastructures nécessaires aux activités sur le terrain.
- Approfondir l'approche par compétences.

LICENCE HISTOIRE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Histoire* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation rattachée à l'institut des études culturelles et internationales (IECI). La formation propose une spécialisation progressive avec un tronc commun les deux premières années (L1 et L2) et trois parcours possibles en troisième année (L3) : *Journalisme du monde contemporain*, *Culture et patrimoine*, *Enseignement*. En 2022-2023, la formation compte 284 étudiants, bénéficiant d'un volume global de 1 538 heures d'enseignement sur tout le cycle, assurées par 29 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Histoire* de l'UVSQ a été pensée de manière cohérente, avec une bonne réflexion sur la transition entre le lycée, l'entrée dans l'enseignement supérieur et le parcours des étudiants. La professionnalisation, les liens avec la recherche et l'ouverture à l'international font l'objet d'une réelle attention et de dispositifs adaptés. L'innovation constitue sans aucun doute un point fort de cette formation, mais l'approche par compétences (APC) en reste cependant à ses débuts. Ce point mérite une attention renforcée pour accompagner son développement.

Cette formation s'inscrit pleinement dans les orientations et les stratégies pluridisciplinaires de l'UVSQ. L'intégration de la licence au sein de l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay, mention commune avec la licence *Histoire* de l'université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE), répond par ailleurs aux stratégies mises en œuvre par l'université, et conduit depuis l'année dernière à un pilotage commun de la formation avec l'UEVE.

L'architecture de la formation est cohérente et permet de tenir compte de la diversité des étudiants, tout en assurant leur spécialisation progressive. La licence *Histoire* bénéficie d'une forte attractivité régionale, avec une majorité de candidats titulaires du baccalauréat général (environ 60 % à 80 % selon les années). Cette attractivité est permise par des liens importants avec les établissements du secondaire. Les dispositifs mis en œuvre, notamment les contrats pédagogiques, qui sont systématisés, et les dispositifs de remédiation destinés aux étudiants inscrits sous condition « oui si » (essentiellement du tutorat), permettent de prendre en compte la diversité des profils et d'adapter les parcours de formation. Les données fournies par l'établissement, confortées par celles recueillies en interne, permettent de suivre et d'analyser la qualité de la réussite étudiante. Les effectifs de L1 sont légèrement en hausse (149 à 166 étudiants inscrits de 2020 à 2022). Le taux de passage de la L1 à la L2 est proche de 50 %, tandis que celui de la L2 à la L3 approche les 90 %. Ces taux confirment la qualité du suivi des étudiants tout au long de leur parcours. De nombreuses mutualisations existent avec les autres licences en sciences humaines et sociales (SHS) de l'UVSQ, avec des possibilités de passerelles et un accès au parcours licence accès santé (L.AS). Cette formation est donc ouverte sur d'autres domaines des lettres, des langues et des SHS, au sein d'unités d'enseignement (UE) spécifiques (options *Histoire de l'art et de la musique*, *Lettres et cultures étrangères*, *Géographie*, *Anthropologie*, *Sociologie* et *Économie*). Ces UE sont pertinentes, elles permettent une ouverture progressive tout en ménageant des possibilités de réorientation. Cette formation débouche par ailleurs sur plusieurs masters proposés par l'UVSQ et Paris-Saclay (*Histoire culturelle et sociale*, *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation*, *Administration culturelle et gestion des archives*, *Management des organisations culturelles et artistiques*, *Sciences politiques*, *Ingénierie de la transition touristique et environnementale*). Il est toutefois regrettable que l'établissement n'ait pas mis en place d'enquêtes d'insertion et de poursuite d'étude à l'issue de la licence. La formation définit enfin un processus continu d'évaluation interne et d'amélioration, par l'intermédiaire notamment des conseils de perfectionnement (CP) et des réunions de département. Les dispositifs mis en place sont adaptés, mais l'évaluation interne reste à formaliser.

L'innovation pédagogique constitue un point fort de la formation, avec un important engagement de l'équipe enseignante. Toutefois, l'approche par compétences (APC) reste encore à un stade embryonnaire. L'équipe pédagogique développe des pratiques pédagogiques variées, en lien ou en dehors du dispositif « oui si », telles que la pédagogie inversée, la pédagogie par projets, et l'utilisation du numérique. Elle est par ailleurs fortement impliquée dans des projets d'innovation pédagogique portés par l'établissement dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir (PIA). Ces financements ont permis de mener à bien des projets spécifiques, comme un e-manuel en accès libre (open access). La maquette a été structurée en blocs de connaissances et de compétences (BCC), en cohérence avec la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). L'équipe pédagogique veille à clarifier les compétences disciplinaires, transversales et professionnalisantes, évaluées dans chaque UE, notamment dans les documents distribués aux étudiants (livret de l'étudiant par exemple). Toutefois, l'APC reste encore à ses débuts. L'élaboration prochaine d'un référentiel commun de compétences est annoncée, dans le cadre de la fusion de la mention avec l'UEVE. L'APC devra être un objectif de la prochaine quinquennale.

L'adossement à la recherche est bien pris en compte dans la formation. L'initiation à la recherche est assurée au sein de plusieurs UE (historiographie, projet de recherche documentaire, cours sur projets), pour un nombre d'heures important (216 heures). Elle est aussi permise par un stage en unité de recherche, proposé au sein du parcours *Culture et patrimoine*. La progression a été pensée à l'échelle de l'ensemble de la licence, avec une progressivité des apprentissages de la L1 à la L3 et une vraie cohérence des enseignements. La formation est assurée par 17 enseignants-chercheurs (EC) titulaires et un attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) issus des sections 21 et 22 du Conseil national des universités (CNU), auxquels s'ajoutent 11 EC extérieurs à la discipline (sections 04, 09, 11, 23 et 34) qui assurent les enseignements d'ouverture. Une forte intégration des doctorants contractuels est à noter, avec la participation de huit doctorants dans la formation, ce qui permet de renforcer l'ouverture à la recherche.

L'équipe pédagogique est attentive au suivi de la professionnalisation des étudiants. La formation entretient des liens étroits avec les acteurs du territoire, issus du monde de la culture, des médias et de l'enseignement. Ces liens se concrétisent dans des interventions, des stages, et la participation de professionnels aux CP. La part des professionnels non académiques a été renforcée (13 intervenants assurant un total de 133 heures). La formation à l'insertion professionnelle est pensée en progression de la L1 à la L3, avec une UE de projet professionnel d'études et d'insertion (PPEI) en L1, un stage obligatoire en L2 (et éventuellement en L3) et des UE professionnalisantes. L'engagement est aussi pris en compte.

L'ouverture à l'international est importante, avec des dispositifs adaptés. La formation met en œuvre des moyens cohérents pour l'acquisition des compétences linguistiques, en lien avec les projets professionnels des étudiants. Elle propose 24 heures de langues par semestre, avec un choix de plusieurs langues. Elle intègre aussi des cours disciplinaires en langue étrangère, pour un volume total de 120 heures, ce qui est remarquable. Les certifications sont assurées par le centre de langues, mais elles ne sont pas obligatoires. Le département dispose d'une référente à la mobilité, qui assure la promotion de l'ouverture à l'international et le suivi des étudiants en mobilité, en appui avec les dispositifs mis en place à l'échelle de l'établissement. La formation bénéficie de nombreux accords de mobilité en Europe ou hors Europe (une quarantaine au total), qui permettent chaque année des mobilités entrantes et sortantes, en nombre appréciable (deux à huit mobilités sortantes et deux à cinq mobilités entrantes sur la période évaluée). Une marge de progression existe surtout en ce qui concerne la mobilité enseignante qui reste très limitée (une mobilité sortante, quelques enseignants invités sur la période évaluée).

Conclusion

Points forts

- Une formation attractive ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une bonne cohérence de l'architecture de la formation ;
- Une équipe pédagogique engagée dans l'innovation pédagogique ;
- Une solide ouverture à l'international.

Points faibles

- Une absence de suivi de la poursuite d'études et de l'insertion ;
- Une évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants à formaliser ;
- Une approche par compétences à construire.

Recommandations

- Mettre en œuvre le suivi et l'analyse du devenir des étudiants en mobilisant notamment les outils déployés par l'établissement.
- Mettre en œuvre des dispositifs formalisés d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants au niveau de l'établissement et/ou de la formation.
- Approfondir l'approche par compétences.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE CHIMIQUE – GÉNIE DES PROCÉDÉS

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie chimique-génie des procédés (GCGP)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation en trois ans, comprenant deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Conception des procédés et innovation technologique (CPIT)* et *Contrôle qualité, environnement et sécurité des procédés (CQESP)*. Entre 2021 et 2023, seul le parcours CPIT a été ouvert. La formation est portée par l'institut universitaire de technologies (IUT) de Vélizy et les enseignements ont lieu sur le site de Rambouillet. La formation contient 2 000 heures d'enseignement, 600 heures de projet tutoré et 26 semaines de stages. En 2022-2023, elle compte 41 étudiants dont 25 inscrits en première année (BUT1) et 16 en BUT2. La troisième année de BUT (BUT3) sera proposée en alternance à partir de 2024.

Propos liminaire

Des données contradictoires sur la réussite en BUT1 rendent difficile son évaluation.

Analyse globale

Le BUT CGCP de l'UVSQ, dans le cadre de son intégration dans l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay, est en adéquation avec la stratégie de l'établissement. Il soutient l'accompagnement à la construction du parcours et à l'orientation (projet personnel et professionnel), favorise l'ouverture à l'international, et répond à l'organisation pédagogique de la formation. La formation diversifie ses pratiques pédagogiques, en bénéficiant notamment de la mutualisation des équipements. Cependant, l'implication des professionnels reste insuffisante pour une formation à visée professionnalisante.

L'ouverture à l'international est un point fort. La formation a conventionné avec des institutions universitaires à l'étranger (Boston aux USA, Québec et Montréal au Canada), ce qui permet des mobilités sortantes sous forme de stages en BUT2 (cinq étudiants en 2021-2022 et sept étudiants en 2022-2023). Une réflexion est en cours pour développer des échanges de semestres (mobilités entrante et sortante) et mettre en place des projets communs. Un enseignement d'anglais écrit et oral, technique et professionnel, est intégré à la maquette (96 heures en BUT1 et BUT2). La certification TOIEC est obligatoire pour les étudiants de BUT3, avec une prise en charge du coût financier par l'IUT.

L'adossement à la recherche est garanti grâce à l'implication de trois enseignants-chercheurs (EC) pour 576 heures étudiants. Cet environnement favorise l'accueil d'étudiants en stage (non chiffré), notamment au sein de l'Institut Lavoisier de Versailles et du laboratoire de génétique et biologie cellulaire de l'UVSQ.

L'environnement socio-économique demande à être consolidé. De nombreux partenariats avec des industries en adéquation avec la formation ont été développés ces dernières années, permettant l'accueil d'étudiants en stage (non chiffré) et l'organisation de visites de sites industriels (deux à trois par an). Cependant, ces partenariats ne font pas l'objet de conventions. L'implication des professionnels dans la formation reste faible pour une formation professionnelle (4 professionnels pour 134 heures étudiants sur les deux premières années de formation). Leur participation aux soutenances de stages et à l'encadrement des projets professionnels personnalisés (PPP) est toutefois appréciée.

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, dans le respect du programme pédagogique national du BUT GCGP. Elle s'inscrit dans une approche par compétences. Les situations

d'apprentissage (SAÉ) et les modalités d'évaluation des compétences sont présentées, mais le volume d'enseignement en lien avec l'adaptation locale n'est pas précisé. Par ailleurs, la part des étudiants disposant d'un portfolio via l'application Mahara, permettant le suivi de l'acquisition de leurs compétences, est en augmentation sur la période évaluée. Pour tous les étudiants de BUT1, la formation inclut également la possibilité de suivre le projet Voltaire dans le cadre d'un module de communication, et la culture de la sécurité en laboratoire. Aucun stagiaire de formation continue n'est accueilli dans la formation, pourtant structurée en blocs de connaissances et compétences (BCC). Il serait pertinent de développer la formation continue pour mieux identifier les besoins des entreprises, et ainsi actualiser le programme de formation (adaptation locale) pour les étudiants.

La formation développe et diversifie ses méthodes et pratiques pédagogiques. En complément des modalités d'enseignement classique, les étudiants utilisent des outils numériques adaptés aux domaines du GCGP (AZ procédés, Autocad, Scilab) pour l'ensemble des SAÉ. L'enseignement à distance concerne 42 heures de la formation, les salles d'enseignement équipées de tableaux numériques interactifs étant connectées pour la visioconférence. La formation GCGP nécessitant de gros équipements, des collaborations ont été mises en place avec l'UFR des Sciences (départements Chimie et Physique) où l'IUT a investi dans les équipements de travaux pratiques en mécanique des fluides. De même, une convention avec l'IUT d'Orsay permet l'utilisation de la halle génie chimique. La réforme des programmes de lycées et les profils d'étudiants qui en découlent ont nécessité une adaptation locale, dans le cadre d'une SAÉ, permettant l'introduction d'heures de remise à niveaux théoriques en mathématiques, physique et chimie. Le tutorat, assuré par des étudiants de BUT2 et BUT3, est proposé aux étudiants du BUT1.

Malgré un nombre élevé de candidatures (400 candidatures pour une sélection de 240 en moyenne en liste principale), la capacité d'accueil (26) n'est pas atteinte, avec un nombre d'inscrits en BUT1 sur les deux années d'ouverture de 20 et 25. La formation ne répond pas aux objectifs fixés par le rectorat en matière d'accueil des baccalauréats technologiques, notamment ceux en Sciences et technologies de laboratoires (10 % et 12 % sur les deux dernières années). Cette situation est attribuée au faible vivier de cette spécialité en Île-de-France, bien que de nombreux dispositifs d'information et d'orientation soient mis en place avec une participation active de l'équipe (journée portes ouvertes, présentations aux lycées des départements environnants, travaux pratiques d'immersion pour les lycéens).

La réussite des étudiants, très bonne en BUT2, n'est pas interprétable en BUT1. Les données chiffrées sur la réussite en BUT1 indiquent une forte baisse du taux sur les deux années d'ouverture, avec respectivement 75 % et 36 %. Le pourcentage pour 2022-2023 ne correspond pas avec les données fournies à mi-année dans le compte rendu du conseil de perfectionnement (CP), qui indiquait un taux de 60 % au premier semestre. En revanche, le taux en BUT2 est très bon (82 %) pour la seule année évaluée.

L'insertion professionnelle et la nature des poursuites d'études ne sont pas renseignées, en raison de l'absence de diplômés due à la mise en place récente du BUT. Toutefois, à la lecture du compte rendu du CP, un point de vigilance est soulevé concernant la possible poursuite d'étude visée en écoles d'ingénieurs à l'issue du BUT2. Une insertion professionnelle satisfaisante, conforme aux exigences nationales, est attendue.

La démarche d'amélioration continue mise en place est perfectible. L'évaluation des enseignements, sous forme de questionnaire rempli par les étudiants, suscite des interrogations sur la méthodologie compte tenu du taux de réponse moyen (70 % et 66 % sur les deux dernières années) pour une formation à faible effectif. Le CP est conforme dans sa composition, bien qu'un seul professionnel y participe. Il est suggéré de nommer des suppléants pour pallier cette absence. Les taux de réussite, les difficultés rencontrées et les perspectives d'évolution proposées font l'objet d'un compte rendu.

Conclusion

Points forts

- De nombreux partenariats industriels « cœur de métier » ;
- Une bonne participation des enseignants-chercheurs dans la formation ;
- Une mutualisation des équipements au service de pratiques pédagogiques adaptées à la formation ;
- Une bonne ouverture à l'international.

Points faibles

- Une faible attractivité, en particulier auprès des étudiants issus des baccalauréats technologiques ;
- Une faible participation des industriels dans la formation (heures d'enseignement, conseil de perfectionnement).

Recommandations

- Accroître la visibilité de la formation, en particulier auprès des étudiants issus des baccalauréats technologiques, en diversifiant les actions d'information pour mettre en avant les débouchés et les avantages spécifiques du BUT *Génie chimique-génie des procédés*.
- Augmenter la participation des professionnels « cœur de métiers », par exemple en établissant des conventions avec les industries.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE CIVIL – CONSTRUCTION DURABLE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable (GCCD)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes. La formation propose deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Travaux bâtiment (TB)* et *Travaux publics (TP)*. La formation est proposée exclusivement en alternance, dès la première année (BUT1). En 2022-2023, la mention compte 38 étudiants : 22 en BUT1 et 16 en BUT2. La formation fait appel à 3 enseignants permanents et propose un volume de 1 774 heures d'enseignement.

Analyse globale

Le BUT GCCD de l'UVSQ occupe une place cohérente dans l'offre de formation de premier cycle de l'UVSQ et s'aligne avec la stratégie de formation de l'établissement, tout particulièrement en matière de professionnalisation et de lien avec le monde socio-économique. La formation, proposée exclusivement en apprentissage et accueillant un effectif réduit, est par nature pluridisciplinaire et interdisciplinaire. Cependant, l'absence de salle dédiée à la manipulation pour les travaux pratiques soulève des questions sur la pédagogie de cette formation du domaine technique.

La formation se construit dans un périmètre bénéficiant d'un adossement à la recherche relativement pauvre, se limitant à la présence de 2 enseignants-chercheurs (EC) qui assurent cependant 600 heures, soit 33,8 % du volume horaire. Parmi les deux EC, seul l'un d'eux appartient à la section 60 du Conseil national des universités (CNU) qui correspond au cœur de métier de la formation, sans précision sur le volume horaire associé, tandis que l'autre relève de la section 28.

L'environnement socio-économique est présent, mais demande à être consolidé. La formation est construite sur un bassin industriel riche et répond au besoin des entreprises locales étant donné son ouverture exclusivement à l'alternance dès la première année. De nombreux intervenants professionnels (10) font partie de l'équipe pédagogique, ils représentent 77 % de l'équipe et assurent des enseignements spécifiques de professionnalisation pour 22,5 % du volume horaire total de la formation. Toutefois, l'environnement socio-économique de la formation n'est ni décrit ni formalisé avec les fédérations et entreprises partenaires.

Le programme du BUT GCCD est cohérent avec les objectifs de la formation et permet une bonne réussite aux étudiants. Il est construit autour de cinq blocs de connaissances et compétences (BCC) en BUT1 et BUT2, et trois BCC en BUT3. Le rythme d'alternance est correct et prévoit trois semaines de formation universitaire et trois semaines en entreprise. Par ailleurs, aucune certification PIX n'est proposée aux étudiants, mais le e-portfolio est proposé à l'ensemble de la promotion étudiants. Le taux de réussite est très bon en BUT1, compris entre 80 % et 82 % entre 2021-2022 et 2022-2023, et excellent en BUT2 avec un taux de 100 % en 2022-2023.

La formation développe peu son attractivité. Un fort taux de pression est indiqué (700 dossiers pour 30 places), mais les effectifs restent faibles sur la période évaluée, entre 20 et 24 apprentis en BUT1. Aucune information n'est fournie concernant la participation de l'équipe pédagogique à des dispositifs d'information et d'orientation à destination des lycéens.

L'enseignement des langues étrangères est limité à un enseignement disciplinaire de 16 heures. Toutefois, les étudiants peuvent bénéficier à la fin de leur formation d'une certification TOEIC mise en place par l'IUT, bien

que cela ne soit pas accompagné d'un enseignement approfondi de l'anglais dans le cadre du BUT. Par ailleurs, aucune préparation à la mobilité n'est prévue.

La formation dispose de moyens nettement insuffisants pour atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement est extrêmement faible, d'autant plus que les titulaires sont chargés des enseignements de projet personnel et professionnel (PPP), du portfolio et du suivi des apprentis en entreprise. L'équipe pédagogique est composée d'un enseignant de second degré et de deux EC qui interviennent également dans les deux parcours de la LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*. Les chiffres relatifs à la soutenabilité de la formation révèlent une rationalisation des coûts due à la petite taille de l'équipe pédagogique davantage qu'à un choix. Par ailleurs, le volume horaire pour la troisième année (393 heures) est inférieur au minimum requis pour une formation diplômante en alternance, qui doit dépasser 400 heures par an.

La formation n'a pas mis en place de processus d'évaluation interne permettant une évolution dans une démarche d'amélioration continue. Les enquêtes d'évaluation des enseignements par les apprentis devraient être réalisées par le centre de formation d'apprentis (CFA), mais aucune mention n'en est faite. Par ailleurs, la composition du conseil de perfectionnement (CP) ne comprend aucun intervenant du monde socioprofessionnel. Les résultats d'évaluations, comme les autres indicateurs utiles (effectifs, taux de réussite, taux d'insertion, taux de satisfaction), ne sont pas analysés par le CP l'empêchant de jouer pleinement son rôle. De plus, aucune information n'est fournie ni sur la fréquence des réunions du CP, ni sur la date du compte rendu fourni.

Conclusion

Points forts

- Une formation pertinente, conçue en adéquation avec les besoins du domaine du génie civil ;
- Une formation accessible en apprentissage.

Points faibles

- Un taux d'encadrement beaucoup trop faible ;
- Une faible attractivité ;
- Une démarche d'amélioration continue quasi inexistante (conseil de perfectionnement qui n'intègre pas d'acteurs du monde socio-économique, absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants) ;
- Un enseignement de langue étrangère quasi inexistant.

Recommandations

- Augmenter les effectifs de l'équipe pédagogique afin d'assurer un meilleur suivi des étudiants, en particulier pour les accompagner dans leurs projets et garantir un encadrement de qualité face à l'accroissement des missions liées à la pédagogie et au pilotage de la formation.
- Veiller à renforcer l'attractivité de la formation.
- Mettre en place une véritable démarche d'amélioration continue en instaurant un conseil de perfectionnement intégrant des acteurs du monde socio-économique qui se réunisse régulièrement, et mettre en place des enquêtes formalisées et systématiques d'évaluation des enseignements par les apprentis.
- Augmenter le volume horaire consacré à l'apprentissage de l'anglais.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux d'encadrement beaucoup trop faible, avec un seul enseignant-chercheur issu de la section disciplinaire cœur de métier dans l'équipe pédagogique ;
- Une faible attractivité ;
- Une démarche d'amélioration continue quasi inexistante (un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas d'acteurs du monde socio-économique, une absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants) ;
- Un enseignement de langue étrangère quasi inexistant.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE ÉLECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle (GEII)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy. La formation propose deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Automatismes et informatique industrielle (All)* et *Électronique et systèmes embarqués (ESE)*. Un troisième parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie (EME)* pourrait être ouvert en fonction des candidatures. En 2022-2023, la mention compte 107 étudiants : 62 en première année (BUT1) et 45 en BUT2. La formation fait appel à 12 enseignants permanents et propose un volume de 2 000 heures d'enseignement.

Analyse globale

Le BUT *GEII* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UVSQ et est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement, tout particulièrement sur les plans de la professionnalisation et du lien avec le monde socio-économique. La formation propose une diversité de parcours (*All*, *ESE* et *EME*, ce dernier est définitivement fermé à la rentrée 2024 par manque de candidats) et une ouverture à l'apprentissage dès le BUT2. Cependant, l'implication des professionnels reste insuffisante pour une formation à visée professionnalisante, et un processus d'évaluation interne fait défaut pour soutenir l'amélioration continue. Cette formation, future composante de l'école universitaire de premier cycle Paris-Saclay, devra trouver sa place face aux deux autres BUT *GEII* (Cachan et Évry) présents au sein de cette université.

La formation est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Elle s'inscrit pleinement dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement, en particulier celles liées aux projets du programme d'investissements d'avenir (PIA) liés au projet « Hydrogène et technologies avancées des systèmes énergétiques pour une énergie durable en Île-de-France » (HTASE) et au campus des métiers et des qualifications (CMQ) de l'énergie circulaire et de la mobilité. Elle offre des compétences complémentaires des autres BUT présents sur le site de l'IUT ou à l'IUT de Mantes. Des passerelles sortantes sont possibles au sein de l'institut des sciences et techniques des Yvelines (école d'ingénieurs de l'UVSQ) dans la spécialité Mécatronique ou Systèmes embarqués. Des partenariats ont été mis en place avec le lycée Jules Ferry de Versailles et le lycée Louis Bascan de Rambouillet pour favoriser les passerelles entrantes (ou sortantes).

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche avec une sensibilisation à la recherche à travers l'intervention de 7 enseignants-chercheurs de la spécialité qui assurent 400 heures d'enseignement ; 5 d'entre eux relèvent de la section 61 du conseil des universités (CNU) tandis que les deux autres appartiennent à la section 63. La formation bénéficie aussi de la promiscuité avec le laboratoire d'ingénierie des systèmes de Versailles (LISV) permettant aux étudiants de faire des visites du laboratoire et de réaliser des projets en lien avec les activités de recherche menées.

La formation se développe à l'international, bien qu'elle n'ait pas encore établi de conventions bilatérales avec des institutions universitaires à l'étranger. Cependant, un projet est en cours avec la Belgique et la Haute école en Hainaut à Mons, partenariat déjà mis en place à travers un financement Erasmus, et avec l'École technologique supérieure de Montréal. Le BUT propose également des semestres à l'étranger (Canada ou Vietnam). La formation accueille cinq à six étudiants étrangers via la plateforme Études en France.

L'environnement socio-économique est présent, mais demande à être consolidé. La formation est construite sur un bassin industriel très riche répondant au besoin des entreprises locales. L'originalité des interventions des

professionnels est notable, puisqu'ils interviennent au nom de leur entreprise, en utilisant leurs outils professionnels. Par exemple, des institutions telles que le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), MBDA ou CODRA proposent des séminaires, des visites de leurs sites, et, pour certaines, des travaux pratiques (TP). D'autres, comme la FEV, dispensent des formations sur leur logiciel métier. Cependant, l'implication des professionnels dans la formation reste trop marginale pour une formation professionnelle (14 enseignants vacataires réalisent 100 heures, soit un volume d'enseignement très inférieur au 25 % attendu en licence professionnelle). La formation est proposée en apprentissage à partir du BUT2. Il n'y a pas eu de validation des acquis de l'expérience (VAE), ni de stagiaire de la formation continue sur la période évaluée. Cependant, le département propose aux industriels des formations courtes et qualifiantes. Le développement de la formation continue est en réflexion dans le cadre de projets structurants (HTASE et CMQ énergie durable).

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, dans le respect du programme pédagogique national du BUT GEII, mais elle n'est pas très attractive en BUT1. Elle s'inscrit dans une approche par compétences, avec des situations d'apprentissage (SAÉ) et des modalités d'évaluation des compétences clairement définies. L'équipe pédagogique s'est appropriée progressivement ces nouvelles modalités. Malgré un nombre de dossiers Parcoursup assez stable, avec environ 1 200 candidatures (dont 720 classées) pour une soixantaine de places, la formation a du mal à recruter et doit recourir à la procédure complémentaire. Le recrutement des bacheliers technologiques (30 %) est en deçà des quotas imposés par le rectorat. Les dossiers proviennent essentiellement de la région Île-de-France, 20 % sont des candidats en reconversion, venant des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) ou d'autres formations BUT.

La formation suit la réussite de ses étudiants en mettant en place des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite (remédiation en calcul mathématique, encadrement soutenu), bien que l'insertion professionnelle ne soit pas renseignée, en raison de l'absence de diplômés due à la mise en place récente du BUT. Le taux d'échec en BUT1 est de 30 % (dû en partie à des abandons), tandis qu'en BUT2, le nombre d'échecs devient très faible. En 2023, un nombre important de réorientations a été observé à l'issue du quatrième semestre (plus de 50 % de la promotion, notamment vers des écoles d'ingénieurs). Cette tendance a conduit à une réduction des effectifs du BUT3 pour l'année 2023-2024, qui se limite désormais à une vingtaine d'étudiants.

La formation, bien qu'elle doive rester attractive et diversifiée dans son offre pour faire face à la concurrence de deux BUT GEII proches (dont celui de Cachan, réputé au niveau national), dispose de moyens insuffisants pour lui permettre d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Avec 12 enseignants permanents (dont certains ont des décharges) et une vingtaine de vacataires (pour environ 120 étudiants), la formation se considère comme sous-encadrée. En effet, avec la diversité des parcours proposés (deux parcours ouverts, la possibilité d'ouvrir un troisième, et l'alternance en BUT2 et BUT3), la formation doit gérer six groupes travaux dirigés (TD) et neuf groupes de TP pour les BUT1 et BUT2, représentant une centaine d'étudiants. Cela nécessite un taux d'encadrement supérieur à sa capacité. Cependant, certains parcours ont des effectifs réduits (en BUT2, 19 étudiants en formation initiale, dont 5 dans le parcours AI et 14 dans le parcours ESE). Le département est conscient de cette surcharge et a pour objectif d'optimiser les ressources enseignantes en mutualisant des enseignements entre parcours. De même, chaque année est discutée l'ouverture du troisième parcours (EME).

La formation a un processus d'évaluation interne qui doit être amélioré afin de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Le taux de réponse du questionnaire d'évaluation est très bon (plus de 90 % en 2021-2022 et 65 % en 2022-2023). Le conseil de perfectionnement est mis en place et répond aux attentes en termes de sujets abordés, mais ne respecte pas la composition requise, car il manque un représentant étudiant et ne compte qu'un seul représentant du monde socioprofessionnel.

Conclusion

Points forts

- Une diversité de l'offre de formation (potentiellement les trois parcours du BUT GEII) ;
- Un apprentissage dès le BUT2 ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Un faible nombre d'intervenants professionnels dans la formation ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre qu'un seul représentant du monde socio-économique et aucun étudiant ;
- Une faible attractivité dans un environnement concurrentiel.

Recommandations

- Impliquer davantage d'intervenants extérieurs du cœur de métier dans la formation.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement qui intègre des représentants étudiants pour chaque parcours ainsi que des professionnels.
- Définir la spécificité de la formation au sein de l'université Paris-Saclay pour augmenter son attractivité et rationaliser son offre.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un trop faible volume d'heures enseignées par des intervenants professionnels dans la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE INDUSTRIEL ET MAINTENANCE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie industriel et maintenance (GIM)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes. La formation propose deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Mécatronique et Maintenance*. En 2022-2023, la mention compte 73 étudiants : 42 en première année (BUT1) et 31 en BUT2. La formation fait appel à 6 enseignants permanents et propose un volume de 2 000 heures d'enseignement.

Analyse globale

Le BUT GIM a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Il évolue dans la même structure que le campus des métiers et des qualifications (CMQ) « industrie circulaire de la mobilité ». Il propose de nombreuses innovations pédagogiques tout en bénéficiant de l'expérience professionnelle d'intervenants issus de grands groupes industriels. En revanche, le BUT GIM n'a aucune ouverture vers l'international, l'implication des professionnels reste insuffisante pour une formation à visée professionnalisante, et un processus d'évaluation interne fait défaut pour soutenir l'amélioration continue.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, grâce à l'intervention de 8 enseignants-chercheurs (EC) du cœur de métier (issus des sections 28, 60, 61, 62 et 63 du Conseil national des universités (CNU)), qui assurent 1 400 heures d'enseignement. La formation propose aussi des activités de recherche et de développement dans le cadre des projets tuteurés et de visite de sites de recherche et de développement (Safran, ArianeGroup, Technocentre de Renault, siège de Stellantis).

L'environnement socio-économique est présent, mais demande à être consolidé, car l'implication des professionnels dans la formation reste en deçà des attentes pour une formation professionnelle. La formation collabore avec de grands groupes, leader à l'international dans leurs domaines (Renault, ArianeGroup, Safran), ce qui assure un enseignement adapté aux besoins du monde industriel. Toutefois, seulement 4 professionnels interviennent, pour un total de 300 heures, soit 15 % du volume horaire total d'enseignement. Par ailleurs, l'apprentissage, proposé dès le BUT2, est en pleine expansion, avec une augmentation du nombre d'apprentis en BUT2, passant de 16 à 26. Cependant, aucune inscription n'a été réalisée dans le cadre d'une validation des acquis de l'expérience (VAE) ni pour des stagiaires en formation continue, durant la période de référence.

La formation ne présente pas d'ouverture à l'international, de mobilité étudiante, ni de partenariat avec des universités étrangères. La formation dispense cependant 120 heures d'anglais et la certification TOIEC est mise en place pour les étudiants de troisième année (BUT3).

La formation, construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs et respectant le programme pédagogique national du BUT GIM, propose une grande diversité de pratiques pédagogiques et présente une attractivité moyenne, mais reste sélective. Elle s'inscrit dans une approche par compétences, avec des situations d'apprentissage (SAÉ) et des modalités d'évaluation des compétences clairement définies. Certains cours sont enregistrés en vidéos pour une utilisation asynchrone, avec 100 heures de cours dispensées en visioconférences et tous les contenus disponibles en formats numériques. Des travaux pratiques sont réalisés sur des véhicules électriques et des plateformes pédagogiques, et des approches pédagogiques innovantes, telles que l'enseignement en classe inversée et les jeux sérieux, sont également développés. En 2022-2023, parmi 355 dossiers Parcoursup, 128 ont été classés pour 42 places, et 40 étudiants se sont finalement inscrits. La formation accueille 30 % de bacheliers technologiques, un taux en baisse en raison de l'orientation croissante de ces candidats vers des formations délivrant des brevets de technicien supérieur (BTS).

La formation suit la réussite de ses étudiants en mettant en place des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite, et dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'échec en BUT1 est de 30 %, en partie à cause des abandons et des réorientations, mais ce taux devient très faible en BUT2 (inférieur à 5 %). Pour encadrer les 90 étudiants, la formation se base essentiellement sur un vivier de 13 enseignants (6 internes au département et 7 provenant d'autres composantes de l'UVSQ) et 18 vacataires (dont 4 intervenants professionnels du milieu socio-économique). Elle bénéficie également de nombreux financements d'État et d'institutions, favorisant son bon développement : notamment le projet MUTER, financé par l'opérateur de compétences interindustriel (OPCO2i), et un financement obtenu en tant que lauréate de l'appel à projet OSER/Transformer de Paris-Saclay.

La formation ne définit aucun processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. La formation n'organise pas l'évaluation des enseignements ni de la formation par les étudiants. Le conseil de perfectionnement n'est pas conforme dans sa composition. Il ne comprend ni étudiants ni professionnels, et se compose uniquement de deux enseignants et d'un membre du personnel administratif et technique de l'enseignement supérieur et de la recherche (Biatss). De plus, aucune analyse n'a été réalisée et aucun relevé de décision n'a été rédigé.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche ;
- Une grande diversité de pratiques pédagogiques ;
- Des moyens permettant des innovations pédagogiques.

Points faibles

- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre ni étudiant ni représentant du monde socio-économique ;
- Un processus d'évaluation interne inexistant ;
- Un faible nombre d'intervenants professionnels dans la formation ;
- Une absence d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Instaurer une démarche d'amélioration continue formalisée avec l'évaluation systématique de la formation et des enseignements par les étudiants, et mettre en place un conseil de perfectionnement dont la composition inclut des professionnels et des étudiants.
- Impliquer davantage d'intervenants extérieurs du cœur de métier.
- Favoriser les mobilités internationales, notamment en développant des partenariats avec des établissements internationaux.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE MÉCANIQUE ET PRODUCTIQUE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie mécanique et productique (GMP)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes. La formation propose deux parcours à partir de la deuxième année (BUT2) : *Simulation numérique et réalité virtuelle (SNRV)* et *Innovation pour l'Industrie (II)*. En 2022-2023, la mention compte 84 étudiants : 53 en première année (BUT1) et 31 en BUT2. La formation fait appel à 12 enseignants permanents et propose un volume de 2 585 heures d'enseignement.

Analyse globale

Le BUT GMP occupe une place cohérente dans l'offre de formation de premier cycle de l'UVSQ et s'aligne avec la stratégie de formation de l'établissement, tout particulièrement en matière de professionnalisation et de lien avec le monde socio-économique. La pluridisciplinarité de la formation a été accentuée par la mise en place du nouveau programme pédagogique national. Néanmoins, l'interdisciplinarité demeure limitée en raison d'un manque de ressources humaines pour couvrir toutes les disciplines.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche avec une sensibilisation à et par la recherche assurée par l'intervention de 5 enseignants-chercheurs (EC) qui assurent 33,5 % des enseignements. Parmi eux, 4 sont issus de la section 60 du Conseil national des universités (CNU) dédiée au cœur de métier de la formation, tandis que le cinquième relève de la section 61 et intervient sur toute la partie électronique, automatique, systèmes cyberphysiques.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques étant donné ses partenariats forts (Dassault systèmes, Renault). De nombreux intervenants professionnels (28) font partie de l'équipe pédagogique assurant des enseignements, pour un volume horaire supérieur à 50 %. Les stages obligatoires, de 10 semaines en BUT2 et 16 semaines en BUT3 pour le parcours II, ainsi que l'alternance proposée à partir du BUT2 pour le parcours SNRV permettent aux étudiants d'acquérir une première expérience professionnelle.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés pour permettre son ouverture à l'international. L'enseignement des langues étrangères est de 118 heures d'enseignement d'anglais sur les trois années du diplôme, et aucun dispositif à la préparation à la mobilité n'est proposé. De plus, aucun partenariat international n'a été mis en place, et les mobilités entrantes sont inexistantes sur la période évaluée. Cependant, une mobilité sortante a eu lieu en 2022-2023, sans précision sur l'université partenaire. Par ailleurs, les étudiants peuvent bénéficier à la fin de leur formation d'une certification TOEIC mise en place par l'IUT, mais aucune information n'est fournie sur le nombre d'étudiants ayant bénéficié de ce dispositif.

Le programme de la formation est cohérent avec ses objectifs. Le BUT GMP réserve une place importante à la formation au et par le numérique, qui représente une compétence inhérente à l'exercice des métiers visés, en assurant la certification sur les logiciels industriels 3DEXPERIENCE et CATIA édités par Dassault systèmes. La plateforme eCampus est utilisée dans presque toutes les ressources permettant le partage de documents et la réalisation des évaluations. Néanmoins, aucune information n'est fournie quant à la certification PIX et au nombre d'étudiants disposant d'un e-portfolio.

La formation présente une attractivité moyenne, mais reste sélective. Les candidatures Parcoursup sont en baisse depuis 2021, passant de 572 dossiers classés en 2021-2022 et un taux de pression de 15,3 à 418 en 2023-2024, et un taux de pression de 9,9 pour 52 places. Néanmoins, l'équipe pédagogique est très impliquée dans de nombreux dispositifs d'information et d'orientation à destination des lycéens (forums, visites dans les lycées, journées portes ouvertes, cordée de la réussite), ce qui permet de recruter environ 50 % de bacheliers technologiques.

La formation soutient la réussite de ses étudiants en mettant en place des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite dont l'impact n'est pas analysé. Le taux de réussite est relativement faible depuis la mise en place du BUT. À titre d'exemple, durant l'année 2022-2023, seulement 50 % des étudiants de BUT1 ont acquis l'ensemble des crédits ECTS auxquels ils sont inscrits, contre 74 % en BUT2.

La formation dispose dans l'ensemble des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Elle se base essentiellement sur le vivier interne des six enseignants, complété par cinq EC et 28 professionnels, ce qui constitue une équipe pédagogique conséquente pour une petite centaine d'étudiants et un volume global de 2 585 heures d'enseignement et de projets tutorés.

La formation n'a pas mis en place de processus d'évaluation interne permettant une évolution dans une dynamique d'amélioration continue. En effet, la composition du conseil de perfectionnement (CP) ne comprend aucun intervenant du monde socio-économique. Des évaluations des enseignements sont organisées par la direction du département, mais les résultats des évaluations, comme les autres indicateurs utiles (effectifs, taux de réussite, taux d'insertion, taux de satisfaction) ne sont pas analysés par le CP, l'empêchant de jouer pleinement son rôle.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec le monde socio-économique ;
- Une construction de la formation en accord avec des évolutions sectorielles ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Un taux de réussite faible en BUT1 ;
- Un conseil de perfectionnement dont le rôle n'est pas pleinement assuré et qui présente des lacunes dans sa composition (pas d'intervenant du monde socio-économique) et son fonctionnement ;
- Une ouverture à l'international faible.

Recommandations

- Identifier les causes d'échec en BUT1 pour accompagner les étudiants en difficulté en développant la remédiation nécessaire.
- Inclure des représentants du monde socio-économique dans le conseil de perfectionnement.
- Favoriser les mobilités, notamment en développant des partenariats avec des établissements internationaux (Maroc, Canada).

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) INFORMATIQUE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation en trois ans comprenant un parcours unique intitulé *Réalisation d'applications : conception, développement, validation*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy. La formation contient 2 000 heures d'enseignement, 600 heures de projet et 22 semaines de stages. En 2022-2023, ce diplôme fait appel à 15 enseignants permanents et compte 139 étudiants, 81 inscrits en première année (BUT1) et 58 en deuxième année (BUT2).

Analyse globale

Le BUT *Informatique* s'inscrit dans la stratégie numérique de l'UVSQ et bénéficie de l'appui d'une équipe d'enseignants-chercheurs (EC), intégrant des modules d'intelligence artificielle pour renforcer son adossement à la recherche. La formation favorise la professionnalisation par le développement de l'alternance et l'intervention de professionnels. Cependant, le nombre d'heures assurées par les professionnels reste insuffisant. Malgré une forte attractivité en BUT1, des difficultés subsistent pour les étudiants titulaires de baccalauréats technologiques. Enfin, le processus d'amélioration continue est assuré par le conseil de perfectionnement (CP), mais les retours étudiants sont limités en raison de l'absence d'enquête formalisée d'évaluation.

Cette formation s'intègre totalement dans la stratégie et l'offre de l'UVSQ, et plus spécifiquement dans le défi « transformation numérique et intelligence artificielle » porté par l'établissement. Elle s'articule également, grâce aux passerelles mises en place avec les autres départements liés au numérique de l'IUT de Vélizy (Réseaux et télécommunications, Génie électrique et informatique industrielle, et Métiers du multimédia et de l'internet), mais aussi avec le BUT *Informatique* de l'IUT d'Orsay, qui propose un transfert vers le parcours *Gestion de données* non offert par l'UVSQ, et le portail *Mathématiques-informatique*. Les flux associés à ces différentes passerelles ne sont cependant pas précisés.

L'adossement à la recherche est satisfaisant. L'équipe pédagogique comprend 8 EC en informatique (environ 24 % des intervenants), assurant un volume de 750 heures de cours, soit 29 % des heures, garantissant un adossement correct à la recherche. Bien que le programme national encadre fortement le contenu de la formation, des enseignements en intelligence artificielle et en bases de données avancées ont été intégrés. Ils sont directement en lien avec les thématiques des laboratoires de recherche associés (Laboratoire données et algorithmes pour une ville intelligente et durable, Laboratoire d'informatique parallélisme réseaux algorithmes distribués, et le Laboratoire d'ingénierie des systèmes de Versailles). Il aurait été néanmoins intéressant de disposer d'informations sur leurs volumes horaires pour en évaluer l'importance, ainsi que le nombre de stages réalisés dans les laboratoires.

La professionnalisation occupe une place centrale dans ce BUT, bien que le nombre d'heures assurées par des professionnels puisse être renforcé. L'alternance est proposée dès la deuxième année, ce qui permet un lien avec le monde socio-économique et une professionnalisation précoce des étudiants. En 2022-2023, 14 % des étudiants de BUT2 étaient en alternance (la troisième année – BUT3 – n'étant pas encore ouvert), un chiffre satisfaisant pour une première année d'ouverture, d'autant plus que les entreprises privilégient généralement les étudiants de BUT3. Malgré des difficultés à recruter des vacataires dans un secteur sous tension, la formation compte 17 intervenants professionnels (52 % des enseignants), assurant 529 heures de cours (20 % des heures), renforçant ainsi la professionnalisation de la formation. Les alternances et stages sont réalisés principalement dans les entreprises du bassin d'emploi de Vélizy-Villacoublay, assurant ainsi une bonne intégration

géographique de la formation. Malgré l'ouverture du BUT à la formation continue, aucune candidature n'a été enregistrée. Ce constat met en lumière le défi d'organisation des situations d'apprentissage et d'évaluation dans ce contexte, ainsi que le manque de moyens humains, illustré par un taux d'encadrement de 11 %.

L'ouverture à l'international de la formation est satisfaisante. Les étudiants ont la possibilité de suivre un semestre au Vanier college (Montréal, Canada), mais aussi d'effectuer leur troisième année en co-diplomation à l'université du Québec à Chicoutimi. Des conventions sont signées et des présentations sont faites aux étudiants chaque année à ce sujet. Pour l'instant, seule une mobilité sortante a eu lieu en 2022-2023 en BUT3. Pour soutenir cette dimension internationale, les étudiants suivent 150 heures de cours d'anglais, ce qui est assez standard. Ils ont aussi la possibilité de passer une certification TOEIC, bien que le nombre d'inscrits et leur score ne soient pas précisés.

Le programme de la formation est en adéquation avec le programme national du BUT et son approche par compétences. L'équipe met en avant des difficultés dans la mise en place et l'évaluation des SAÉ, notamment en BUT2, où elles doivent intégrer l'ensemble des enseignements. La participation de membres de l'équipe à des journées pédagogiques organisées par l'assemblée des chefs de département informatique (ACDI) pourra contribuer à apporter des solutions. Par ailleurs, l'équipe a développé un projet d'innovation pédagogique, TiledViz, visant à encourager une plus grande interactivité entre les étudiants et l'enseignant lors des travaux pratiques. Elle utilise aussi l'outil Sacoche pour aider les étudiants à mieux comprendre les compétences acquises.

La formation fait preuve d'une attractivité forte avec 2 522 à 2 840 candidatures néo-entrantes pour 73 à 76 places en BUT1, donc 48 % de bacheliers technologiques. Plusieurs actions de promotion sont menées par l'équipe pour maintenir cette attractivité (salons étudiants, visites dans des lycées à proximité et journées d'immersion). Un faible nombre de candidatures entrantes en BUT2 et BUT3 est constaté, avec des profils souvent inadaptés. Cela soulève des questions concernant l'attractivité de la formation pour les titulaires d'un brevet de technicien supérieur, les actions de promotion associées (rien n'est précisé à ce sujet dans les documents) et l'effectivité des passerelles mentionnées.

La réussite des étudiants est suivie et analysée. Elle est néanmoins très hétérogène en BUT1, car les étudiants issus d'un baccalauréat général affichent un taux de réussite proche de 100 % alors que ceux provenant d'un baccalauréat technologique réussissent à hauteur de 25 % à 30 %. Des cours de soutien et du tutorat ont été mis en place pour atténuer cet écart, ainsi qu'un mélange des étudiants pour éviter la formation de groupes de niveaux. En BUT2, la réussite est très bonne avec 50 étudiants sur 58 ayant réussi lors de la première année d'ouverture en 2022-2023.

Le processus d'amélioration continue repose principalement sur le conseil de perfectionnement (CP). Les différents collèges sont représentés puisqu'il est composé d'enseignants, d'étudiants, mais seulement d'un professionnel. Le compte rendu fourni contient des éléments d'analyse et des préconisations. Aucun questionnaire d'évaluation des enseignements ni de la formation n'est envoyé aux étudiants. Seuls les échanges lors du CP permettent de recueillir l'avis des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une bonne intégration de la formation dans son environnement académique et socioprofessionnelle ;
- Une alternance possible dès la deuxième année ;
- Un bon adossement de la formation à la recherche avec des enseignements liés aux activités des laboratoires (intelligence artificielle et bases de données avancées) ;
- Une très bonne attractivité en BUT1.

Points faibles

- Un taux d'heures assurées par les professionnels faible pour une formation à visée professionnalisante (25 % au minimum) ;
- Une absence d'enquête d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Un taux d'échec relativement élevé des bacheliers technologiques en BUT1.

Recommandations

- Renforcer le nombre d'heures assurées par les professionnels.
- Instaurer une évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Mettre en place des dispositifs pédagogiques pour améliorer la réussite des bacheliers technologiques (par exemple une remise à niveau).

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet (MMI)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation en trois ans comprenant deux parcours à partir de la troisième année (BUT3) : *Création numérique* et *Développement web & dispositifs interactifs*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy. En 2022-2023, ce diplôme fait appel à sept enseignants permanents. Il compte 96 étudiants, 55 inscrits en première année (BUT1) et 41 en deuxième année (BUT2).

Propos liminaire

Le nombre d'heures étudiant de la maquette dans tout le cursus est de l'ordre de 3 700 heures, ce qui dépasse largement les attendus d'un BUT, où sont prévues 2 000 heures de formation et 600 heures de projets. Cela complique l'évaluation de ce BUT, car il est difficile de vérifier la concordance des informations fournies avec la réalité.

Analyse globale

Le BUT MMI de l'UVSQ propose une formation pluridisciplinaire, incluant des stages et des projets professionnalisants. Malgré une bonne ouverture internationale et la participation de nombreux professionnels garantissant une solide professionnalisation, le programme présente des limites en matière d'adossement à la recherche et d'accompagnement des étudiants issus de baccalauréats technologiques. De plus, un effort doit être fourni pour parfaire la démarche d'amélioration continue.

Aucun positionnement explicite n'est fourni par rapport à la stratégie de formation de l'UVSQ. De plus, il est difficile de juger de son intégration dans l'offre de formation : bien que des passerelles avec d'autres formations soient évoquées (BUT MMI de la région, licence et lycées), aucun détail n'est donné.

L'adossement à la recherche est limité. La formation intègre 10 heures de méthodologie de recherche dans l'enseignement consacré à la construction du projet personnel et professionnel. De plus, dans le cadre des projets tutorés, des sujets orientés recherche sont proposés sur des thématiques en lien avec la formation (réalité virtuelle et augmentée, interaction son-image, art numérique). Les étudiants sont également amenés à utiliser des plateformes issues de la recherche comme l'installation musicale « la grande accélération » et l'espace de réalité virtuelle du laboratoire d'ingénierie des systèmes de Versailles. Toutefois, il est difficile d'évaluer l'importance de ces projets dans le cursus, car aucune donnée chiffrée (nombre de projets, ECTS, volumes horaires, temps passé sur les plateformes) n'est fournie. Par ailleurs, seuls 3 enseignants-chercheurs (EC) du cœur de métier (sections 18, 27 et 71 du Conseil national des universités – CNU) interviennent dans la formation, représentant environ 10 % des intervenants, et assurant seulement 243 heures. Ce volume est très insuffisant.

La professionnalisation de la formation est un point fort. Elle est assurée par les stages obligatoires et la participation de professionnels dans les enseignements, 22 vacataires assurent 832 heures, soit 49 % des heures, ce qui est satisfaisant au regard des objectifs de professionnalisation du BUT. Il n'y a toutefois aucune possibilité de formation en alternance ou de formation continue pendant la période évaluée. Le BUT3 s'est ouvert à l'alternance dès sa mise en place en 2023-2024 et un *apprentissage* est organisé chaque année avec les entreprises, ce qui est une bonne initiative. Bien que des collaborations existent avec les entreprises locales, elles ne sont pas formalisées par une convention et se traduisent principalement par l'intervention de vacataires professionnels et l'accueil de stagiaires. Concernant la durée des stages obligatoires, les documents

mentionnent 30 semaines réparties sur les trois années, ce qui dépasse les durées habituellement attendues, fixées entre 22 et 26 semaines.

L'ouverture vers l'international de la formation est bien développée. Deux co-diplômes en BUT3 ont été établis avec des universités canadiennes (université du Québec à Chicoutimi – UQAC – et université du Québec en Abitibi-Témiscamingue). La formation offre aussi des possibilités de mobilités sortantes au quatrième semestre au Canada (UQAC et collège Vanier), dont ont profité neuf étudiants sur la période évaluée. Afin d'améliorer la visibilité de ce dispositif, une présentation annuelle est faite par des enseignants de l'UQAC et du collège Vanier. Un accord avec l'Institut polono-japonais des technologies de l'information de Varsovie a été récemment mis en place, ce qui témoigne d'un bon dynamisme à ce niveau. Pour développer les compétences linguistiques des étudiants, la formation comprend 124 heures d'anglais sur l'ensemble du cursus et une préparation au TOEIC en BUT3. L'absence de mobilité entrante sur la période évaluée pourrait inciter la formation à intégrer des enseignements en langue étrangère, ce qui n'est pas encore le cas.

La formation suit le programme national du BUT et l'approche par compétences qui lui est associée. La pluridisciplinarité est au cœur de la formation, notamment via des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) ciblant des métiers variés tels que directeur artistique, *web designer*, *game designer*, réalisateur et infographiste. La formation bénéficie d'un bâtiment entièrement consacré à l'audiovisuel avec plateau de tournage, salle de projection et studio de montage. Aucune autre pratique pédagogique innovante n'est mise en avant.

La formation suit et analyse en détail son attractivité et la réussite de ses étudiants. Elle reçoit près de 2 100 candidatures en BUT1 pour environ 55 places, la capacité d'accueil est donc atteinte chaque année. Cependant, une légère diminution du nombre de néo-bacheliers inscrits est observée, avec 37 inscrits en 2022-2023 contre 49 l'année précédente. La part des bacheliers technologiques s'élève à environ 52 %, répondant ainsi aux attentes en matière de recrutement. La promotion de la formation repose sur l'organisation de journées portes ouvertes et des partenariats avec les lycées, bien que la forme de ces partenariats, leur nombre et le nombre de lycées concernés ne soient pas précisés. En BUT1, le pourcentage d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS est relativement faible (43 % en 2021-2022 et 47 % en 2022-2023). Une progression en BUT2 est observée, avec un taux de réussite variant de 82 % à 93 %, ce qui suggère un taux d'échec ou un nombre d'abandons important au premier semestre. Parmi les étudiants en échec, 67 % sont titulaires d'un baccalauréat technologique. En réponse, un tutorat étudiant est mis en place en BUT1. Bien qu'intéressant, ce dispositif ne paraît pas suffisant au regard des chiffres. En BUT2, le taux de réussite est excellent, atteignant 93 % en 2022-2023.

Le processus d'amélioration continue, encore très limité, demande à être conforté. Le conseil de perfectionnement n'a été instauré qu'en mars 2023, et intègre 2 représentants étudiants sur 16 membres. L'évaluation des enseignements par les étudiants n'a été réalisée qu'en 2022-2023 avec seulement trois réponses au questionnaire, ce qui est clairement insuffisant. Des évaluations organisées par les enseignants dans certains cours sont mentionnées, mais leur nombre n'est pas précisé.

Conclusion

Points forts

- Un volume d'heures conséquent assuré par des professionnels du monde socio-économique, ce qui garantit une bonne professionnalisation des étudiants ;
- Des infrastructures adaptées aux besoins pédagogiques variés de la formation ;
- Une bonne ouverture vers l'international grâce à des co-diplomations et des partenariats avec le Canada.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant, lié au faible nombre d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique et à leur contribution limitée en heures enseignées.

- Un taux d'échec important au premier semestre pour les bacheliers technologiques ;
- Un manque de dispositif formalisé d'évaluation systématique des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Une absence d'alternance et de formation continue pendant la période.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs et augmenter significativement le nombre d'heures assurées par ces derniers (au moins 30 % des heures étudiants), afin d'améliorer l'adossement à la recherche.
- Mettre en place des dispositifs spécifiques d'accompagnement pour améliorer la réussite des bacheliers technologiques, notamment au premier semestre.
- Instaurer une évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Développer l'offre de formation en alternance et en formation continue.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un adossement à la recherche insuffisant, caractérisé par un faible nombre d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique et une contribution limitée en heures enseignées.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) RÉSEAUX ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications (RT)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est une formation portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy. Elle propose uniquement le parcours *Cybersécurité* qui peut être suivi de façon classique ou en alternance. En 2022-2023, la mention compte 100 étudiants : 58 en première année (BUT1) dont 10 bénéficient d'un contrat d'apprentissage, 42 en deuxième année (BUT2) avec 26 étudiants inscrits en contrats d'apprentissage. La formation fait appel à 13 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT RT a une place cohérente au sein de l'UVSQ, c'est la seule formation de premier cycle de réseaux et télécommunications, spécialisée en cybersécurité, sur le site de Paris-Saclay. Une des originalités du département RT est de proposer la formation en apprentissage dès la première année et jusqu'à la fin du cursus en troisième année (BUT3). La formation professionnalisante est en lien étroit avec les entreprises locales tout en étant très ouverte à l'international avec des mobilités étudiantes proposées au quatrième semestre dans différentes universités partenaires. Cependant, le nombre d'intervenants industriels dans le cœur de métiers est trop faible.

La formation est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Des passerelles entrantes et sortantes sont possibles au sein de l'université, par exemple avec la licence *Informatique* de l'UVSQ (passerelles entrante ou sortante) et une poursuite d'étude est naturelle au sein de l'université Paris-Saclay avec le master *Ingénierie des réseaux et des systèmes* qui propose une spécialisation en Cybersécurité.

L'ouverture à l'international du BUT est excellente. La formation a établi des partenariats avec des institutions universitaires à l'étranger, notamment un programme ERASMUS+ avec la Technical university de Sofia en Bulgarie, une co-diplomation avec l'Université du Québec à Chicoutimi, une convention avec l'École de technologie supérieure de Montréal et une convention de mobilité internationale avec la *Hanoi university of science and technology* au Vietnam. Ces conventions permettent d'assurer cinq à six mobilités sortantes par an (mais aucune entrante). Un enseignement d'anglais écrit et oral, technique et professionnel, est intégré à la maquette (135 heures). De plus, une situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) et une partie du portfolio sont réalisées en anglais. La certification TOIEC est mise en place pour les étudiants de BUT3, avec une prise en charge du coût financier par l'IUT.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche classique pour un BUT. La moitié des enseignants sont des enseignants-chercheurs (EC) du domaine de la spécialité (6 EC relevant des sections 27 et 61 du Conseil national des universités – CNU – assurent 1 100 heures). Un partenariat avec le Laboratoire d'ingénierie des systèmes de Versailles (LISV) a permis la réalisation de quelques stages. Une collaboration avec le Laboratoire données et algorithmes pour une ville intelligente et durable (DAVID) est en cours. Le nombre d'heures d'initiation à la recherche est difficile à évaluer car aucune matière ne lui est spécifiquement dédiée, il est cependant estimé à une dizaine d'heures.

L'environnement socio-économique est présent, mais demande à être consolidé, et l'implication des professionnels dans la formation reste trop marginale pour une formation professionnelle. Un *apprentissage* est organisé chaque année pour permettre aux entreprises locales de recruter des étudiants en apprentissage. Cependant, la participation des professionnels reste limitée : 11 enseignants vacataires assurent 317 heures, soit au maximum 5 % des heures de maquette. Par ailleurs, il n'est pas précisé le nombre de professionnels enseignant dans le cœur de métiers ni la répartition des heures d'enseignement sur les trois années.

La formation, construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs et respectant le programme pédagogique national du BUT RT, jouit également d'une bonne attractivité en BUT1. Elle s'inscrit dans une approche par compétences, avec des SAÉ et des modalités d'évaluation des compétences clairement présentées. La formation développe et diversifie ses méthodes et pratiques pédagogiques. En parallèle des modalités d'enseignement classiques (cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques), les travaux pratiques intègrent la technique Pomodoro, qui permet aux étudiants de travailler par intervalles de 25 minutes entrecoupés de courtes pauses. Le nombre de dossiers Parcoursup est assez stable, autour de 1 700 dossiers pour une cinquantaine de places. La formation est ainsi très demandée par les étudiants, malgré la forte concurrence des formations similaires en région parisienne. Les dossiers proviennent essentiellement de la région Île-de-France, et 10 % concernent des candidats en reconversion, issus des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) ou d'autres formations BUT. La formation attire un grand nombre de bacheliers technologiques (plus de 60 % des candidatures), permettant de respecter sans difficulté le quota imposé par le rectorat de 50 % pour cette catégorie de bacheliers.

Les taux de réussite des étudiants au sein de la formation sont bons (avec 77 % de réussite en 2021-2022 et 71 % en 2022-2023 au deuxième semestre, et un taux atteignant 93 % au quatrième semestre) grâce à la mise en place de cours de soutien, de méthodologie et de tutorat. Un taux d'abandons et de réorientations plus fort est observé au premier semestre en 2022-2023, bien qu'aucun chiffre ne soit communiqué. Pour y remédier, une politique d'alerte et de prévention a été mise en place au sein de l'équipe pour comprendre les raisons de ces abandons et d'améliorer les résultats. Cette stratégie a porté ses fruits en 2023 car il n'y a eu que quatre abandons au premier semestre. En 2023, un nombre important de réorientations a été observé à l'issue du quatrième semestre (63 % de la promotion, notamment vers des écoles d'ingénieurs). Les effectifs du BUT3 (2023-2024) ont de ce fait été réduits à 16 étudiants (37 %).

Le processus d'évaluation interne de la formation est incomplet. Il n'y a pas de questionnaire d'évaluation de la formation et des enseignements, mais un échange oral entre les enseignants et les étudiants. Le conseil de perfectionnement est mis en place et conforme aux attentes concernant les sujets abordés, mais le nombre de représentants du monde socio- professionnel et des usagers pourrait être augmenté.

Conclusion

Points forts

- Une mise en place de l'apprentissage dès la première année ;
- Une excellente ouverture à l'international ;
- Une formation de premier cycle unique au sein du site Paris-Saclay.

Points faibles

- Un faible nombre d'intervenants professionnels ;
- Une absence d'évaluation interne formalisée de la formation.

Recommandations

- Impliquer davantage d'intervenants extérieurs du cœur de métier.
- Définir un processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue, avec la mise en place et l'analyse formelle d'une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

LICENCE CHIMIE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Chimie* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences. La première année (L1) est accessible à travers deux portails pluridisciplinaires (*Chimie-biologie* et *Mathématiques-physique-chimie*), le choix de la mention *Chimie* se fait en deuxième année (L2) dans l'un des trois parcours possibles : *Chimie*, *Chimie-physique*, et *Chimie-biologie*. La formation contient en moyenne 1 561 heures étudiant et en 2022-2023, elle compte 717 étudiants et 36 enseignants permanents.

Propos liminaire

Le comité regrette que les données quantitatives concernant les deuxième et troisième années soient fusionnées et non communiquées par parcours, ne permettant pas d'évaluer avec pertinence chacun des parcours.

Analyse globale

La licence *Chimie* de l'UVSQ est une formation de bonne qualité qui s'inscrit parfaitement dans l'offre de formation de l'établissement dans le contexte spécifique de l'intégration future à l'École universitaire de premier cycle de Paris-Saclay (EUPCPS). En cohérence avec la stratégie de l'établissement, la formation met en place des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite et répond activement aux appels à projets innovation pédagogique du plan d'investissement d'avenir (PIA) Paris-Saclay. Bien que cette licence propose une formation généraliste en chimie, elle se distingue par ses liens établis avec le monde de la recherche et le secteur socio-économique. Ces liens offrent une ouverture vers des perspectives professionnelles variées, en particulier en lien avec les formations professionnalisantes, telles que les licences professionnelles (LP) et les masters proposés par le département de chimie de l'UVSQ. Néanmoins, plusieurs points de vigilance sont à noter, tels que l'absence de processus d'évaluation interne formalisé et de suivi systématique des diplômés, ainsi qu'un faible taux de réussite en troisième année (L3) pour une licence *Chimie*.

L'équipe pédagogique est dynamique et répond activement aux appels à projets (AAP) innovation pédagogique du PIA, favorisant ainsi l'adaptation des pratiques d'enseignement, avec pour objectif une diffusion large vers la communauté enseignante de la discipline. Durant la période évaluée, deux enseignants-chercheurs (EC) ont obtenu des congés pour projet pédagogique (CPP) sur les thématiques « transition pédagogique différenciée » et « production de capsules vidéo ». Enfin, de nombreuses salles de cours bénéficient de cartables numériques favorisant la mise en application des méthodes innovantes.

Dans la perspective de l'intégration dans l'EUPCPS, la maquette a été construite de manière à permettre une orientation progressive et en cohérence avec les attendus de la fiche du référentiel national des compétences professionnelles (RNCP). La volonté de développer l'approche par compétences (APC) est manifeste et se traduit notamment par la mise en œuvre d'une évaluation critériée, définissant trois niveaux de maîtrise des compétences pour l'ensemble des travaux pratiques (TP), qui représentent 30 % des enseignements du cursus. Toutefois, la matrice de compétences fournie ne permet pas d'appréhender pleinement le contenu des différents blocs disciplinaires fondamentaux et approfondis proposés chaque semestre, en particulier les compétences associées à chaque bloc ainsi que leurs composantes essentielles. Outre les compétences transversales, telles que les langues et les compétences numériques, les étudiants peuvent également acquérir des compétences liées à l'engagement étudiant ou à la fresque du climat. Toutefois, le dossier ne précise pas combien d'étudiants de la mention *Chimie* en bénéficient.

La formation propose des dispositifs d'aide à la réussite des étudiants, mais le taux de réussite en L3 demeure faible. Tous les étudiants de L1 bénéficient de l'accompagnement d'un directeur d'études et signent un contrat pédagogique. Ils suivent en L1 une unité d'enseignement (UE) de méthodologie obligatoire adaptée à leur portail. Le dispositif « oui si » est mis en place avec un deuxième semestre de remédiation. En 2023, 132 étudiants ont bénéficié de ce statut sans allongement d'études. Par ailleurs, les étudiants en difficulté au premier semestre peuvent intégrer le semestre rebond au deuxième semestre. Le suivi du taux de réussite en L3 de ces étudiants est de 20 %, un chiffre qui doit être interprété en tenant compte du fait que beaucoup d'entre eux se réorientent dès la fin de la L1. Néanmoins, ce pourcentage ne permet pas à lui seul d'évaluer précisément l'efficacité de ce dispositif « oui si ». Sur les trois années évaluées, les taux de réussite sont globalement satisfaisants pour les portails, avoisinant 50 %, et pour la L2, oscillant entre 56 % et 66 %. En revanche, les taux observés pour la L3, inférieurs à 60 %, restent faibles pour une L3 *Chimie* et suscitent des interrogations. Il aurait été pertinent d'analyser ces taux par parcours, et d'examiner plus précisément les résultats des parcours bidisciplinaires, afin de mieux comprendre leurs spécificités et les éventuelles difficultés rencontrées.

La forte implication de membres de l'Institut Lavoisier, relevant des sections du Conseil national des universités (CNU) du domaine, au sein de l'équipe pédagogique, contribue à ancrer solidement la dimension recherche dans les enseignements. Au total, 52 heures sont consacrées à l'initiation à la recherche. En L3 un projet bibliographique et expérimental, proposé par les EC du laboratoire, est développé en TP et fait l'objet d'une présentation orale. Dès la L1, les étudiants sont formés à la recherche documentaire et sensibilisés à l'intégrité scientifique. Différentes méthodes pédagogiques sont utilisées telles que les conférences, les ateliers, le *small private online course* (SPOC) et les jeux sérieux. Les étudiants ont la possibilité d'effectuer un stage volontaire, qui peut, dans certains cas, donner lieu à l'attribution de trois crédits ECTS. Cependant, les conditions d'attribution de ces crédits ne sont pas clairement définies.

La formation présente des éléments d'ouverture vers le monde socio-économique. En effet, sur le nombre total de crédits de la formation, 12 crédits ECTS sont alloués à l'expérience professionnelle. Pour les accompagner dans leur choix d'orientation, les étudiants doivent obligatoirement suivre deux UE de projet personnel d'études et d'insertion (PPEI) en L1 et en L2 de deux crédits ECTS chacune, dans lesquelles sont présentées des conférences interactives par des professionnels. Par ailleurs, 5 enseignants extérieurs du monde de l'industrie, dont le profil n'est pas précisé, participent à la formation à hauteur de 12 heures, dont 3 heures obligatoires sont dispensées en L2 dans l'UE « chimie et société » et 9 heures en L3 dans l'UE optionnelle « chimie des composés odorants et aromatiques ». Une initiation à la gestion de projet est également proposée dans le cadre d'une UE en L3. Cependant, les informations fournies ne permettent pas d'apprécier de manière tangible les effectifs dans les UE optionnelles. Enfin, l'implication des EC responsables des filières professionnalisantes du département Chimie est un atout indéniable dans la formation.

Les effectifs sont suivis et analysés globalement. Le bassin de recrutement de cette formation généraliste est essentiellement centré sur le département des Yvelines. Elle accueille des bacheliers d'origines très variées, majoritairement titulaires de baccalauréats généraux, mais aussi issus de filières technologiques, présents pour moins de 10 % de l'effectif. La licence *Chimie* est par ailleurs accessible aux étudiants de la licence avec accès santé (L.AS). Au niveau des portails, les taux de pression sont relativement élevés. Pour 2023, 5 475 candidats néo-entrants ont été recensés, pour un total de 264 néo-entrants inscrits dans le cycle. Les passerelles depuis les bachelors universitaires de technologie (BUT) et parfois les brevets de techniciens supérieurs (BTS) sont possibles, chaque année la formation reçoit entre 60 à 80 candidatures pour 5 à 10 entrées. Enfin, le manque d'information concernant les effectifs au sein des parcours spécialisés dès la L2 empêche de mesurer leur attractivité. Par ailleurs, l'effectif en L3 est de 65 étudiants en 2023 contre 88 les années précédentes, ce qui montre un léger fléchissement non analysé dans le dossier.

La formation ne dispose pas de processus d'évaluation interne formalisé, un nouveau processus d'évaluation des enseignements par les étudiants est en attente de mise en place à l'échelle de l'établissement. Cet aspect constitue désormais un élément d'attention qui devrait être corrigé dans le cadre de l'intégration au sein de l'EUPCPS. De plus, le suivi de l'insertion n'est pas non plus complètement formalisé. La seule information disponible concerne la poursuite d'études en master pour la plupart des diplômés, dont entre 30 % et 40 % choisissent des masters opérés par l'UVSQ. Cependant, le pilotage de la formation et l'amélioration continue sont une préoccupation pour l'équipe pédagogique, qui indique se réunir régulièrement pour discuter de ces enjeux. Un conseil de perfectionnement (CP) annuel à l'échelle de l'UFR, limité par l'absence de représentant du milieu socio-économique, ne permet pas d'analyser de manière approfondie les résultats au niveau de la mention. Dans un objectif d'amélioration, il est envisagé de mettre en place un CP au niveau de la mention *Chimie*, tout en maintenant le conseil mis en place à l'échelle de l'UFR Sciences.

L'internationalisation de la formation est peu développée. Des enseignements en anglais sont proposés sur les trois années du cursus avec trois UE pour un total de 90 heures. Sur la base du volontariat, les étudiants peuvent préparer les certifications telles que le TOEIC, cependant aucun étudiant n'a présenté de certification durant la période évaluée. En dépit de l'existence d'accords de mobilité bien formalisés, tels que CREPUQ et Erasmus, ainsi que de dispositifs d'accompagnement, seules neuf mobilités sortantes pour une mobilité entrante sont

constatées sur la période évaluée. Il serait intéressant que la formation renforce les actions de communication vers les étudiants et mette en place des actions favorisant les mobilités entrantes telles que le dispositif *English friendly*.

Conclusion

Points forts

- Une formation généraliste en chimie de bon niveau et bien intégrée dans son environnement ;
- Une équipe pédagogique fortement impliquée, avec une contribution active des enseignants dans le développement de modalités pédagogiques innovantes ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Un faible taux de réussite en L3 pour une formation généraliste en chimie ;
- Un manque de suivi formalisé de la poursuite d'études et de l'insertion professionnelle ;
- Une absence de dispositif d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Un conseil de perfectionnement non spécifique à la mention et dont la composition ne favorise pas une véritable démarche d'amélioration continue ;
- Une ouverture à l'international insuffisamment développée.

Recommandations

- Mettre en place un dispositif d'accompagnement des étudiants en L3 de manière à favoriser la réussite.
- Instaurer le suivi du devenir étudiant.
- Définir un processus d'évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants, permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue, et veiller à inclure des représentants du monde socio-économique dans la composition d'un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention.
- Instaurer des dispositifs d'accompagnement des étudiants pour favoriser les mobilités sortantes.

LICENCE INFORMATIQUE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La Licence *Informatique* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et compte 1 579 heures étudiant. La première année (L1) est organisée sous la forme de deux portails pluridisciplinaires : *Mathématique-informatique* et *Biologie-informatique*. À partir de la deuxième année (L2), le parcours est unique en *Informatique*. En 2022-2023, la formation compte 451 étudiants, 37 enseignants permanents et 58 enseignants non permanents.

Analyse globale

Cette licence prépare les étudiants à des études de niveau Bac+5 dans le domaine de l'informatique. Après les deux portails pluridisciplinaires de L1, elle se spécialise en informatique dès la L2, en cohérence avec les orientations stratégiques de l'UVSQ. La formation, solidement adossée à la recherche, est attractive et bénéficie de dispositifs de soutien favorisant une bonne réussite aux étudiants. Cependant, la professionnalisation et l'ouverture internationale restent limitées, sans stage obligatoire et avec peu de mobilités. Enfin, le suivi de la formation manque d'un véritable processus d'amélioration continue et d'évaluations régulières des enseignements par les étudiants. L'approche par compétences reste encore à développer.

Grâce aux portails mis en place intégrant biologie et informatique, cette formation s'inscrit totalement dans la stratégie d'UVSQ autour de la santé et du numérique. Elle bénéficie également d'interactions avec les formations de l'université Paris-Saclay via des ressources partagées, telles que le *small private online course* (SPOC) en L1. De plus, une sensibilisation aux thématiques communes des deux établissements est assurée par la *graduate school* Informatique et sciences du numérique, bien que la forme et le nombre de ces interactions ne soient pas précisés. Même si la poursuite d'étude est l'objectif affiché, aucune passerelle sortante vers des formations professionnalisantes, telles que les licences professionnelles, n'est identifiée.

L'adossement à la recherche est un point fort. L'équipe pédagogique est composée de 40 enseignants-chercheurs (EC) permanents ou non (32 % des intervenants), qui assurent 1 207 heures d'enseignement, soit un taux de 76 %. Une sensibilisation à la recherche est présente dans tous les enseignements assurés par les EC, et les projets étudiants de troisième année (L3) sont adossés à la recherche, avec des sujets proposés par les EC, incluant une étude et un état de l'art. Les étudiants de L3 participent également à la semaine de la recherche pendant laquelle ils peuvent notamment découvrir les travaux de chercheurs. Au total, la formation intègre 30 heures d'initiation à la recherche. La réalisation de stages volontaires dans les laboratoires de recherche est aussi encouragée. Toutefois, leur nombre reste limité (10 au total sur la période, dont certains en dehors de la recherche) au regard de l'effectif global (près de 200 étudiants en L2 et L3 chaque année).

La dimension professionnalisante est peu présente dans la formation. Seuls 10 intervenants, soit 8 % de l'équipe, sont issus du monde professionnel et assurent 154 heures de cours, principalement en travaux dirigés (TD). Il n'existe pas de stage obligatoire et le nombre de stages volontaires reste faible, sans précision concernant ceux réalisés en entreprise. Une UE dédiée à l'insertion professionnelle est proposée en L1, L2 et L3.

L'ouverture à l'international est très faible. La formation intègre trois UE d'anglais sur le cursus, totalisant 90 heures, un volume relativement faible pour encourager des mobilités sortantes. Aucune action ou accord particulier n'est mis en avant concernant l'ouverture à l'international de la formation, et aucune donnée quantitative sur les mobilités entrantes et sortantes n'est fournie. Certains étudiants ont la possibilité de passer le TOEIC ou le TOEFL, mais aucune information n'est donnée concernant les dispositifs d'accompagnement mis en place. Le manque de moyens humains est évoqué pour expliquer le peu d'actions en faveur de l'internationalisation. La

faible proportion d'enseignants permanents dans l'équipe limite la capacité de la formation à développer des projets.

Peu d'informations sont données sur les pratiques pédagogiques et les contenus du programme. Les pratiques sont dans l'ensemble assez classiques. L'équipe met en avant l'interdisciplinarité et une approche par projets. Un *hackathon* est aussi organisé en début de L2 pour améliorer la cohésion des groupes. Des salles « cartables numériques » (salles avec des prises électriques et des prises réseau pour les étudiants) ont été créées afin de varier les pratiques pédagogiques et d'apporter plus de flexibilité dans l'enseignement. La maquette de la formation n'étant pas fournie dans le dossier, il est impossible d'évaluer la pertinence des contenus avec les objectifs de la licence. Seul un tableau de correspondance entre les enseignements (cités sous forme d'un code) et les compétences de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) figure au dossier. L'approche par compétences reste à mettre en œuvre.

La formation présente une bonne attractivité. Le nombre de candidatures est en augmentation, et le nombre d'inscrits en L1 est relativement stable. La capacité d'accueil est atteinte, et même dépassée chaque année (131 inscrits pour 92 places dans le portail *Mathématique-informatique* en 2022-2023, et 146 inscrits pour 116 places dans l'autre portail). La licence avec accès santé (L.AS1) connaît une croissance continue, passant de 9 à 20 étudiants. La promotion de la formation est assurée lors des journées portes ouvertes, des réunions d'informations dans les lycées voisins, du salon de l'étudiant ou de l'accueil de stages d'observation. La formation a accueilli des étudiants internationaux en L2 et L3, mais les chiffres sont en baisse constante, de 55 étudiants en 2020-2021 à 12 en 2022-2023.

Dans l'ensemble, la réussite des étudiants est conforme aux attentes pour une licence générale. La réussite est relativement bonne en L1 (54 % en 2020-2021, 40 % en 2021-2022, et 46 % en 2022-2023). En L2, elle est stable et proche de 60 %. En L3, elle varie entre 55 % et 81 %. Ces taux ont été impactés de manière notable par le COVID. Des cours de méthodologie (« apprendre à apprendre » et « apprendre à s'organiser ») ont été mis en place pour aider les étudiants, tout comme du tutorat et un semestre rebond pour faciliter la réussite en cas de redoublement. Un contrat pédagogique est mis en place en L1 pour chaque étudiant, et un suivi individuel est assuré en L2 et L3. Le nombre de diplômés diminue sur la période (de 97 à 66). Des poursuites d'étude en école d'ingénieurs sont mentionnées, mais leur nombre n'est pas précisé, la formation ne disposant pas des ressources humaines nécessaires pour assurer le suivi du devenir de ses diplômés. La fiche d'évaluation de la qualité de l'insertion professionnelle et/ou du devenir des diplômés n'est pas fournie, et quasiment aucune donnée quantitative sur la question n'est indiquée.

La démarche d'amélioration continue est très insuffisante. Des conseils de perfectionnement sont organisés tous les ans au niveau de l'UFR, mais aucun n'est mis en place spécifiquement pour la formation. De plus, l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants a été suspendue dans l'attente d'un projet plus global à l'échelle de l'établissement.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit totalement dans la stratégie d'UVSQ autour de la santé et du numérique ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Des bons taux de réussite ;
- Une formation attractive.

Points faibles

- Un manque de suivi du devenir des diplômés ;

- Une démarche d'amélioration continue quasi inexistante avec un conseil de perfectionnement qui n'est pas mis en place au niveau de la mention et une absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Une absence de stage obligatoire ;
- Une approche par compétences à peine initiée ;
- Une ouverture à l'international quasi inexistante.

Recommandations

- Mettre en place un suivi et analyser le devenir des diplômés.
- Instaurer un conseil de perfectionnement spécifique à la formation et un dispositif d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Développer l'approche par compétences.
- Favoriser les mobilités, notamment en développant des partenariats avec des établissements internationaux.

LICENCE MATHÉMATIQUES

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et compte 1 624 heures étudiant. La première année (L1) est organisée sous la forme de deux portails pluridisciplinaires : *Mathématique-informatique* et *Mathématiques-physique-chimie*. À partir de la deuxième année (L2), le parcours est unique en *Mathématiques*. En 2022-2023, la formation compte 469 étudiants, 12 enseignants permanents et 8 enseignants non permanents.

Propos liminaire

Le dossier d'autoévaluation (DAE) de la formation est insuffisant, avec l'absence de nombreuses données quantitatives requises, des données qualitatives rédigées de manière minimale, et une analyse presque inexistante des informations fournies.

Analyse globale

La licence *Mathématiques* de l'UVSQ offre à ses étudiants une solide formation en mathématiques fondamentales et appliquées, tout en leur apportant un bagage minimum dans les autres disciplines scientifiques. Cependant, le dossier met en évidence certaines faiblesses, telles que l'absence de suivi du devenir des diplômés, un manque d'analyse du profil des inscrits et des taux de réussite, ainsi qu'une démarche d'amélioration continue insuffisante.

La formation est cohérente avec l'offre de formation de l'établissement et avec son environnement académique. En proposant deux portails pluridisciplinaires en L1, l'organisation de la licence *Mathématiques* permet aux étudiants de différer leur choix d'orientation jusqu'en fin de L1. Des enseignements optionnels en physique ou en informatique sont également proposés jusqu'en L2. Enfin, de nombreux enseignements sont mutualisés, notamment avec la licence double-diplôme (LDD) *Mathématiques-physique* de l'université Paris-Saclay, et dans une moindre mesure avec la licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences sociales (MIASHS)* de l'UVSQ, bien qu'il ne soit pas précisé si des passerelles sont possibles entre ces formations. La structure et les contenus de la formation sont cohérents avec les objectifs d'une poursuite d'études en master ou école d'ingénieurs. Les diplômés poursuivent généralement leurs études au sein de l'université Paris-Saclay. Des conventions avec certaines écoles d'ingénieurs (CentraleSupélec, l'École nationale supérieure de techniques avancées) permettent aux diplômés de poursuivre dans cette voie, une opportunité qui concerne essentiellement les diplômés de la LDD *Mathématiques-physique*.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, bien qu'elle laisse entendre que l'initiation à la recherche ne soit pas envisageable en licence. Une dizaine d'enseignants-chercheurs (EC) en mathématiques, issus des sections 25, 26 et 27 du Conseil national des universités (CNU) interviennent dans la formation pour un total d'environ 850 heures. En troisième année (L3), les étudiants réalisent un projet évalué par le biais d'un rapport de 15 à 20 pages et d'une soutenance orale (quatre crédits ECTS). Encadrés par des EC, ils travaillent en trinôme sur un sujet en lien avec un de leurs cours. Cependant, en l'absence de stage obligatoire, la licence *Mathématiques* n'offre pas la possibilité aux étudiants intéressés par ce domaine d'explorer davantage, et il n'est pas précisé si des stages volontaires sont possibles.

La formation entretient peu de lien avec les acteurs du monde socio-économique et intègre peu d'éléments de professionnalisation. En raison de son orientation vers une poursuite d'études, elle n'intègre pas de professionnels dans son parcours et ne se préoccupe guère de l'insertion professionnelle. Seule l'UE « projet personnel d'études et d'insertion » (PPEI) de L1 (deux crédits ECTS) permet aux étudiants de rencontrer des professionnels lors de conférences métiers, tandis que l'unité PPEI de L2 (deux crédits ECTS) apporte des outils concrets de professionnalisation (préparation d'un CV, lettre de motivation, entretien).

L'approche par compétence est engagée, mais reste à développer. La formation est structurée en blocs de connaissances et de compétences (BCC) : deux disciplinaires et un transverse par année. Un tableau de correspondance entre les enseignements et les compétences du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) est inclus dans le dossier. Cependant, les éléments fournis sont insuffisants pour évaluer la qualité de l'alignement pédagogique. Aucun étudiant n'est impliqué dans une démarche de portfolio, et aucune situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) n'est mise en place.

La formation, qui diversifie peu ses pratiques pédagogiques, propose des dispositifs d'accompagnement à la réussite, mais ceux-ci ne font pas l'objet d'analyse. Grâce à des financements d'initiative d'excellence (IDEX), des membres de l'équipe ont participé à des formations, et un groupe de travail s'est formé au sein de l'UFR Sciences pour développer une unité d'enseignement (UE) de méthodologie proposée à tous les étudiants de L1. Cependant, les initiatives restent très marginales et se concentrent sur des modules non disciplinaires de L1. Le suivi des étudiants de L1 est assuré par le directeur des études via un contrat pédagogique, et des dispositifs d'accompagnement sont mentionnés, sans détails spécifiques. Aucune information n'est fournie concernant l'aide spécifique pour les étudiants inscrits sous condition « oui si ». Par ailleurs, les étudiants de L1 ayant échoué au premier semestre se voient proposer un semestre de remédiation. Ils suivent à nouveau trois UE du premier semestre sous forme de cours et travaux dirigés, et sont évalués en contrôle continu. Ce dispositif permet un redoublement dans de meilleures conditions ou une prise de conscience amenant à une réorientation. Le nombre d'étudiants concernés n'est pas précisé dans le dossier. Il est indiqué que 20 % des étudiants ayant suivi ce dispositif poursuivent jusqu'en L3 avec succès, sans préciser le nombre d'années nécessaires pour obtenir le diplôme.

Aucun suivi approfondi n'est réalisé sur le parcours des étudiants, que ce soit en matière de profil des inscrits, de taux de réussite ou de devenir. Bien qu'une population étudiante hétérogène et un taux d'abandon élevé dès le premier mois (entre 25 % et 33 %) soient mentionnés, aucune donnée quantitative supplémentaire n'est fournie, notamment sur le taux d'étudiants inscrits sous condition « oui si » et les titulaires d'un baccalauréat technologique. Le taux de réussite du portail *Mathématiques-informatique* est stable, proche de 40 %, tandis que celui du portail *Mathématiques-physique-chimie* a connu une diminution importante entre 2021-2022 et 2022-2023, passant de 40,6 % à 24,6 %. Les taux de réussite de L2 et L3 augmentent sur la période considérée, passant de 21 % à plus de 45 % en L2, et de 47,6 % à 54 % en L3, mais sans analyse associée. Par ailleurs, le parcours licence accès santé (L.AS), ouvert depuis 2021-2022 avec un effectif réduit, n'est pas accompagné de données chiffrées ni d'une analyse sur la réussite des étudiants. Enfin, la fiche d'évaluation de la qualité de l'insertion professionnelle et/ou de devenir des diplômés n'est pas fournie. Bien qu'il soit précisé que les étudiants réussissent en master, aucun détail n'est donné, notamment sur la répartition des diplômés par master.

La formation développe peu son ouverture à l'international. L'apprentissage de l'anglais est assuré à travers trois UE de quatre crédits ECTS chacune, réparties sur les trois années de la licence, bien que le volume horaire total ne soit pas précisé. L'établissement propose l'enseignement d'une seconde langue en complément ainsi que la possibilité de passer des certifications telles que le TOEIC. Aucun partenariat international n'est formalisé et aucune mobilité sortante et entrante n'a été enregistrée au cours des trois années évaluées. Les difficultés d'organisation et de cohérence entre les semestres des formations partenaires à l'étranger sont invoquées pour expliquer cette situation.

La démarche d'amélioration continue est très insuffisante. Un conseil de perfectionnement commun à toutes les mentions de l'UFR Sciences se réunit une fois par an, mais sa composition n'est pas conforme puisqu'il ne compte aucun acteur du monde socio-économique. De plus, un seul représentant étudiant de L3 *Mathématiques* est présent, ce qui est insuffisant pour avoir une vision globale de la formation sur l'ensemble des années. Par ailleurs, aucune évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants n'est organisée. Des questionnaires d'évaluation interne étaient distribués jusqu'à l'épidémie de COVID, mais que cela n'est plus en usage sur la période 2020-2023 en raison d'un projet en cours au niveau établissement.

Conclusion

Points forts

- Une première année au sein de deux portails pluridisciplinaires permettant une orientation progressive ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Une absence de suivi et d'analyse du parcours étudiant, que ce soit en termes de profil et réussite des inscrits ou de devenir des diplômés ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'est pas spécifique à la mention, et qui ne compte pas d'acteurs du monde socio-économique ;
- Une absence d'évaluation des enseignements et de la formation ;
- Des liens insuffisants avec le monde socio-économique ;
- Une approche par compétences balbutiante ;
- Une très faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Mettre en place rapidement le suivi et l'analyse du parcours étudiant.
- Définir un processus d'évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue, tout en veillant à inclure des acteurs du monde socio-économique dans la composition d'un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention.
- Développer les liens avec le monde socio-économique.
- Poursuivre les réflexions pour aboutir à une approche par compétences.
- Établir des partenariats internationaux afin de favoriser et accroître les opportunités de mobilités internationales pour les étudiants.

LICENCE MATHÉMATIQUES ET INFORMATIQUE APPLIQUÉES AUX SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales (MIASHS)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et compte 1 503 heures étudiant. La formation est organisée sous la forme d'un unique parcours. La plupart des enseignements sont communs à d'autres licences, notamment les licences *Mathématiques*, *Sociologie* et *Économie et gestion*. En 2022-2023, la formation compte 174 étudiants, 19 enseignants permanents et 21 enseignants non permanents.

Analyse globale

La licence *MIASHS* de l'UVSQ offre une solide formation pluridisciplinaire inscrite en continuum avec différents masters de l'établissement. Les enseignements sont organisés de façon classique pour l'essentiel et la formation intègre un adossement à la recherche cohérent et des éléments de professionnalisation diversifiés. Cependant, la démarche d'amélioration continue est presque inexistante et l'approche par compétences reste à développer.

La formation est cohérente avec l'offre de formation de l'établissement et avec son environnement académique. La licence *MIASHS* est par définition pluridisciplinaire puisqu'elle apporte aux étudiants des connaissances en mathématiques, informatique, économie et sociologie leur permettant d'intégrer ensuite des masters de statistiques, de finance, d'actuariat, d'économie, de sociologie quantitative ou de métiers de l'enseignement. En particulier, la formation s'inscrit en continuum avec le master *Ingénierie, statistique, actuariat et data science (ISADS)*. Une partie des enseignements est mutualisée avec les licences des quatre domaines cités. L'interdisciplinarité est également présente par le biais d'unités d'enseignement (UE) touchant à la fois à la statistique et à la sociologie, ou à l'économie et aux mathématiques. Des étudiants issus de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), de bachelor universitaire de technologie (BUT) ou de licence *Mathématiques* peuvent intégrer la formation en deuxième ou troisième année (L2 ou L3). Par ailleurs, des passerelles permettent aux étudiants de première année (L1) *MIASHS* de se réorienter vers les L2 *Économie et gestion*, *Sociologie*, *Mathématiques* et *Informatique*, et depuis la L2 *MIASHS* vers les L3 *Économie et gestion* et *Sociologie*. Cependant, ces réorientations restent peu fréquentes, avec au maximum quatre étudiants par an.

Le profil des étudiants recrutés et les taux de réussite en L2 et L3 de chaque promotion sont très bons. Le nombre d'inscrits en L1 est constant malgré des fluctuations des candidatures sur Parcoursup. La quasi-totalité des étudiants est titulaire d'un baccalauréat général avec spécialité Mathématiques. La part des néo-bacheliers inscrits sous condition « oui si » a augmenté de 28 % à 40 %, sans explication concernant cette évolution. Les taux de réussite en L1 sont faibles, oscillants entre 26 % et 39 % sur la période évaluée. Ces résultats sont attribués à des erreurs d'orientation et des difficultés matérielles rencontrées par certains étudiants. Un taux important de réorientations en fin de L1 est constaté parmi les étudiants en échec, bien qu'aucun chiffre précis ne soit fourni. Les résultats des étudiants inscrits sous condition « oui si » ne sont pas communiqués. D'autre part, si le nombre d'inscrits en L2 est stable (entre 45 et 58), celui de L3 a fortement diminué en 2021-2022, passant de 65 à 31, sans explication fournie. Les taux de réussite sont cependant bons, voire excellents, avec une moyenne de 62 % en L2 et de 76 % en L3.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Deux tiers de son volume horaire sont assurés par 27 enseignants-chercheurs (EC), majoritairement issus de la section 26, mais également des sections 05, 19, 25 et 27 du Conseil national des universités (CNU). Ils sont rattachés à cinq laboratoires de l'établissement : le

Laboratoire de mathématiques de Versailles (LMV), le Laboratoire d'économie et géographie *SOURCE*, le Laboratoire professions, institutions, temporalités (Printemps) en sociologie, le Laboratoire données et algorithmes pour une ville Intelligente et durable (DAVID), et le Laboratoire d'informatique parallélisme réseaux algorithmes distribués (LI-PaRAD) en informatique. Par ailleurs, les étudiants sont initiés à la recherche à travers l'UE « projet » du sixième semestre (six crédits ECTS), où chaque trinôme, accompagné par un EC référent (à raison de neuf heures d'encadrement), mène un projet en statistiques, économie ou sociologie pour aboutir à une présentation orale.

La formation intègre des éléments de professionnalisation et entretient des liens avec les acteurs du monde socio-économique, malgré l'absence de stage obligatoire. Les programmes de la formation sont conçus en cohérence avec ceux des poursuites d'études naturelles, en particulier le contenu du master *ISADS* de l'établissement. Deux UE sont assurées par un professeur associé, et des modules de sciences sociales bénéficient de l'intervention d'enseignants du secondaire. En tout, neuf professionnels dispensent 393 heures de formation, représentant 26 % du volume horaire total. De plus, la formation comprend une UE « projet personnel d'études et d'insertion » (PPEI) en L1 et L2 (deux crédits ECTS par an), qui comprend des conférences métiers en L1 et des outils concrets de professionnalisation (préparation d'un CV, d'une lettre de motivation, d'un entretien) en L2. Cependant, les volumes horaires ne sont pas précisés, cet enseignement n'existe pas en L3, et il n'y a pas de stage obligatoire dans le cursus.

La formation suit en partie le devenir de ses diplômés, malgré l'absence d'enquêtes réalisées par l'établissement. Aucune enquête sur le devenir des étudiants issus des licences généralistes n'est réalisée, et aucune fiche relative à la qualité de l'insertion professionnelle et/ou de devenir des diplômés n'est fournie. Néanmoins, il existe quelques éléments de suivi. Sur la période évaluée, entre 20 % et 35 % des diplômés poursuivent en master *ISADS*, avec une validation systématique de leur première année, à une exception près. Parmi les 12 diplômés entrés dans ce master en 2021, 10 sont en CDI en tant que statisticiens dans des secteurs tels que la banque, l'assurance, la téléphonie ou le transport 30 mois plus tard. De plus, sans données quantitatives précises, la formation reçoit des retours de diplômés ayant poursuivi dans d'autres masters tels que le master *Économie politique et institutions* de l'université Paris-Saclay ou le master *MIASHS* de l'université de Lille, ainsi que de programmes en statistique, actuariat ou économétrie à l'Institut de statistique de Sorbonne université ou en écoles de commerce.

L'approche par compétence est engagée, mais reste à développer. La formation est structurée en blocs de connaissances et de compétences (BCC) avec trois blocs disciplinaires et un bloc transversal, et est conçue selon une approche programme. Cependant, la maquette détaillée de la formation n'est pas fournie. Seul un tableau de correspondance entre les enseignements (cités uniquement sous la forme d'un code) et les compétences de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) figure au dossier. Le peu d'éléments fournis ne permet pas d'évaluer la qualité de l'alignement pédagogique. Aucun étudiant n'est impliqué dans une démarche de portfolio et aucune situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) n'est mise en place.

La formation, qui diversifie peu ses pratiques pédagogiques, propose des dispositifs d'accompagnement à la réussite, mais ceux-ci ne font l'objet d'aucune analyse. La majorité des enseignements est dispensée sous forme classique (cours magistraux et travaux dirigés). Cependant, à l'initiative de certains enseignants, quelques expériences d'innovation pédagogique ont été introduites, sans qu'elles soient explicitées, et un groupe de messagerie a été créé au sein du département de Mathématiques pour faciliter les échanges entre enseignants intéressés par le sujet. Grâce à des financements d'initiative d'excellence (IDEX), des enseignants de l'UFR Sciences ont suivi une formation pour mettre en place une UE de méthodologie proposée à tous les étudiants de L1. Le suivi de ces étudiants est assuré par le directeur des études et un contrat pédagogique est établi. Les étudiants inscrits sous conditions « oui si » bénéficient de travaux dirigés de soutien au premier semestre (volume horaire non précisé). Par ailleurs, les étudiants de L1 ayant échoué au premier semestre se voient proposer un semestre de remédiation intégrant des innovations pédagogiques, bien que le nombre de bénéficiaires de ce dispositif ne soit pas fourni.

La formation ne développe pas son ouverture à l'international. Elle comprend 93 heures d'anglais et imposait le passage d'une certification en langue jusqu'en 2021-2022, l'établissement offrant des certifications telles que le TOEIC. Cependant, il n'existe aucun partenariat international formalisé ou politique d'incitation à la mobilité sortante des étudiants. De plus, aucun dispositif d'accueil pour les mobilités entrantes n'est proposé par la formation, bien qu'un accompagnement soit possible au niveau de l'établissement. Sur la période évaluée, il y a eu une ou deux mobilités sortantes par an et aucune mobilité entrante. Les raisons invoquées sont la pluridisciplinarité de la formation qui rend toute mobilité entrante compliquée et la complexité des démarches qui freinent les candidats potentiels à une mobilité sortante.

La démarche d'amélioration continue est quasi inexistante. Un conseil de perfectionnement commun à toutes les mentions de l'UFR se réunit une fois par an. Cependant, sa composition n'est pas conforme puisqu'il ne compte aucun acteur du monde socio-économique et aucun étudiant de la mention. Le responsable de la

formation n'était par ailleurs pas présent lors du conseil de 2023 et les comptes rendus ne contiennent aucun paragraphe spécifique à la mention. Une autre organisation est prévue avec un temps de réunion spécifique à chaque mention à partir de juin 2024. Par ailleurs, la formation n'organise pas d'évaluation systématique des enseignements et de la formation par les étudiants. Des questionnaires d'évaluation interne étaient distribués jusqu'à l'épidémie de COVID, mais cela n'est plus en usage sur la période 2020-2023 en raison d'un projet en cours au niveau établissement.

Conclusion

Points forts

- Une formation pluridisciplinaire, bénéficiant d'enseignements mutualisés avec de nombreuses autres licences, ouvrant ainsi la voie à de multiples passerelles pour les étudiants ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- De bons taux de réussite en deuxième et troisième année ;
- De nombreux intervenants du monde socio-économique ;
- Un semestre de remédiation en première année.

Points faibles

- Un conseil de perfectionnement qui n'est pas spécifique à la mention, et qui ne compte ni acteur du monde socio-économique ni étudiant de la mention ;
- Une absence d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Une approche par compétences balbutiante ;
- Une très faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Mettre en place une démarche systématique et formalisée d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants, ainsi qu'un conseil de perfectionnement au niveau de la mention, dont la composition soit équilibrée entre enseignants, représentants du monde socio-économique et étudiants.
- Développer la formation en approche par compétences.
- Établir des partenariats internationaux afin de favoriser et accroître les opportunités de mobilités internationales pour les étudiants.

LICENCE PHYSIQUE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Physique* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est rattachée à l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et compte 1 587 heures étudiant. La première année (L1) est organisée sous la forme de deux portails pluridisciplinaires : le portail *Chimie-biologie* (commun avec la licence *Chimie*) et le portail *Mathématiques-physique-chimie* (commun avec la licence *Mathématiques*). La deuxième année (L2) repose sur l'unique parcours *Physique*. La troisième année (L3) comporte deux parcours (distincts au sixième semestre) : *Physique et sciences du climat (PSC)* et *Mécanique, signaux et données (MSD)*. En 2022-2023, la formation compte 658 étudiants, 35 enseignants permanents et 16 enseignants non permanents.

Propos liminaire

Plusieurs documents à valeur de preuve (maquette de la formation déclinée en blocs de connaissances et de compétences ou structurée en unités d'enseignement, avec les crédits ECTS ; fiche de la qualité de l'insertion professionnelle et/ou du devenir des diplômés) sont absents du dossier fourni par la formation, ce qui rend l'évaluation de certaines références difficile.

Analyse globale

La licence *Physique* joue pleinement son rôle dans l'offre de formation de l'UVSQ et du site Paris-Saclay. Elle bénéficie d'un très bon adossement à la recherche et son équipe pédagogique est investie dans l'innovation pédagogique. Cependant, des points de vigilance sont à noter, notamment l'insuffisance de la démarche d'amélioration continue et l'absence de suivi du devenir des diplômés.

La formation est cohérente avec l'offre de formation de l'établissement et avec son environnement académique. La licence est conçue en synergie avec les filières scientifiques du même cycle et de cycle supérieur. Le projet d'intégration à l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay fait l'objet d'une collaboration entre les équipes pédagogiques et une restructuration de la formation est prévue pour la prochaine accréditation. En proposant en L1 deux portails pluridisciplinaires mutualisés avec d'autres licences scientifiques, la licence *Physique* permet aux étudiants de s'orienter et de se spécialiser progressivement en fonction de leur projet de poursuite d'études. Des passerelles sont possibles pour les étudiants des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), les titulaires d'un bachelor universitaire de technologie (BUT), ainsi que ceux inscrits dans la licence double diplôme (LDD) *Mathématiques-physique* de l'université Paris-Saclay dont une partie des enseignements est commune. En général, sur 200 candidatures à une entrée en L2 ou L3, une dizaine est retenue. Les deux parcours de L3 ont été élaborés en concertation avec des enseignants de l'Université Paris-Saclay et répondent aux souhaits de poursuite d'études des étudiants. Localement, plusieurs masters constituent des débouchés naturels de la formation : les masters *Sciences de la Terre, des planètes et de l'environnement*, *Physique et applications* et *Électronique, énergie électrique, automatique* de l'établissement, et le master *Mécanique* de l'université Paris-Saclay. Les étudiants ont aussi la possibilité de poursuivre en master *Enseignement, de l'éducation et de la formation* parcours *Physique-chimie*, mais la formation ne prévoit pas de parcours spécifique pour les y préparer.

L'attractivité, les effectifs et les taux de réussite sont bons et demeurent stables. Les deux portails comptent entre 515 et 563 inscrits, dont environ 90 % sont titulaires d'un baccalauréat général. Le nombre d'inscrits en L3 est stable jusqu'en 2022 puis diminue en 2022-2023 (passant de 55 à 38). L'équipe pédagogique suppose que cette baisse est liée au changement du mode d'inscription des étudiants inscrits en LDD à partir de cette date. Étant donné son intitulé, il est surprenant que le portail *Chimie-biologie* constitue une des voies naturelles de la L2 *Physique*. Cependant, l'absence de détail sur le contenu des portails ne permet pas d'éclaircir cette situation.

En pratique, 90 % des inscrits en L2 sont issus du portail *Mathématiques-physique-chimie*. Les taux de réussite en L1 et L2 sont relativement stables et bons : entre 44 % et 49 % en L1, et près de 50 % en L2. En L3, le taux augmente de 50 % entre 2020 à 2022 pour atteindre 65 % en 2022-2023 concomitamment à la baisse d'effectifs. Par ailleurs, la formation propose un parcours licence accès santé (L.AS) accueillant entre 35 et 45 étudiants répartis sur les deux portails de L1, et entre 3 et 7 étudiants en L2. Parmi eux, 8 à 20 ont réussi à intégrer la deuxième année du diplôme de formation générale en santé (DFGS2) après leur première année, et 3 à 5 après leur deuxième année.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, mais ses liens avec le monde socio-économique sont très peu développés. L'adossement à la recherche repose sur l'implication de 37 enseignants-chercheurs (EC), soit plus de 72 % des enseignants, assurant 70 % des heures étudiants. Ils sont issus de quatre laboratoires : le Groupe d'étude de la matière condensée (GEMaC), le Laboratoire atmosphères, milieux, observations spatiales (LATMOS), le Laboratoire d'ingénierie des systèmes de Versailles (LISV) et le Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE). Et ils appartiennent aux sections attendues du Conseil national des universités (CNU). Les étudiants sont initiés à la recherche dès la L1, ce qui est rare, avec un projet méthodologique (12 heures) sur une question de physique générale. De plus, un stage de quatre semaines en laboratoire est obligatoire en L3 (cinq crédits ECTS), et se déroule généralement dans l'un des laboratoires associés aux EC. Cela soulève des interrogations, notamment concernant l'impossibilité pour les étudiants, en particulier ceux se destinant à l'enseignement, d'effectuer un stage en dehors du secteur de la recherche. D'autre part, seuls 14 professionnels interviennent dans la formation, principalement au sein d'unités d'enseignements (UE) transverses. Aucun représentant du monde socio-économique n'est présent au conseil de perfectionnement (CP) et seule l'unité de projet personnel d'étude et d'insertion (PPEI) de L1 permet aux étudiants de rencontrer des professionnels issus des différents métiers et secteurs d'activités accessibles avec la formation.

L'équipe pédagogique est engagée sur les pratiques innovantes, mais l'approche par compétence n'est pas mise en avant. Des EC intervenant au sein de la formation participent régulièrement aux appels à projets (AAP) de l'université Paris-Saclay. Par ailleurs, une enseignante du département de Physique a obtenu un financement d'initiative d'excellence (IDEX) pour équiper une salle dédiée aux travaux dirigés (TD), axés sur la pédagogie différenciée. Un travail collectif entre enseignants de différents départements de l'UFR Sciences a permis de concevoir des séances de TD de méthodologie destinées aux étudiants de L1. Une pédagogie différenciée a été mise en place en fonction des spécialités choisies en terminale, bien que sa forme ne soit pas précisée. La formation est structurée en blocs de connaissances et de compétences (BCC) : deux disciplinaires et un transverse par année. Le manque de documents à valeur de preuve empêche d'évaluer la qualité de l'alignement pédagogique et le niveau d'appropriation de l'approche par compétences. Aucun étudiant n'est engagé dans une démarche de portfolio et aucune situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) n'est mise en place.

La formation propose des dispositifs d'accompagnement à la réussite, mais ceux-ci ne font pas l'objet d'analyse. Le suivi des étudiants est réalisé par le directeur des études et un contrat pédagogique est établi. Des entretiens sont organisés pour les étudiants de L2 et L3 en échec ou ayant redoublé au moins deux fois. Mais aucune mesure d'accompagnement en amont n'est précisée. Par ailleurs, une UE « physique générale » du premier semestre est dispensée sous la forme de cours et TD pour faciliter la transition avec le lycée. Des tests de positionnement et des exercices autocorrigés sont mis à disposition sur le portail numérique. Les étudiants inscrits sous condition « oui si » bénéficient de TD de soutien au premier semestre, mais leur volume horaire est limité (neuf heures dans deux UE). Par ailleurs, les étudiants de L1 ayant échoué au premier semestre (sur au moins trois des quatre UE scientifiques) se voient proposer un semestre de remédiation : ils suivent à nouveau trois UE de ce semestre sous forme de cours et TD, et sont évalués en contrôle continu. Ce dispositif permet un redoublement dans de meilleures conditions ou une prise de conscience amenant à une réorientation. Il est regrettable de ne pas trouver dans le dossier le nombre d'étudiants concernés. Il est indiqué que 20 % des étudiants ayant suivi ce dispositif poursuivent jusqu'en L3 avec succès, sans préciser le nombre d'années nécessaires pour obtenir le diplôme.

L'ouverture à l'international ne constitue pas une priorité pour la formation. Celle-ci comporte 90 heures d'anglais et l'établissement offre la possibilité de passer des certifications telles que le TOEIC. Cependant, aucun partenariat international formalisé n'existe et la mobilité reste quasi inexistante (une mobilité sortante et deux entrantes en 2022-2023) bien que les étudiants soient informés dès la L2 de la possibilité d'effectuer une mobilité sortante en L3.

La démarche d'amélioration continue est insuffisante. Un CP, commun à toutes les mentions de l'UFR Sciences, se réunit une fois par an, mais sa composition n'est pas conforme puisqu'il ne compte aucun acteur du monde socio-économique. Un seul étudiant de L3 *Physique* est présent, ce qui est insuffisant pour avoir une vue d'ensemble sur l'ensemble des années et des parcours. Un conseil restreint d'étudiants vient compléter ce CP, mais peu d'éléments sont donnés quant à sa composition, sa fréquence et sa fonction. Par ailleurs, la formation n'organise pas d'évaluation systématique et formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.

Un dispositif d'évaluation interne avait été mis en place, mais n'a plus été utilisé de 2020 à 2023 en raison d'un projet en cours au niveau établissement. Cette interruption est regrettable, car ce dispositif avait permis d'améliorer les pratiques pédagogiques.

La formation ne réalise pas de suivi précis du devenir de ses diplômés. La fiche d'évaluation de la qualité de l'insertion professionnelle et/ou de devenir des diplômés n'est pas fournie et aucune donnée quantitative sur la question n'est indiquée. Il est seulement mentionné que 60 % des étudiants répondent à une enquête de poursuite d'études, sans préciser laquelle, et que 60 % poursuivent en master tandis que 40 % intègrent une école d'ingénieurs.

Conclusion

Points forts

- Une formation pluridisciplinaire avec une spécialisation progressive ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un stage obligatoire en L3 ;
- Des enseignants engagés dans l'innovation pédagogique.

Points faibles

- Une absence de suivi du devenir des diplômés ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'est pas spécifique à la mention et qui ne compte pas d'acteurs du monde socio-économique ;
- Une absence d'évaluation formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Des liens insuffisants avec le monde socio-économique ;
- Une approche par compétences balbutiante ;
- Une ouverture à l'international très peu développée.

Recommandations

- Instaurer un suivi et analyser le devenir des diplômés.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention, et dont la composition soit équilibrée au niveau des trois collèges : les enseignants, les étudiants et les professionnels.
- Relancer les enquêtes d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.
- Développer les liens avec le monde socio-économique.
- Définir et déployer une approche par compétences.
- Développer des partenariats internationaux pour favoriser les mobilités et l'ouverture à l'international.

LICENCE SCIENCES DE LA VIE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Sciences de la vie* (SV) de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences. La première année (L1) est accessible via deux portails bidisciplinaires (*Biologie-chimie* et *Biologie-informatique*), le choix de la mention SV se fait en deuxième année (L2) et la spécialisation s'affine en troisième année (L3) dans l'un des trois parcours possibles : *Biologie cellulaire et génétique moléculaire (BCGM)*, *Biologie cellulaire et physiologie (BCP)* et *Biochimie et biotechnologie (Bio2)*. La formation contient 1 542 heures étudiants et en 2022-2023, elle compte 744 étudiants et 65 enseignants permanents. Elle propose un parcours licence accès santé (L.AS) à partir de la L1.

Propos liminaire

Les données quantitatives concernant les L2 et L3 sont fusionnées et non communiquées par parcours, ce qui empêche d'évaluer avec pertinence chacun des parcours.

Analyse globale

La licence SV de l'UVSQ, dans le cadre de son intégration dans l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay, est en adéquation avec la stratégie de l'établissement sur les aspects concernant l'accompagnement à la réussite, la présence du projet personnel d'études et d'insertion (PPEI) et l'organisation pédagogique de la formation. Si le taux de diplômés est très satisfaisant, leur devenir, hors poursuite en master au sein de l'établissement, est manquant. Deux points de vigilance sont à noter : la démarche d'amélioration continue est insuffisante, et l'approche par compétences, certes initiée, est à finaliser.

L'articulation entre recherche et formation est bonne pour un diplôme de premier cycle. Une unité d'enseignement (UE) « projet tutoré », obligatoire en L3 (trois crédits ECTS), est basée sur un travail bibliographique permettant l'élaboration d'un projet de recherche. Il est indiqué que 54 heures sont consacrées à la recherche scientifique et aux dispositifs pédagogiques préparant les étudiants au travail en laboratoire, sans rattachement explicite de ces heures à des UE de la maquette. Lauréat d'un appel à projet de l'UVSQ, « imageur EVOS », le département de Biologie s'est doté de deux microscopes à épifluorescence dans le cadre de travaux pratiques. Les différentes disciplines scientifiques enseignées, principalement biologiques, sont assurées par 92 enseignants-chercheurs (EC) qui assurent environ 61 % du volume horaire étudiant. Ils sont rattachés à des laboratoires universitaires, au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), bien que les laboratoires spécifiquement engagés dans la licence ne soient pas mentionnés.

Les dispositifs de préprofessionnalisation sont nombreux et bien renseignés. Ils se déclinent sous forme d'UE obligatoires comptant pour sept crédits ECTS minimum en L1 et L2 (UE PPEI et UE « connaissances de l'entreprise »). Il n'est pas clairement mentionné si ces dispositifs sont réalisés en appui d'un service d'orientation et d'insertion professionnelle. Il est également indiqué l'intervention de trois professionnels issus du monde socio-économique, assurant 165 heures d'enseignement dans la licence. Un réseau alumni UVSQ Paris-Saclay, permettant le parrainage d'un étudiant par un diplômé ou un professionnel, est mentionné sans qu'il soit précisé le nombre d'étudiants de la licence SV qui en bénéficient. Enfin, un stage volontaire est proposé sur les trois années de la formation, avec en 2022-2023, respectivement 11, 9 et 20 étudiants concernés. Ce stage, sous sa forme créditante, n'est pas intégré à la maquette de la licence SV, et donc peu choisi.

L'ouverture à l'international reste faible. Malgré l'existence d'un service des relations internationales de l'université, en lien avec les enseignants-référents dans chaque département, la mobilité étudiante reste très faible (aucune mobilité entrante et une mobilité sortante en 2022-2023). L'internationalisation de la licence SV se résume à l'apprentissage d'une langue vivante (anglais) du deuxième au cinquième semestre pour 12 crédits ECTS et un volume horaire total de 90 heures. Des certifications sont proposées par le Centre d'études et de ressources en langues (CEREL), mais le coût financier n'est pas pris en charge par l'UVSQ, ce qui limite l'accès aux étudiants (seuls 16 étudiants ont passé le TOIEC en 2022-2023). En outre, aucun cours disciplinaire n'est délivré en anglais.

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, mais sans réelle mise en valeur avec les compétences visées. Le programme pédagogique est construit en équipe pédagogique afin d'assurer les connaissances requises pour ce type de formation. Si la maquette a été structurée en blocs de connaissances et de compétences (BCC) en cohérence avec la fiche du référentiel national des certifications professionnelles (RNCP), la formation ne s'inscrit pas pour autant dans une approche par compétences. Les situations et les modalités d'évaluation des compétences ne sont pas présentées, les étudiants ne disposent pas d'un portfolio permettant le suivi de l'acquisition des compétences. Il est recommandé à l'équipe pédagogique de développer l'approche par compétences afin d'augmenter la visibilité de la formation, notamment auprès du public de formation continue (un stagiaire en 2021-2022). La formation développe peu ses pratiques pédagogiques. En parallèle des modalités d'enseignement classiques, quelques dispositifs en ligne (tests d'autoévaluation, forum de discussion), générés pendant la pandémie, existent, mais leur efficacité n'est pas indiquée. L'engagement étudiant est valorisé par trois crédits ECTS, au travers d'une UE « engagement et vie associative ». Cependant, ces 3 crédits ECTS ne sont pas intégrés aux 30 crédits ECTS du semestre, ce qui justifie probablement que seuls 2 étudiants aient été inscrits à cette UE sur les trois dernières années.

Au regard de la concurrence avec d'autres licences SV au niveau régional, la formation jouit d'une bonne attractivité en L1, attirant en moyenne 4 500 candidats pour une capacité d'accueil constante d'environ 415 places par an, atteinte à 90 %. La proportion de bacheliers technologiques, souvent peu préparés à cette formation généraliste, est très faible, ne représentant que 2 % des candidats. L'équipe pédagogique est d'ailleurs très impliquée dans des dispositifs d'information et d'orientation efficaces (journée portes ouvertes, salon de l'étudiant, présentations aux lycées environnants, site web). Un dispositif d'accompagnement à la réussite, sans allongement d'études et incluant des travaux dirigés de soutien au premier semestre, accueille 35 % des néo-bacheliers inscrits sous condition « oui si ». La stratégie de recrutement de ce dispositif n'est pas précisée. Un point de vigilance concerne toutefois la baisse de 20 % des candidatures Parcoursup au cours des trois dernières années, sans explication fournie. De même, la baisse des effectifs de L2 (187 étudiants en 2020-2021 pour 119 étudiants en 2022-2023) n'est pas expliquée. L'effectif de L3, constant sur les deux dernières années, n'est pas indiqué par parcours, rendant impossible toute analyse. L'accueil d'étudiants du supérieur en réorientation concerne des étudiants s'inscrivant en L2 ou L3 après une L1 ou L2 dans d'autres universités, des étudiants issus de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) conventionnées (un à deux étudiants par an), ainsi que des étudiants lauréats d'un parcours d'accès spécifique santé (PASS) avec mineure Sciences (une dizaine d'étudiants).

La formation suit et analyse la réussite des étudiants de façon incomplète. L'information sur le taux de réussite, fournie par l'équipe pédagogique, est partielle, se concentrant uniquement sur la première session. Elle indique un taux de réussite faible, sans toutefois préciser les chiffres pour la deuxième session. Sur cette base, le taux de réussite en première session, sur la période évaluée, est bon en L1 (respectivement 60 %, 40 % et 52 %), perfectible en L2 (55 %, 60 % et 47 %), et satisfaisant en L3 (70 %, 52 % et 72 %). La chute observée des taux en 2021-2022 pour les L1 et en 2022-2023 pour les L2, est interprétée comme la conséquence du confinement subi par les étudiants durant leurs dernières années de lycée et de la réforme du baccalauréat en 2021. La baisse en L3 en 2021-2022 n'est pas analysée. Le taux de diplômés très satisfaisant (81 % en moyenne sur la période évaluée), bien meilleur que le taux de réussite en L3, peut être interprété par la possibilité d'un semestre non acquis en L3 en parallèle de l'obtention de la moyenne sur les trois années de licence. La formation propose un semestre rebond au deuxième semestre qui accueille les étudiants volontaires d'un L1 « classique » ou « oui si », en difficulté au premier semestre. Aucune donnée chiffrée ni aucune analyse n'est fournie concernant la réussite des étudiants inscrits dans le semestre rebond ou sous condition « oui si », ce qui ne permet pas d'évaluer l'efficacité de ce dispositif.

L'insertion professionnelle et la nature des poursuites d'études sont très peu renseignées. Quelques enquêtes informelles sont réalisées par e-mail par le responsable de L3. La seule donnée fournie concerne les diplômés qui poursuivent dans un master de l'établissement, ce qui ne permet pas une vision réaliste des études post licence.

Le processus d'évaluation interne de la formation par les étudiants est partiel. Il prend la forme, pour quelques UE, d'un questionnaire papier, de sondage en ligne ou de discussions. Aucune information n'est fournie sur les impacts réels de ces évaluations informelles. Le conseil de perfectionnement n'est pas conforme : il est commun aux licences scientifiques de l'UFR Sciences, composé uniquement de membres institutionnels, sans la présence

de professionnels du monde socio-économique, et ne comporte pas de discussions sur l'attractivité, la réussite, et le devenir des étudiants. Des perspectives d'évolution en lien avec les doléances des étudiants font l'objet d'un compte rendu.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui reste attractive en L1 malgré une concurrence régionale importante ;
- Une spécialisation progressive permettant une poursuite d'étude en master ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- De nombreux éléments de préprofessionnalisation.

Points faibles

- Une insuffisance dans le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'étude ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'est pas spécifique à la mention, et qui ne compte pas d'acteur du monde socio-économique ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Une mobilité internationale très faible.

Recommandations

- Renforcer le suivi sur le devenir des diplômés.
- Mettre en place un dispositif d'amélioration continue, avec un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention et une évaluation systématique des enseignements par les étudiants.
- Poursuivre la mise en œuvre de l'approche par compétences en intégrant l'évaluation des compétences et leur valorisation par la démarche portfolio.
- Renforcer la mobilité à l'international par le développement de partenariats internationaux et l'introduction d'enseignements dispensés en anglais, éventuellement sur la base du volontariat.

LICENCE SCIENCES DE LA VIE ET DE LA TERRE

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Sciences de la vie et de la Terre* (SVT) de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences. La première année (L1) est accessible via deux portails bidisciplinaires (*Biologie-chimie* et *Biologie-informatique*), le choix de la mention SVT se fait en deuxième année (L2). La spécialisation, prédéterminée au quatrième semestre par le choix d'une unité d'enseignement (UE) optionnelle, s'affine en troisième année (L3) dans l'un des deux parcours possibles : *Biodiversité* et *Géosciences-environnement* (GE). La formation contient 1 545 heures étudiant. En 2022-2023, elle compte 603 étudiants et 64 enseignants permanents. Elle propose un parcours licence accès santé (L.AS) à partir de la L1.

Propos liminaire

Les données quantitatives des L3 SVT ne sont pas communiquées par parcours, ne permettant pas d'évaluer avec pertinence chacun des parcours.

Analyse globale

La licence SVT de l'UVSQ, dans le cadre de son intégration dans l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay, est en adéquation avec la stratégie de l'établissement sur les aspects concernant l'accompagnement à la réussite, la présence du projet personnel d'études et d'insertion (PPEI) et l'organisation pédagogique de la formation. Elle vise l'acquisition de connaissances dans les domaines de la biodiversité et des géosciences. Toutefois, la pertinence du parcours *Biodiversité* est mise en question en raison de l'absence d'enseignants-chercheurs (EC) relevant de la section 67 du Comité national des universités (CNU). Deux points de vigilance sont à noter : l'approche par compétences n'est pas aboutie et la démarche d'amélioration continue est insuffisante.

L'articulation entre recherche et formation est bien structurée pour un diplôme de 1^{er} cycle. Une unité d'enseignement (UE) de méthodologie scientifique est proposée dès la L1, ainsi que deux UE obligatoires « projet tutoré » (au total quatre crédits ECTS) en L3, permettant l'élaboration d'un projet de recherche basé sur un travail bibliographique ou l'analyse d'un jeu de données. Il est indiqué que 52 heures sont consacrées à la recherche scientifique et aux dispositifs pédagogiques préparant les étudiants au travail en laboratoire, sans rattachement explicite de ces heures à des UE de la maquette. Les enseignements sont principalement assurés par 90 EC permanents qui assurent environ les deux tiers du volume horaire étudiant. Ils sont rattachés aux UFR Sciences et UFR Santé ainsi qu'à l'Observatoire Versailles Saint-Quentin (OVSQ), et proviennent des laboratoires de recherche de l'UVSQ ou de l'université Paris-Saclay. La participation de six chercheurs est mentionnée.

Les efforts d'intégration d'éléments de professionnalisation du parcours méritent d'être poursuivis. Le PPEI (quatre crédits ECTS) est obligatoire en L1 et L2. Un stage volontaire, possiblement créditant, peut également être effectué en dehors du monde académique (quatre étudiants en 2022-2023). Enfin, le stage de terrain obligatoire en L3 dans chaque parcours est à souligner. Quelques intervenants non universitaires participent également au sein de l'UE « climat, enjeux et société », UE destinée à sensibiliser les étudiants aux enjeux du développement durable et du dérèglement climatique.

L'ouverture à l'international de la formation reste faible. Le service des relations internationales de l'université aide à la construction d'un projet de mobilité entrante ou sortante, en lien avec l'enseignant-référent responsable des échanges au sein de la licence SVT. L'efficacité de ce processus est discutable, compte tenu

du peu d'étudiants en mobilité dans la formation (aucune mobilité entrante et trois mobilités sortantes en 2022-2023). Le coût financier pour les étudiants est jugé élevé, et l'anticipation nécessaire est considérée comme trop précoce. L'internalisation de la licence SVT se résume à l'apprentissage d'une langue vivante (anglais) du deuxième au cinquième semestre pour 12 crédits ECTS et un volume horaire total de 90 heures. Malgré la mise en place de certifications par le Centre d'études et de ressources en langues (CEREL) de l'UVSQ, aucune donnée chiffrée n'est fournie. En outre, aucun cours disciplinaire n'est délivré en anglais.

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, mais sans réelle mise en valeur avec les compétences visées. Le programme pédagogique est construit en équipe pédagogique. Si la maquette a été structurée en blocs de connaissances et de compétences (BCC) en cohérence avec la fiche du référentiel national des certifications professionnelles (RNCP), la formation ne s'inscrit pas pour autant dans une approche par compétences. Les situations et les modalités d'évaluation des compétences ne sont pas présentées, les étudiants ne disposent pas d'un portfolio permettant le suivi de l'acquisition des compétences. Il est recommandé de développer l'approche par compétences afin d'augmenter la visibilité de la formation, notamment auprès du public de formation continue actuellement absent. La formation développe peu ses pratiques pédagogiques. En complément des modalités d'enseignement classiques, quelques dispositifs en ligne générés pendant la pandémie (test d'autoévaluation, forum de discussion) existent toujours, mais leur efficacité n'est pas indiquée.

Au regard de la concurrence avec d'autres licences SVT au niveau régional, la formation jouit d'une bonne attractivité en L1 (4 800 candidats en moyenne pour une capacité d'accueil constante d'environ 415 places par an, atteinte à 94 %), avec une part très faible de néo-bacheliers technologiques (3,9 %) dont la formation antérieure est le plus souvent peu adaptée à cette formation scientifique. L'équipe pédagogique est d'ailleurs très impliquée dans des dispositifs d'information et d'orientation efficaces (journée portes ouvertes, salon de l'étudiant, présentations aux lycées environnants, site web). Un point de vigilance concerne la baisse de 20 % des candidats sur Parcoursup, attribuée à la diminution démographique. Un dispositif d'accompagnement à la réussite pour les étudiants inscrits sous condition « oui si », sans allongement d'études et incluant des travaux dirigés de soutien au premier semestre, accueille 35 % des néo-bacheliers, bien que la stratégie de recrutement ne soit pas précisée. Les effectifs de L2 et L3 sont stables. Le nombre d'étudiants par parcours n'est pas mentionné. La formation est également proposée en L.AS et accueille en moyenne 7 % de première année L.AS et 14 % de deuxième année L.AS.

La formation suit et analyse la réussite des étudiants de façon satisfaisante. Elle affiche un très bon taux de réussite, avec des moyennes de 52 % en L1, 70 % en L2 et 86 % en L3. Ces résultats sont en partie attribués à la compensation au sein d'un même BCC et entre BCC. La formation propose un semestre rebond au deuxième semestre qui accueille les étudiants volontaires d'un L1 « classique » ou « oui si », en difficulté au premier semestre. Le taux de poursuite d'études en L3 pour les étudiants du semestre rebond est de 20 %. L'efficacité du dispositif « oui si » ne peut pas être discutée en l'absence de données sur la poursuite en L3 des étudiants du L1 « classique ».

Au sein de l'UVSQ, l'insertion professionnelle et la nature des poursuites d'études ne font pas l'objet d'un suivi institutionnel spécifique par mention de licence. La poursuite d'étude des diplômés de la licence SVT en master est bien renseignée par le responsable de L3 SVT qui prend en charge ce suivi. Avec un taux de réponse de 54 %, les diplômés poursuivent à 90 % en master, en lien avec leur spécialisation pour 72 % d'entre eux.

Le processus d'évaluation interne de la formation par les étudiants n'est pas formalisé. Il prend la forme, pour quelques UE, d'un questionnaire papier, de sondage en ligne ou de discussions. Il n'y a aucune information sur les impacts réels de ces évaluations informelles. Le conseil de perfectionnement n'est pas conforme : il est commun aux licences scientifiques de l'UFR Sciences, composé uniquement de membres institutionnels, sans professionnels du monde socio-économique pour aborder l'insertion professionnelle, et ne traite pas de l'attractivité, la réussite et le devenir des étudiants. Le compte rendu fait part des doléances des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui reste attractive en L1 malgré une concurrence régionale importante ;

- Une spécialisation progressive du parcours de l'étudiant permettant une poursuite d'études en master ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un stage de terrain obligatoire en L3 ;
- Un très bon taux de réussite.

Points faibles

- Une incohérence entre l'existence d'un parcours *Biodiversité* et l'absence d'EC appartenant à la section CNU 67 ;
- Un suivi de la poursuite d'étude non formalisé et une absence de données sur l'insertion professionnelle ;
- Un processus d'évaluation interne non formalisé et un conseil de perfectionnement qui n'est pas spécifique à la mention et qui ne compte pas d'acteurs du monde socio-économique ;
- Une approche par compétence non aboutie ;
- Une très faible mobilité internationale.

Recommandations

- Évaluer la légitimité et la pérennité d'un parcours *Biodiversité* face à l'absence d'EC spécialistes de la discipline.
- Formaliser un suivi sur le devenir des diplômés.
- Mettre en place un dispositif d'amélioration continue, avec un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention et une évaluation systématique des enseignements par les étudiants.
- Poursuivre la mise en œuvre de l'approche par compétences en intégrant l'évaluation des compétences et leur valorisation par la démarche portfolio.
- Renforcer la mobilité à l'international par le développement de partenariats internationaux et l'introduction d'enseignements dispensés en anglais, éventuellement sur la base du volontariat.

LICENCE SCIENCES POUR LA SANTÉ

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour la santé* parcours *Rééducation-réadaptation avec accès santé (LASRR)* de l'université de Versailles Saint-Quentin (UVSQ) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé Simone Veil au sein du département universitaire de Rééducation-réadaptation (DU2R). Cette licence contribue au dispositif licence accès santé (L.AS) de l'UVSQ et accueille les étudiants du parcours d'accès spécifique santé (PASS) avec option *Rééducation-réadaptation (RR)*. Cette formation a ouvert sa première année (L1) de formation en 2021. Dans la continuité, la deuxième année (L2) a ouvert en 2023 et la troisième année (L3) en 2024. En 2022-2023, la L1 compte 136 étudiants et 27 enseignants permanents.

Propos liminaire

Le comité souligne que les éléments fournis comportaient des acronymes et appellations tronquées rendant l'identification des partenaires institutionnels et la compréhension du contexte particulièrement complexes.

Analyse globale

La licence *Sciences pour la santé* parcours *LASRR*, repose sur une approche expérimentale originale basée sur le principe de la « marche en avant » qui répond aux attentes ministérielles sur l'intégration universitaire des formations paramédicales. Parmi les points forts figure le dispositif de sensibilisation à la recherche précoce et adaptée aux besoins de la filière rééducation et réadaptation. La formation doit à présent porter ses efforts sur les mesures d'accompagnement en faveur de la réussite étudiante et la cohérence à apporter, pour aligner les compétences visées et leur évaluation. Elle doit également s'attacher à renforcer le volume d'enseignement dédié à l'apprentissage de l'anglais et consolider son dispositif d'amélioration continue.

La formation décline un parcours novateur pour répondre aux attentes ministérielles d'intégration universitaire des formations paramédicales. La formation est fortement en lien avec les partenaires du territoire de la filière rééducation et réadaptation, qu'ils soient institutionnels (quatre établissements) ou privés (praticiens libéraux et entreprises), contribuant ainsi à la professionnalisation et à l'orientation des étudiants. Elle propose un parcours expérimental et spécifique offrant trois options de poursuite d'études aux étudiants attirés par le domaine de la rééducation et de la réadaptation ou plus largement de la santé. La première option permet d'entrer en seconde année d'une formation de rééducation-réadaptation (kinésithérapie, ergothérapie ou psychomotricité) dans l'un des quatre instituts partenaires sur le territoire (Institut de formation en masso-kinésithérapie du centre hospitalier intercommunal de Meulan-les-Mureaux, École d'Assas rééducation, Centre européen d'enseignement en rééducation et réadaptation fonctionnelle, Institut de formation en masso-kinésithérapie Saint-Michel). La deuxième option offre la possibilité d'intégrer la filière Médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie (MMOP), sous condition de validation d'une mineure santé et selon le classement en rang utile. Enfin, la troisième option consiste à poursuivre en *LASRR* pour accéder à des formations et métiers variés en lien avec la rééducation et la réadaptation (techniciens, ingénieurs).

La formation offre un adossement à la recherche précoce et adapté aux exigences du secteur santé. En 2022-2023, 46 % des intervenants (27 sur 58) sont des enseignants-chercheurs (EC) rattachés soit uniquement à une université (mono-appartenants), soit à la fois à une université et à un établissement hospitalier (bi-appartenants). Ces EC assurent 38 % du volume des enseignements (203 heures sur 535 heures). La formation signale une augmentation de la contribution des EC, hors période de référence, en 2023-2024 (50 % des cours assurés par 55 % d'EC). Au-delà des contenus habituellement abordés (recherche bibliographique, raisonnement scientifique en recherches qualitative et quantitative et recueil de données), l'unité d'enseignement (UE) en recherche, d'un volume total de 50 heures en L1, aborde des aspects plus spécifiques du domaine : législation

qui encadre la recherche biomédicale et fondamentale, ainsi que l'*evidence based medicine*. Les aspects éthiques et déontologiques sont également abordés (15 heures, dans une autre UE).

L'ouverture à l'international de la formation est absente, et le volume horaire consacré à l'apprentissage d'une langue vivante reste faible. Bien que ne préparant pas spécifiquement et exclusivement aux professions de santé dites « réglementées », la formation ne prend pas en compte le développement international. Ainsi, aucune mobilité entrante ni sortante n'est observée, aucun enseignement n'est dispensé en langue étrangère et aucun projet de développement n'est annoncé. Bien que l'apprentissage en anglais de la santé soit adossé à une plateforme de formation à distance (MiSchool) et donne la possibilité d'une certification, le volume horaire dédié est faible et représente à peine plus de 4 % du volume total de la formation pour les deux premières années de licence : 16 heures en L1, soit moins de 3 % des enseignements, et 32 heures en L2, soit moins de 6 %. En 2022 et 2023 respectivement, 70 % et 65 % des étudiants de L1 ont obtenu la certification MiSchool (dont le niveau européen de certification visé n'est pas précisé), soit plus de 25 % d'échec.

La formation doit compléter et mieux évaluer les compétences visées. La licence intègre de nombreux éléments de professionnalisation : 55 % des enseignements sont assurés par des professionnels, des compétences professionnelles sont visées, et des stages sont obligatoires (une semaine en L1 et cinq semaines en L2, mais la durée pour la L3 n'est pas précisée). Les professionnels interviennent particulièrement sur les contenus suivants : éthique, sexisme et discrimination, anatomie fonctionnelle, histoire des métiers de la rééducation et réadaptation, handicap, la législation, déontologie, et psychologie du développement. L'organisation de la formation en blocs de connaissances et de compétences (BCC) n'inclut à ce jour ni formation au numérique ni sensibilisation aux enjeux de la transition écologique. Les modalités d'évaluation des compétences visées ne sont pas détaillées et ne permettent pas d'apprécier l'alignement pédagogique de la formation.

La formation analyse peu son attractivité et doit améliorer l'accompagnement de ses étudiants. Le nombre d'étudiants inscrits a augmenté entre la première et la seconde année de mise en œuvre (98 en 2021-2022 et 136 en 2022-2023). Bien que ne disposant que de deux années de recul, la formation est préférentiellement attractive pour les femmes (trois femmes pour un homme), ce qui est une constante en santé. En 2021, 487 admis sur 1 458 demandes ont donné *in fine* 98 inscriptions, soit un taux de 20 % d'acceptation par les étudiants. En 2022, 403 admis sur 1 313 demandes ont donné *in fine* 90 inscriptions, soit un taux de 22 % d'acceptation par les étudiants. Les taux de réussite sont suivis quantitativement, variant de 74,2 % entre la première année de mise en œuvre de la L1 à 66,4 % la seconde année. Cette baisse observée n'a pas été analysée qualitativement par la formation. Les admis ont majoritairement intégré une formation en santé (MMOP). En 2023, 48 étudiants ont été admis en deuxième année de diplôme de formation générale (DFG), sans précision de leur répartition entre les filières maïeutique, médicales, odontologie et pharmaceutique, 25 ont redoublé, 24 d'autres se sont réorientés (sans détails sur les filières) et 15 étudiants ont choisi de poursuivre en L2 LASRR, permettant ainsi son ouverture. Il est constaté qu'aucun dispositif d'accompagnement des étudiants n'a encore été développé, à l'exception du tutorat de l'UE « santé » du PASS, mais un tel dispositif est envisagé.

La formation doit consolider son dispositif d'amélioration continue. La licence s'est dotée d'une commission pédagogique (mais ne parle pas de conseil de perfectionnement), dont les objectifs clairement définis incluent l'évaluation de la santé mentale des étudiants, bien que les moyens associés ne soient pas précisés, et l'évaluation de la réussite et de l'intégration des étudiants. Ces points méritent d'être soulignés pour leur pertinence. Cependant, l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants n'est pas spécifiquement abordée et représente un point d'amélioration, avec la nécessaire création d'un conseil de perfectionnement dont la composition (incluant des professionnels) et les missions sont distinctes de celle de la commission pédagogique existante.

Conclusion

Points forts

- Un parcours expérimental original basé sur le principe de la « marche en avant » qui répond aux attentes ministérielles sur l'intégration universitaire des formations paramédicales ;
- Une sensibilisation à la recherche précoce et adaptée aux besoins de la filière rééducation et réadaptation.

Points faibles

- Un dispositif d'amélioration continue perfectible ;
- Une absence de mesures d'accompagnement en faveur de la réussite étudiante ;
- Un manque d'alignement pédagogique concernant l'évaluation des compétences visées ;
- Une absence totale d'ouverture à l'international associée à un volume horaire trop faible pour l'apprentissage en langue vivante étrangère.

Recommandations

- Consolider le dispositif d'amélioration continue : conseil de perfectionnement, évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
- Proposer des mesures d'accompagnement à la réussite des étudiants (tutorat, contrat pédagogique, enseignant-référent, projet personnel et professionnel).
- Assurer l'alignement pédagogique de la formation en consolidant l'évaluation des compétences visées dans les BCC et en stage.
- Renforcer les enseignements en langue vivante étrangère, et envisager les partenariats internationaux pour développer les mobilités entrantes et sortantes.

LICENCE PROFESSIONNELLE CHIMIE : FORMULATION

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Chimie : Formulation* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) des Sciences de Versailles. Cette formation bénéficie d'un partenariat avec l'Institut supérieur international du parfum, de la cosmétique et de l'aromatique alimentaire (ISIPCA) pour la partie professionnalisante, la partie théorique étant assurée à l'UVSQ. La LP, enseignée uniquement en alternance, propose deux parcours diplômants : le parcours *Applications, analyses et naturalité en cosmétique* et le parcours *Applications, analyses et naturalité en arômes et parfums*. Elle compte pour l'année universitaire 2022-2023 un effectif total de 37 étudiants, encadrés par une équipe pédagogique de 8 enseignants permanents. Un total de 536 heures étudiants sont dispensées sur l'ensemble de la formation, dont 364 heures à l'UVSQ.

Analyse globale

Cette formation en alternance est en parfaite adéquation avec la stratégie de formation de l'UVSQ. Pluridisciplinaire, elle est basée non seulement sur des savoirs et compétences en chimie et biologie, mais aussi sur des compétences transversales, notamment autour des enjeux de la transition écologique. Le partenariat fort avec l'ISIPCA, établi de longue date, et un pilotage efficient en font une formation de très bonne qualité qui répond aux enjeux de développement du territoire. La volonté affichée de rentrer dans un processus constant de renouvellement et d'innovation des pratiques pédagogiques est soulignée par l'obtention de financements de projets dans le cadre des appels à projets du plan d'investissement d'avenir (PIA) de l'initiative d'excellence de l'Université Paris-Saclay (IDEX). Néanmoins, le taux de poursuite d'études relativement élevé est un point qui mérite attention.

Les relations avec le monde socio-économique constituent le point fort de cette formation en apprentissage, comme en témoigne la forte implication des professionnels. Vingt-deux formateurs du centre de formation d'apprentis (CFA) interviennent sur les enseignements principaux du métier pour près de 60 % du volume horaire, soit 305 heures en 2022-2023, en plus de participer à des conférences en lien avec les thématiques de la formation, pour environ 15 heures par an. Une unité d'enseignement (UE) « connaissance de l'entreprise et RSE » créditée d'un crédit ECTS aborde l'éthique et la déontologie. Tous les étudiants sont inscrits sous statut d'apprentis, l'expérience en entreprise étant valorisée par 13 crédits ECTS. L'insertion professionnelle en cohérence avec les objectifs de la formation est bonne. Le taux de réponse aux enquêtes sur le devenir des diplômés est globalement bon, notamment pour l'enquête réalisée par le CFA six mois après l'obtention du diplôme. Ce taux, supérieur à 90 %, est excellent et témoigne d'une bonne insertion des diplômés dans les métiers visés. Cependant, il convient de noter que la majorité des embauches concernent des emplois à durée déterminée. De plus, le taux de poursuite d'études est trop élevé pour une formation à finalité d'insertion immédiate, ce qui pourrait être préjudiciable à la pérennité de cette LP dans l'avenir. En effet, la moitié des diplômés (50 %) poursuivent majoritairement dans les masters portés par le CFA partenaire (IPISCA), et dans une moindre mesure au sein du master *Formulation, évaluation sensorielle et analyse des industries de la parfumerie, de la cosmétique et de l'aromatique alimentaire (FESAPCA)* porté par l'UVSQ. En effet cette LP est, avec le master et le diplôme d'université (DU) *European fragrance and cosmetics (EFCM)*, dont la responsable pédagogique est aussi celle de la LP, l'une des formations du domaine portées par l'UVSQ. Cette poursuite d'études est un point de vigilance que les responsables de la formation envisagent de corriger pour l'avenir en améliorant la communication auprès des futurs candidats. Il serait pertinent de revoir également les critères d'admission dans la formation.

Pour la période évaluée, la formation a introduit quelques innovations pédagogiques, mais n'a pas encore décliné ses blocs de connaissances et compétences (BCC). Cette volonté de faire évoluer la formation est

notamment soulignée par l'obtention du financement de trois projets dans le cadre de l>IDEX Paris-Saclay, dont l'un a permis l'acquisition d'équipements pédagogiques tels qu'un dispositif pour la production de vidéos. Cet aspect est aussi très présent dans les enseignements disciplinaires, notamment en chimie organique, où des techniques de mémorisation et d'apprentissage, telles que les cartes mentales, sont utilisées. La certification ECOCERT, reconnue dans le secteur industriel dans le cadre de la naturalité des ingrédients et des produits, sans conteste une valeur ajoutée pour cette LP, est présentée lors d'un webinaire obligatoire de six heures. Le projet tutoré, sur la thématique naturalité, est l'occasion pour les étudiants de travailler en groupe. Leur travail est restitué sous forme d'affiches présentées lors d'un événement dédié, auquel sont conviés les professionnels du milieu socio-économique. Bien que les enseignements disciplinaires soient présentés en cohérence avec la fiche du référentiel national des certifications professionnelles (RNCP), la formation ne s'inscrit pas encore dans une approche par compétences.

Le pilotage de la formation, assuré conjointement par l'UVSQ et le partenaire IPISCA, est efficient. Le conseil de perfectionnement (CP), de composition conforme se réunit annuellement et permet de faire des bilans permettant de faire évoluer la formation selon un processus d'amélioration continue. Si des difficultés demeurent, notamment sur le plan de la gestion administrative de la formation, elles devraient être corrigées. L'absence de visite en entreprise par les membres de l'équipe pédagogique de l'UVSQ, soulignée dans le compte rendu du dernier CP, sera corrigée. Le taux de réponses aux questionnaires d'évaluation des enseignements est très bon, 97 % en 2023 et dépassant 90 % en moyenne. Par ailleurs, la responsable de l'équipe pédagogique assure une veille sur les évolutions des métiers et pratiques du domaine. Elle développe son réseau de partenaires et formateurs en participant régulièrement aux salons professionnels et colloques du domaine, ce qui lui permet de faire évoluer la formation. Le réseau d'*alumni* est aussi bien développé.

L'adossement à la recherche correspond aux besoins d'une LP. La démarche scientifique est abordée dans les UE assurées par les 8 enseignants-chercheurs (EC) de l'équipe pédagogique qui assurent environ 225 heures, soit 40 % du volume horaire total. Ces EC relèvent des sections 32 et 33 du Conseil national des universités (CNU), et certains orientent leurs travaux vers des applications dans les domaines thématiques de la formation.

La LP est une formation attractive qui connaît un taux de pression en hausse depuis 2021, avec notamment un taux de neuf relevé en 2023. Elle s'adresse à des diplômés de Bac+2 de formation scientifique issus de diplômes universitaires de technologie (DUT), de brevets de techniciens supérieurs (BTS) ou de deuxième année de licence générale dans les domaines relevant principalement de la chimie. Le recrutement s'effectue selon une procédure éprouvée (dossiers et entretien). Ainsi pour le parcours *Cosmétique*, la formation reçoit chaque année plus d'une centaine de candidatures, pour un nombre d'inscrits variant de 18 à 22 étudiants, effectifs proches de la capacité d'accueil. Néanmoins, une baisse des candidatures, constatée très récemment, retient l'attention des responsables pédagogiques, qui envisagent la mise en place de partenariats avec les IUT, bien que les modalités de ces partenariats ne soient pas clairement définies. Enfin, les taux de réussite sont excellents et proches de 100 %. Des cours de soutien en chimie, dont le financement est assuré dans le cadre du PIA Paris-Saclay, sont proposés dans la mesure où les étudiants présentent des profils et niveaux de connaissances très variés.

La dimension internationale de cette formation par apprentissage reste limitée, se résumant principalement à un module obligatoire d'anglais représentant 27 heures sur un total de 536 heures, soit 5 % du volume horaire. Ce module, dont la moitié est dédiée à la préparation du TOEIC, propose une certification que les étudiants n'exploitent pas encore pleinement. Pour la période évaluée, aucune mobilité étudiante et enseignante n'est constatée. Une ouverture à l'international pourrait être un plus pour cette formation de bonne qualité et ainsi augmenter son attractivité dans un contexte de léger fléchissement des candidatures.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante en alternance présentant un excellent partenariat avec le monde socio-économique ;
- Un pilotage efficient assuré conjointement par les équipes pédagogiques de l'UVSQ et le CFA IPISCA ;
- Une bonne attractivité de la formation ;

- Une insertion professionnelle cohérente avec les objectifs de la formation ;
- Une mise en place de méthodes pédagogiques innovantes résultant d'une bonne réponse aux appels à projets dans le cadre du PIA.

Points faibles

- Un taux de poursuite d'études trop important pour une LP à finalité professionnelle ;
- Une déclinaison en BCC non finalisée ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Améliorer la communication vers les publics apprenants pour limiter les poursuites d'études.
- Assurer l'alignement pédagogique de la formation en définissant les BCC et l'évaluation des compétences en cohérence.
- Envisager une première démarche prospective en vue de développer des partenariats possibles pour une ouverture à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'INDUSTRIE : CONCEPTION DE PRODUITS INDUSTRIELS

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'industrie : conception de produits industriels* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes, et forme des diplômés compétents en modélisation, simulation et méthodes de travail. Ils sont capables de réaliser des études en intégrant dès la conception les problématiques d'environnement, ainsi que la maîtrise des outils de la rétroconception et du prototypage. Cette LP comporte un seul parcours : *Méthodologie et innovation en conception collaborative (MICC)*. L'équipe pédagogique est composée de sept enseignants permanents. La formation compte 638 heures et 25 étudiants inscrits durant l'année 2022-2023.

Analyse globale

La formation a tissé des partenariats avec les partenaires du bassin industriel régional et comporte de nombreux éléments de professionnalisation en faveur des très bons taux de réussite observés. Elle doit cependant veiller à renforcer son adossement à la recherche qui est très insuffisant ainsi que son dispositif d'amélioration continue qui est perfectible. Il serait pertinent d'engager rapidement une réflexion et des actions visant à augmenter le vivier de recrutement, dont la diminution est préoccupante.

Bien ancrée dans son environnement académique et socio-économique, la formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation, mais reste vulnérable à une potentielle baisse d'attractivité. Bien qu'il existe une LP *Métiers de l'industrie et conception industrielle* à l'université d'Évry-Val-d'Essonne, cette formation ne concurrence pas d'autres LP de la même mention (28 en France) grâce à son offre en alternance et à la spécificité de son parcours *Méthodologie et innovation en conception collaborative*. Ce parcours se distingue par son focus sur les outils informatiques de conception assistée par ordinateur et la gestion du cycle de vie des produits (CAO-PLM) avancé, incluant des modules en environnement, écoconception, rétroconception industrielle, ainsi qu'en copie 3D et reproduction d'objets d'art. La formation, qui recevait en moyenne 80 candidatures pour 25 inscrits par an, risque de voir son vivier de candidats diminuer en raison de la réforme du bachelier universitaire de technologie (BUT). En effet, cette réforme supprime la possibilité pour les étudiants de deuxième année du BUT *Génie mécanique et productique (GMP)* de l'IUT de Mantes de candidater, alors qu'ils représentaient auparavant 50 % des inscriptions. Cette baisse de candidatures a déjà empêché l'ouverture de la formation en 2023-2024. Toutefois, la formation entend rester accessible aux diplômés de brevets de techniciens supérieurs (BTS) *Conception de produits industriels (CPI)* et *Conception et industrialisation en microtechniques (CIM)*, pour leur permettre d'obtenir un diplôme de niveau Bac+3. Cependant, l'absence de partenariats avec des lycées soulève des questions. La formation a tissé des partenariats fidèles avec plusieurs acteurs socio-économiques du territoire, dont Dassault systèmes (obtention du label *Academic member premium*), 3DSolution, STELLANTIS et Renault. La participation de 17 intervenants professionnels, les stages d'une durée de 35 semaines et les projets tutorés (150 heures en situation réelle de travail) permettent une professionnalisation optimale pour cette formation qui vise l'insertion professionnelle directe. Dans les faits, 25 % des diplômés poursuivent leurs études et les taux d'insertion professionnelle restent peu interprétables (50 % de réponses seulement aux enquêtes officielles). Parmi les 25 diplômés de 2019, l'enquête réalisée à 30 mois a recueilli 14 réponses, dont 9 ont indiqué être en emploi.

L'adossement à la recherche est quasi inexistant, avec seulement 2 enseignants-chercheurs (EC) contribuant aux enseignements pour un volume horaire de 14 heures sur 638 (soit 2 %). Ce ratio est trop faible et totalement déséquilibré, les intervenants professionnels assurant 91 % des cours (580 heures sur 638 heures). La formation ne mesure pas ce déséquilibre et envisage de recruter plus de vacataires issus du monde professionnel. Il n'est pas pris en compte que cette faiblesse ne peut être justifiée uniquement par la formation de techniciens supérieurs. Les étudiants n'ont aucune sensibilisation à la recherche alors qu'ils se préparent à évoluer dans un monde en constant développement technologique, numérique et scientifique. Ils sont sensibilisés au plagiat par la

bibliothèque universitaire, mais pas à la déontologie professionnelle ni à l'intégrité scientifique du fait de l'éloignement du laboratoire de recherche. Ces éléments constituent un point faible.

La formation est faiblement ouverte à l'international. Malgré l'attention portée à l'apprentissage de l'anglais (44 heures représentant 7 % des enseignements, accompagnées d'une certification TOIEC obligatoire), la formation reste peu ouverte à l'international. Aucune mobilité étudiante entrante ou sortante n'est signalée, et aucun partenariat institutionnel n'est formalisé. Bien que le format par alternance puisse être un frein à la mobilité, la formation reconnaît cette faible ouverture sans fournir de justification.

La formation affiche des blocs de connaissances et compétences (BCC) sans fournir d'éléments permettant d'apprécier l'alignement pédagogique entre les compétences et leur évaluation. Des cours d'écoconception, de développement durable et de gestion des déchets sont dispensés par des intervenants professionnels extérieurs. En matière d'innovation, la formation dispose d'une plateforme 3DEXPERIENCE permettant la certification professionnelle du même nom, et a obtenu une réponse positive à un appel à projet Innovation pédagogique Paris-Saclay avec l'IUT de Cachan et l'université Paris-Saclay (essaimage de l'utilisation du logiciel ANSYS Granta EduPack pour le choix des matériaux). Cependant, les données fournies ne précisent aucune unité d'enseignement (UE), ni la répartition horaire ou les crédits ECTS des enseignements, ni la méthode d'évaluation des compétences visées. Ces lacunes empêchent une évaluation complète de la qualité pédagogique. La LP n'est pas ouverte aux publics de formation continue ni aux candidats en validation des acquis de l'expérience (VAE), en raison d'un manque de ressources pour accompagner ces dispositifs. Le suivi de chaque alternant est conjointement assuré par son maître d'apprentissage et un tuteur pédagogique, pour un taux de réussite moyen de 90 % sur la période, avec 68 diplômés sur un total cumulé de 75 inscrits sur 3 ans.

Il est nécessaire de consolider le dispositif d'amélioration continue. Bien que dotée d'un conseil de perfectionnement conforme, les données fournies relatent des difficultés à surmonter pour remettre en place les enquêtes d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants, celles réalisées ayant été menées par un enseignant qui a quitté la formation.

Conclusion

Points forts

- Un solide partenariat avec les entreprises du bassin industriel régional ;
- De nombreux éléments de professionnalisation ;
- Un bon taux de réussite.

Points faibles

- Un adossement à la recherche quasi inexistant (2 enseignants-chercheurs qui assurent 14 heures d'enseignement) ;
- Un vivier de recrutement insuffisant ;
- Une absence d'enquêtes d'évaluation des enseignements par les étudiants.

Recommandations

- Renforcer la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements.
- Accroître la visibilité de la formation en diversifiant les actions d'information, pour mettre en avant les débouchés et les avantages spécifiques de la LP, et établir des partenariats avec des lycées afin de renforcer le recrutement.
- Définir un processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue, avec la mise en place et l'analyse formelle d'une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un adossement à la recherche trop faible ;
- Une formation dont l'attractivité est insuffisante du fait notamment de la concurrence avec un parcours du BUT *Génie mécanique et productique*.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DES RÉSEAUX INFORMATIQUES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers des réseaux informatiques et télécommunications (MRIT)* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Vélizy. La formation comporte un seul parcours : *Administration et sécurité des réseaux (ASUR)*. L'équipe pédagogique est composée de cinq enseignants permanents. La formation compte 500 heures et 31 étudiants inscrits durant l'année 2022-2023.

Analyse globale

La licence professionnelle *MRIT* a une place cohérente au sein de l'UVSQ. La formation professionnalisante est en lien étroit avec les entreprises locales et est bien adaptée à un public en formation continue ou en validation des acquis de l'expérience (VAE). Avec la création du bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications (RT)* parcours *Cybersécurité*, la formation a vu ses effectifs diminuer. Son maintien dans l'offre de formation reste cependant pertinent pour les titulaires de brevet de technicien supérieur (BTS) et les étudiants issus de la deuxième année de licence générale, qui n'auraient pas forcément accès à une troisième année de BUT. En revanche, le taux de poursuite d'études doit être maîtrisé pour que la formation remplisse pleinement son rôle d'insertion professionnelle immédiate.

La formation est en adéquation avec la stratégie de formation de l'UVSQ, tout particulièrement en matière de professionnalisation et de lien avec le monde socio-économique. Elle a obtenu le label SecnumEdu délivré par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). La LP existe uniquement en formation par apprentissage sur le site de Vélizy, et en formation initiale sur deux sites délocalisés (Tanger et Rabat) au Maroc.

La formation, bien qu'ayant des sites délocalisés au Maroc, ne développe pas son ouverture à l'international. Elle ne fait état d'aucune mobilité entrante ou sortante, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'elle n'est ouverte qu'en formation par alternance. La formation dispense 24 heures d'anglais, et la certification TOIEC est mise en place pour l'ensemble des étudiants.

La formation se construit dans un périmètre bénéficiant d'un adossement à la recherche réduit, malgré l'intervention de 3 enseignants-chercheurs de la spécialité (dont 2 relèvent de la section 27 du Conseil national des universités et le troisième appartient à la section 61) pour un volume de 51 heures (soit un taux de 10 % environ). La formation n'intègre pas d'initiation à la recherche ou par la recherche, à l'intégrité scientifique, à la déontologie et ne présente pas de lien avec des laboratoires de recherche. Les étudiants sont cependant sensibilisés au plagiat au travers de l'utilisation d'un logiciel antiplagiat.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques étant donné son ouverture exclusivement à l'alternance (pour le site de Vélizy, aucune information concernant les sites délocalisés). Les professionnels interviennent dans le cœur du métier pour 27 % du volume horaire total, soit 147 heures. La licence est bien adaptée à un public en formation continue (en 2020-2021, une promotion spécifique de 25 étudiants a été ouverte pour la société Bouygues Télécoms) et pour des VAE (plus de 3 en moyenne sur les deux dernières années).

Le programme de la LP est globalement cohérent, basé sur un référentiel de compétences et construit autour des blocs de connaissances et compétences. Cependant, l'évaluation par compétences n'est pas encore

mise en place. La formation diversifie peu ses pratiques pédagogiques, à part l'utilisation de plateformes numériques permettant la mise en place de la pédagogie inversée et l'autoévaluation. En revanche, la formation s'appuie sur de nombreuses certifications professionnelles (CISCO cyber-operate, STORMSHIELD, ANSSI).

La formation jouit d'une bonne attractivité, mais les effectifs diminuent. Le nombre d'alternants sur le site de Vélizy est passé de 33 à 22 sur l'année 2022-2023. Pour l'effectif total de la formation (site de Vélizy et sites délocalisés), les effectifs ont chuté de plus de 50 % entre 2021-2022 et 2022-2023. Avec la création du BUT RT parcours *Cybersécurité*, la LP *MRIT* est en concurrence directe avec la troisième année du BUT. Les inscrits sont désormais principalement issus des BTS.

Le taux de réussite des étudiants au sein de la formation est excellent, avoisinant les 95 % pour les alternants après la signature du contrat d'apprentissage, et d'environ 85 % globalement pour la formation. Une période d'harmonisation est instaurée en début de formation pour favoriser l'intégration et la réussite des étudiants.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés d'une façon lacunaire. Seules les données sont exploitables sur l'année 2020-2021, 100 % des répondants poursuivent leurs études (principalement en alternance), ce qui est en contradiction avec l'objectif d'insertion professionnelle immédiate d'une LP. Aucune enquête n'est exploitable sur les années 2021-2022 et 2022-2023, le taux de retour des enquêtes étant trop faible.

La formation ne définit pas un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. D'une part, le taux de réponse du questionnaire d'évaluation est trop faible (43 % en moyenne sur les trois ans), et d'autre part, les résultats des évaluations et d'autres indicateurs utiles (effectifs, taux de réussite, taux d'insertion) ne sont pas analysés au sein du conseil de perfectionnement (CP). Le CP n'est doté que d'un seul professionnel ce qui est trop juste pour une formation par alternance.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec le monde socio-économique ;
- Une bonne adaptation de la formation à l'alternance et à la formation continue ;
- Un excellent taux de réussite.

Points faibles

- Une absence d'insertion professionnelle immédiate ;
- Une baisse des inscrits ;
- Une démarche d'amélioration continue défaillante ;
- Un faible adossement à la recherche.

Recommandations

- Analyser l'insertion professionnelle et la poursuite d'études des diplômés au regard des objectifs et du marché de l'emploi.

- Analyser l'attractivité de la formation au regard de la mise en place du BUT *Réseaux et télécommunications* parcours *Cyber*.
- Mettre en place des actions de contrôle de la qualité et du suivi de l'amélioration continue de la formation.
- Renforcer la participation des enseignants-chercheurs dans la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle.
- Une attractivité en baisse, du fait notamment de la concurrence avec un parcours du BUT *Réseaux et télécommunications*.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU BTP : BÂTIMENT ET CONSTRUCTION

Établissement

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du BTP : bâtiment et construction* de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Mantes. La formation, proposée exclusivement en alternance, comporte deux parcours : *Conduite de chantiers de travaux publics* (CCTP) et *Conduite d'opérations et exploitations immobilières* (COEI). L'équipe pédagogique est composée de 2 enseignants du second degré et de 13 vacataires professionnels. La formation compte 501 heures et 26 étudiants inscrits durant l'année 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction* est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement, tout particulièrement en matière de professionnalisation et de lien avec le monde socio-économique. Toutefois, la formation est en concurrence directe avec le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil construction durable* (GCCD), notamment avec les deux parcours *Travaux bâtiment* et *Travaux publics* proposés dans le même département depuis la rentrée 2021. Cette situation soulève des questions par rapport à l'attractivité de la formation.

La formation dispose de moyens nettement insuffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique est fragile, composée de deux membres du personnel enseignant du second degré, dont l'un spécialisé dans le domaine de l'ingénierie des constructions et l'autre dans le domaine des sciences physiques, et 13 vacataires professionnels. Les enseignants titulaires assurent 215 heures, soit 43 % du volume total, sans compter qu'ils interviennent également dans le BUT GCCD.

L'adossement à la recherche est quasiment inexistant, se limitant à la rédaction d'un mémoire basé sur une recherche documentaire sur un sujet d'origine professionnelle. De plus, aucun enseignant-chercheur n'intervient dans la formation, ce qui est en contradiction avec l'adossement à la recherche d'un diplôme national de l'enseignement supérieur. La LP n'intègre ni initiation à la recherche ni formation à l'intégrité scientifique ou à la déontologie, et ne présente pas de lien avec des laboratoires de recherche.

L'environnement socio-économique est présent grâce à l'ouverture de la formation à l'alternance, ainsi qu'à la présence de nombreux intervenants professionnels (13) dans l'équipe pédagogique. Ces derniers assurent des enseignements spécifiques de professionnalisation pour un volume de 289 heures, soit environ 57 % du volume horaire total de la formation. Toutefois, l'environnement socio-économique n'est ni décrit ni formalisé, et les fédérations et entreprises partenaires ne sont pas mentionnés.

La formation développe et diversifie peu ses pratiques pédagogiques. Le programme de la formation est globalement cohérent, basé sur un référentiel de compétences en accord avec la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) construit autour des blocs de connaissances et compétences (BCC). Néanmoins, la question de l'évaluation des compétences à travers les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) n'a pas encore été abordée. Par ailleurs, la maquette ne montre aucune différence tant sur les compétences enseignées que sur les modalités d'évaluation entre les deux parcours CCTP et COEI, ce qui interroge. L'utilisation de la classe inversée est évoquée, sans préciser si cela concerne une matière, un bloc de compétences ou l'ensemble des enseignements, ainsi que l'usage de questionnaires à choix multiple (QCM) sur les plateformes Moodle et eCampus. De plus, une journée en distanciel est proposée pour chaque parcours,

sans indication sur les matières concernées, et les étudiants ne sont pas encouragés à créer leur portfolio. À titre d'exemple, en 2022-2023, aucun ne l'avait rempli.

La formation ne développe pas son ouverture à l'international. Elle ne fait état d'aucun partenariat international ni de mobilités entrantes ou sortantes sur la période évaluée, ce qui peut s'expliquer par son caractère spécifique avec l'ouverture seulement à l'alternance. Néanmoins, les étudiants bénéficient d'un enseignement en langue étrangère de 30 heures.

L'attractivité de la formation est faible. Le nombre d'étudiants est en baisse au cours des trois dernières années, passant de 29 en 2020-2021 à 26 en 2022-2023 pour les deux parcours confondus. Cela peut s'expliquer par la mise en place depuis la rentrée 2021 du diplôme BUT GCCD au sein du même département. Par ailleurs, une réflexion a été initiée pour fermer le parcours COEI lors du prochain contrat et ouvrir simultanément une nouvelle LP *Hygiène, sécurité et environnement*, ce qui est contradictoire avec l'effectif réduit de l'équipe pédagogique.

La formation affiche des résultats de réussite des étudiants très bons sur la période étudiée. Pour l'année universitaire 2022-2023, 85 % des apprentis ont acquis l'ensemble des crédits ECTS auxquels ils étaient inscrits, et 100 % entre 2020 et 2022. L'analyse comportant les données qualitatives et quantitatives est absente sur cet item, et les résultats présentés ne font pas la différence entre les deux parcours de la LP.

Le suivi du devenir des étudiants est lacunaire et la poursuite d'étude trop élevée pour une LP. Les enquêtes fournies uniquement pour le parcours COEI à 18 et à 30 mois pour les promotions de 2018 et 2019 ont un taux de réponse de 83,3 % (15 réponses sur 18 diplômés) et 54,5 % (12 réponses sur 22 diplômés) respectivement. La formation présente des taux élevés de poursuite d'étude avec 60 % des diplômés 2018 et 58,3 % des diplômés 2019 poursuivant leur parcours, ce qui est en contradiction avec l'objectif d'insertion professionnelle immédiate d'une LP. Le taux d'emploi à 30 mois est faible, à savoir 73,3% pour la promotion 2018 et 66,7% pour les diplômés 2019. En revanche, aucune donnée ou analyse n'est fournie pour le parcours CCTP.

La formation n'a pas mis en place de processus d'évaluation interne permettant une démarche d'amélioration continue. En effet, les enquêtes d'évaluation des enseignements par les apprentis qui devraient être réalisées par le centre de formation d'apprentis (CFA) ne sont pas mentionnées. De plus, la composition du conseil de perfectionnement (CP) du parcours CCTP ne comprend aucun intervenant du monde socioprofessionnel. Par ailleurs, le compte rendu du CP ne fait pas mention du parcours COEI, ce qui indique que le CP n'est pas établi au niveau de la mention. Les résultats d'évaluations comme les autres indicateurs utiles (effectifs, taux de réussite, taux d'insertion, taux de satisfaction) ne sont pas analysés par le CP, l'empêchant de jouer pleinement son rôle.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec le monde socio-économique ;
- Des taux de réussite très bons.

Points faibles

- Une absence d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique ;
- Un taux de poursuite d'étude trop élevé pour une formation professionnalisante ;
- Une démarche d'amélioration continue défailante ;
- Une absence d'analyse de l'attractivité de la formation au regard de la mise en place du BUT *Génie civil construction durable* ;
- Une approche par compétences à finaliser.

Recommandations

- Assurer l'adossement à la recherche de la LP à travers l'intervention des enseignants-chercheurs dans les enseignements.
- Adapter les contenus de la formation pour assurer une insertion professionnelle immédiate et ainsi diminuer la poursuite d'études.
- Mettre en place des actions de contrôle de la qualité et du suivi de l'amélioration continue de la formation.
- Mettre en évidence la complémentarité de cette LP par rapport au BUT *Génie civil construction durable*.
- Finaliser la mise en place de l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une absence d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique ;
- Une insertion professionnelle immédiate très en deçà des objectifs d'une licence professionnelle ;
- Une attractivité en baisse du fait notamment de la concurrence avec deux parcours du BUT *Génie civil – construction durable*.

Observations de l'établissement

La Présidence

Versailles, le 18 juillet 2025

Affaire suivie par :
Cabinet du Président
Mail : cabinet.president@uvsq.fr
Tél : 01 39 25 79 51

Monsieur Loïc JOSSERAN
Président de l'Université de Versailles
Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ)

Au
Haut Conseil de l'évaluation de la
recherche et de l'enseignement supérieur
(HCERES)
Département d'évaluation des formations
19 rue Poissonnière
75002 Paris

Objet : Réponse au rapport définitif du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

Madame, Monsieur,

L'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines souhaite remercier les expertes et les experts pour le travail effectué sur l'évaluation de l'offre de formation de l'université. Ce travail est indispensable au bon suivi et à l'amélioration de son offre de formation

La réponse aux points d'attention transversaux a été transmise au moment du dépôt du DA01 et des DA02 et l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines n'a pas d'éléments supplémentaires à transmettre.

Les points d'attention sur les formations du 1er cycle ont été transmis aux responsables des formations concernées. Certaines formations ont d'ores et déjà intégré des recommandations dans leur offre pour la prochaine accréditation.

Le point d'attention sur les formations du 2e cycle n'est plus pertinent puisque la formation concernée est totalement restructurée et sa demande d'accréditation portée par l'Université Paris-Saclay pour 2026-2031

Plus généralement, concernant le processus d'évaluation des formations, l'Université tient à remercier les conseillères et les conseiller pour leur accompagnement et la qualité des échanges tout au long de la phase bilan et de la phase projet, et à l'issue des rapports définitifs.

L'Université tient toutefois à formuler quelques observations.

Premièrement, ce processus a mobilisé les équipes pédagogiques, les services et les directions pendant une période très longue, près de 20 mois entre le commencement de l'auto-évaluation et la transmission des rapports définitifs. Malgré leur engagement, les équipes en ressortent fatiguées.

Deuxièmement, les documents d'auto-évaluation, en particulier le document support du rapport d'auto-évaluation, ont demandé un travail fastidieux. Les formats des documents n'ont pas facilité ce travail : formats difficiles à manipuler, nombre de cases à remplir, impossibilité de fournir des éléments de contexte dans certains cas... Ces éléments ont pu donner lieu à un sentiment de frustration et de perte de sens.

L'Université tient à souligner que malgré cela, les équipes ont fait un travail de grande qualité.

Le retour de l'évaluation de la phase bilan a, dans une grande majorité, conforté les collègues quant à la qualité de leur formation (tout en ayant consciences des points de vigilance). Néanmoins, certains retours ont été mal vécus par les équipes.

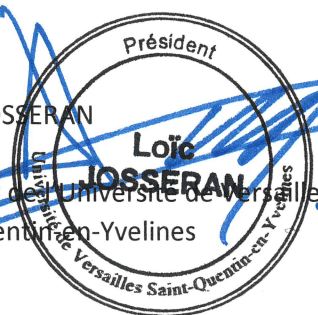
C'est le cas de formations qui ont été « sans avis », qui le sont restées ou bien sont désormais en « avis favorable avec recommandations » alors même que les données ont été fournies dans le document d'auto-évaluation, fournies de nouveau ou bien fournies dans les DA02 au moment des avis provisoires et parfois même fournies également au moment des auditions. Certaines équipes ont eu le sentiment de ne pas être entendues et d'avoir fait face à une approche strictement comptable et sans réelle compréhensions de leur formation.

Les équipes des BUT et de certaines LP regrettent également que le contexte de mise en œuvre de la réforme des BUT et/ou que les spécificités des LP « métiers » n'aient pas été reconnus et pris en considération dans les rapports successifs et à la suite des auditions. Il en a résulté l'impression d'être sanctionné puis un sentiment de lassitude et de découragement.

Globalement, les équipes regrettent que les audits de la phase bilan n'aient pas permis le dialogue qui aurait été nécessaire à une évaluation plus fine et donc plus juste des formations. Le distanciel, le temps limité, le nombre d'intervenants et d'intervenants n'ont pas été propices à une discussion approfondie et une prise de connaissance du contexte des formations.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pr Loïc JOSSEAN
Président de l'Université de Versailles
Saint-Quentin-en-Yvelines



Évaluation des universités et des écoles
Évaluation des unités de recherche
Évaluation des formations
Évaluation des organismes nationaux de recherche
Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

